Bundesgesetzblatt

Teil II

1955	Ausgegeben zu Bonn am 2. Februar 1955	Nr. 3

Gesetz über den Internationalen Fernmeldevertrag Buenos Aires 1952.

Vom 27. Janaur 1955.

Der Bundestag hat das folgende Gesetz beschlossen:

Artikel 1

Dem am 22. Dezember 1952 in Buenos Aires unterzeichneten Internationalen Fernmeldevertrag wird zugestimmt.

Artikel 2

(1) Der Vertrag wird nachstehend mit Gesetzeskraft veröffentlicht.

(2) Der Tag, an dem der Vertrag auf Grund seines Artikels 15 Abs. 3 für die Bundesrepublik Deutschland in Kraft tritt, ist im Bundesgesetzblatt bekanntzumachen.

Artikel 3

Dieses Gesetz gilt auch im Land Berlin, wenn das Land Berlin die Anwendung dieses Gesetzes feststellt.

Artikel 4

Dieses Gesetz tritt am Tage nach seiner Verkündung in Kraft.

Die verfassungsmäßigen Rechte des Bundesrates sind gewahrt.

Das vorstehende Gesetz wird hiermit verkündet.

Bonn, den 27. Januar 1955.

Der Bundespräsident
Theodor Heuss

Der Bundeskanzler
und Bundesminister des Auswärtigen
Adenauer

Der Bundesminister
für das Post- und Fernmeldewesen
Dr. Balke

Convention internationale des télécommunications

Buenos Aires, 1952

Protocole final à la Convention
Protocoles additionnels à la Convention

Internationaler Fernmeldevertrag

Buenos Aires, 1952

Schlußprotokoll zum Vertrag
Zusatzprotokolle zum Vertrag

(Übersetzung)

Table des Matières

Inhaltsverzeichnis

Chapitre III

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

Article

Chapitre IV

Dispositions générales relatives aux télécommunications

Chapitre V

Dispositions spéciales aux radiocommunications

Chapitre VI

Définitions

Chapitre VII

Disposition finale

Formule finale

Signatures

Kapitel III

Beziehungen zu den Vereinten Nationen und den internationalen Organisationen

Artikel

Kapitel IV

Allgemeine Bestimmungen über den Fernmeldedienst

Kapitel V

Sondervorschriften für den Funkdienst

Kapitel VI

Begriffsbestimmungen

Kapitel VII

Schlußbestimmung

Schlußformel

Unterschriften

Annexes

Anhänge

Règlement général

(Annexe 5)

1re Partie

Dispositions générales concernant les conférences

Allgemeine Geschäftsordnung

(Anhang 5)

1. Teil

Allgemeine Bestimmungen über Konferenzen

2e Partie

Comités consultatifs internationaux

Protocole final à la Convention internationale des télécommunications

2. Teil

Internationale Beratende Ausschüsse

Schlußprotokoll zum Internationalen Fernmeldevertrag

Protocoles additionnels à la Convention internationale des télécommunications

Zusatzprotokolle zum Internationalen Fernmeldevertrag

Convention internationale des télécommunications

Internationaler Fernmeldevertrag

Préambule

En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements contractants ayant en vue de faciliter les relations entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention.

CHAPITRE I

Composition, objet et structure de l'Union

Article 1

Composition de l'Union

1. L'Union internationale des télécommunications comprend des Membres et des Membres associés.

2. Est Membre de l'Union:

a) tout pays ou groupe de territoires énumérés dans l'annexe 1, après signature et ratification de la Convention, ou adhésion à cet Acte par le pays ou groupe de territoires, ou pour son compte;

b) tout pays non énuméré dans l'annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la présente Convention, conformément aux dispositions de l'article 16;

c) tout pays souverain, non énuméré dans l'annexe 1 et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 16, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.

3. (1) Tous les Membres ont le droit de participer aux conférences de l'Union et sont éligibles à tous ses organismes.

(2) Chaque Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union et à toutes les réunions des organismes permanents de l'Union dont il est membre.

4. Est Membre associé de l'Union:

a) tout pays, territoire ou groupe de territoires énuméré dans l'annexe 2, après signature et ratification de la Convention ou adhésion à cet Acte par ce pays, territoire ou groupe de territoires ou pour son compte;

b) tout pays non Membre de l'Union aux termes du paragraphe 2 ci-dessus, dont la demande d'admission à l'Union en qualité de Membre associé est acceptée par la majorité des Membres de l'Union et qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 16;

(Übersetzung)

Präambel

In voller Anerkennung des uneingeschränkten Rechts jedes Landes, sein Fernmeldewesen zu regeln, haben die Bevollmächtigten der vertragschließenden Regierungen in gegenseitigem Einverständnis diesen Vertrag abgeschlossen, um die Beziehungen zwischen den Völkern durch einen guten Fernmeldedienst zu fördern.

KAPITEL I

Zusammensetzung, Zweck und Aufbau des Vereins

Artikel 1

Zusammensetzung des Vereins

1. Der Internationale Fernmeldeverein besteht aus Ordentlichen Mitgliedern und Außerordentlichen Mitgliedern.

2. Ordentliches Mitglied des Vereins ist

a) jedes im Anhang 1 aufgeführte Land oder jede dort aufgeführte Gruppe von Territorien nach Unterzeichnung und Ratifikation des Vertrags oder, nachdem der Beitritt des Landes oder der Gruppe von Territorien zu diesem Vertrag von ihnen selbst oder für sie erklärt worden ist;

b) jedes Land, das nicht im Anhang 1 aufgeführt ist, Mitglied der Vereinten Nationen wird und dem vorliegenden Vertrag nach den Bestimmungen des Artikels 16 beitritt;

c) jedes unabhängige Land, das nicht im Anhang 1 aufgeführt und nicht Mitglied der Vereinten Nationen ist und das dem Vertrag nach den Bestimmungen des Artikels 16 beitritt, nachdem seinem Gesuch um Aufnahme als Ordentliches Vereinsmitglied von zwei Dritteln der Ordentlichen Vereinsmitglieder zugestimmt worden ist.

3. (1) Alle Ordentlichen Mitglieder haben das Recht, an den Konferenzen des Vereins teilzunehmen; sie sind in alle seine Organe wählbar.

(2) Jedes Ordentliche Mitglied hat Anrecht auf eine Stimme bei allen Konferenzen des Vereins und bei allen Zusammenkünften der ständigen Organe des Vereins, denen es angehört.

4. Außerordentliches Mitglied des Vereins ist

a) jedes im Anhang 2 aufgeführte Land oder Territorium oder jede dort aufgeführte Gruppe von Territorien nach Unterzeichnung und Ratifikation des Vertrags oder, nachdem der Beitritt dieses Landes, dieses Territoriums oder dieser Gruppe von Territorien zu diesem Vertrag von ihnen selbst oder für sie erklärt worden ist;

b) jedes Land, das nicht Ordentliches Mitglied des Vereins nach den im vorstehenden Absatz 2 angeführten Bestimmungen ist, dessen Gesuch, in den Verein als Außerordentliches Mitglied aufgenommen zu werden, von der Mehrheit der Ordentlichen Vereinsmitglieder angenommen wird und das dem Vertrag nach den Bestimmungen des Artikels 16 beitritt;

c) tout territoire ou groupe de territoires, n'ayant pas l'entière responsabilité de ses relations internationales, pour le compte duquel un Membre de l'Union a signé et ratifié la présente Convention ou y a adhéré conformément aux dispositions des articles 16 ou 17, lorsque sa demande d'admission en qualité de Membre associé, présentée par le Membre de l'Union responsable, a été approuvée par la majorité des Membres de l'Union;

d) tout territoire sous tutelle dont la demande d'admission en qualité de Membre associé a été présentée par les Nations Unies et au nom duquel les Nations Unies ont adhéré à la Convention conformément aux dispositions de l'article 18.

5. Si un territoire, ou groupe de territoires faisant partie d'un groupe de territoires constituant un Membre de l'Union devient, ou est devenu, Membre associé de l'Union selon les dispositions des alinéas 4 a) et 4 c) ci-dessus, ses droits et obligations prévus par la présente Convention ne sont plus que ceux d'un Membre associé.

6. Les Membres associés ont les mêmes droits et obligations que les Membres de l'Union. Toutefois, ils n'ont pas le droit de vote dans les conférences ou autres organismes de l'Union. Ils ne sont pas éligibles dans les organismes de l'Union dont les Membres sont désignés par les conférences de plénipotentiaires ou les conférences administratives.

7. En application des dispositions des alinéas 2 c), 4 b), et 4 c) ci-dessus, si une demande d'adhésion en qualité de Membre ou de Membre associé est présentée dans l'intervalle de deux conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union; un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

Article 2

Siège de l'Union

Le siège de l'Union et de ses organismes permanents est fixé à Genève.

Article 3

Objet de l'Union

1. L'Union a pour objet:

a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes;

b) de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur emploi et de généraliser, le plus possible, leur utilisation par le public;

c) d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins communes.

2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union:

a) effectue l'attribution des fréquences du spectre et l'enregistrement des assignations de fréquences, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays;

c) jedes Territorium oder jede Gruppe von Territorien, die für ihre internationalen Beziehungen nicht die volle Verantwortung tragen und für die ein Ordentliches Vereinsmitglied diesen Vertrag unterzeichnet und ratifiziert oder den Beitritt zu ihm nach den Bestimmungen des Artikels 16 oder 17 erklärt hat, sobald ihr Gesuch, als Außerordentliches Mitglied aufgenommen zu werden, das von dem verantwortlichen Ordentlichen Vereinsmitglied vorgelegt wurde, von der Mehrheit der Ordentlichen Vereinsmitglieder gebilligt worden ist;

d) jedes Territorium unter Treuhänderschaft, dessen Gesuch, als Außerordentliches Mitglied aufgenommen zu werden, von den Vereinten Nationen vorgelegt worden ist und in dessen Namen die Vereinten Nationen den Beitritt zum Vertrag nach den Bestimmungen des Artikels 18 erklärt haben.

5. Wenn ein Territorium oder eine Gruppe von Territorien zu einer Gruppe von Territorien, die Ordentliches Mitglied des Vereins ist, gehört und nach den Bestimmungen der vorstehenden Absätze 4 a) und 4 c) Außerordentliches Mitglied des Vereins wird oder geworden ist, so hat jenes Territorium oder jene Gruppe von Territorien nur noch die in diesem Vertrag vorgesehenen Rechte und Pflichten als Außerordentliches Mitglied.

6. Die Außerordentlichen Mitglieder haben die gleichen Rechte und Pflichten wie die Ordentlichen Mitglieder des Vereins. Sie haben jedoch kein Stimmrecht bei den Konferenzen oder in anderen Organen des Vereins. Sie sind nicht wählbar in solche Organe des Vereins, deren Mitglieder von den Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten oder den Verwaltungskonferenzen bestimmt werden.

7. Wird zwischen zwei Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten ein Gesuch, als Ordentliches oder Außerordentliches Mitglied aufgenommen zu werden, auf diplomatischem Wege und durch Vermittlung des Landes, in dem der Sitz des Vereins ist, eingereicht, so unterbreitet es der Generalsekretär in Anwendung der Bestimmungen der vorstehenden Absätze 2 c), 4 b) und 4 c) den Ordentlichen Vereinsmitgliedern. Von einem Mitglied, das binnen vier Monaten seit dem Tage, an dem ihm das Gesuch unterbreitet wurde, nicht geantwortet hat, wird angenommen, daß es sich der Stimme enthält.

Artikel 2

Sitz des Vereins

Als Sitz des Vereins und seiner ständigen Organe wird Genf bestimmt.

Artikel 3

Zweck des Vereins

1. Der Verein bezweckt

a) die internationale Zusammenarbeit zur Verbesserung und zweckmäßigen Verwendung der Fernmeldeeinrichtungen aller Arten zu erhalten und auszubauen;

b) die Entwicklung der technischen Mittel und ihre wirksamste Ausnutzung zu fördern, um die Leistungsfähigkeit und die Verwendung der Fernmeldedienste zu steigern und sie so weit wie möglich der Öffentlichkeit zugänglich zu machen;

c) die Bemühungen der Nationen, diese gemeinsamen Ziele zu erreichen, miteinander in Einklang zu bringen.

2. Zu diesem Zweck übernimmt der Verein insbesondere folgende Aufgaben:

a) Er weist die Frequenzbereiche zu und registriert die Frequenzzuteilungen, um schädliche Störungen zwischen den Funkstellen der verschiedenen Länder zu vermeiden;

b) favorise la collaboration entre ses Membres et Membres associés en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière saine et indépendante des télécommunications;

c) provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

d) procède à des études, élabore des recommandations, recueille et publie des informations concernant les télécommunications, au bénéfice de tous les Membres et Membres associés.

b) er fördert die Zusammenarbeit zwischen seinen Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern zur Einführung von möglichst niedrigen Gebühren, soweit diese mit einem Dienst hoher Güte und einem gesunden und unabhängigen Finanzgebaren im Fernmeldewesen vereinbar sind;

c) er veranlaßt die Annahme von Maßnahmen, die durch die Zusammenarbeit der Fernmeldedienste die Sicherheit des menschlichen Lebens gewährleisten;

d) er befaßt sich zum Nutzen aller Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder mit Studien, arbeitet Empfehlungen aus und sammelt und veröffentlicht Berichte über das Fernmeldewesen.

Article 4

Structure de l'Union

L'organisation de l'Union repose sur:

1° la Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union;

2° les Conférences administratives;

3° les organismes permanents désignés ci-après:
   a) le Conseil d'administration,
   b) le Secrétariat général,
   c) le Comité international d'enregistrement de fréquences (I.F.R.B.),
   d) le Comité consultatif international télégraphique (C.C.I.T.),
   e) le Comité consultatif international téléphonique (C.C.I.F.),
   f) le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.).

Artikel 4

Aufbau des Vereins

Die Organisation des Vereins umfaßt

1. die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten als oberstes Organ des Vereins;
2. die Verwaltungskonferenzen;
3. die nachstehend aufgeführten ständigen Organe:
   a) Den Verwaltungsrat,
   b) das Generalsekretariat,
   c) den Internationalen Ausschuß zur Frequenzregistrierung (I. F. R. B.),
   d) den Internationalen Beratenden Ausschuß für den Telegraphendienst (C. C. I. T.),
   e) den Internationalen Beratenden Ausschuß für den Fernsprechdienst (C. C. I. F.),
   f) den Internationalen Beratenden Ausschuß für den Funkdienst (C. C. I. R.).

Article 5

Conseil d'administration

A. Organisation et fonctionnement

1. (1) Le Conseil d'administration est composé de dix-huit Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires, en tenant compte de la nécessité d'une représentation équitable de toutes les parties du monde. Les Membres de l'Union élus au Conseil remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

(2) Si entre deux conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil d'administration, le siège revient de droit au Membre de l'Union ayant obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres appartenant à la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

2. Chacun des Membres du Conseil d'administration désigne pour siéger au Conseil une personne qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunication.

3. Chaque Membre du Conseil dispose d'une voix.

4. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

5. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonction jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

6. (1) Le Conseil se réunit, en session annuelle, au siège de l'Union.

(2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionellement une session supplémentaire.

Artikel 5

Verwaltungsrat

A. Organisation und Arbeitsweise

1. (1) Der Verwaltungsrat besteht aus achtzehn Ordentlichen Vereinsmitgliedern; sie werden von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten gewählt, wobei auf eine angemessene Vertretung aller Teile der Erde Rücksicht zu nehmen ist. Die in den Rat gewählten Ordentlichen Vereinsmitglieder erfüllen ihren Auftrag bis zu dem Zeitpunkt, zu dem die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten einen neuen Rat wählt; sie können wiedergewählt werden.

(2) Wenn zwischen zwei Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten ein Sitz im Verwaltungsrat frei wird, fällt dieser Sitz von Rechts wegen dem Ordentlichen Mitglied des Vereins zu, das bei der letzten Wahl die größte Stimmenzahl unter den Mitgliedern erhalten hat, die dem gleichen Bereich angehören und deren Kandidatur nicht erfolgreich gewesen ist.

2. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats ernennt eine wegen ihrer Erfahrung im Fernmeldedienst geeignete Person, die den Sitz im Rat wahrnimmt.

3. Jedes Mitglied des Rats verfügt über eine Stimme.

4. Der Verwaltungsrat stellt seine eigene Geschäftsordnung auf.

5. Der Verwaltungsrat wählt zu Beginn jeder jährlichen Tagung seinen Präsidenten und seinen Vizepräsidenten. Sie bleiben bis zur Eröffnung der nächsten jährlichen Tagung im Amt und können wiedergewählt werden. Der Vizepräsident vertritt den Präsidenten bei dessen Abwesenheit.

6. (1) Der Verwaltungsrat tritt in jährlichen Tagungen am Sitz des Vereins zusammen.

(2) Er kann in dieser Tagung bestimmen, daß ausnahmsweise eine zusätzliche Tagung abgehalten wird.

(3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres.

7. Le secrétaire général et les deux secrétaires généraux adjoints, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences, les directeurs des Comités consultatifs internationaux et le vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances exceptionellement révervées à ses seuls Membres.

8. Le secrétaire général de l'Union assure les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

9. (1) Dans l'intervalle des conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

(2) Le Conseil agit seulement lorsqu'il est en session officielle.

10. Seuls les frais de déplacement et de séjour engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour remplir ses fonctions sont à la charge de l'Union.

B. Attributions

11. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution par les Membres et les Membres associés des dispositions de la Convention, des règlements, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union.

(2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union.

12. En particulier, le Conseil d'administration:

a) accomplit toutes les tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires;

b) est chargé, dans l'intervalle qui sépare les conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 26 et 27 de la présente Convention;

à ce effet:

1° il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 27 de la Convention et avec les Nations Unies en application de l'Accord contenu dans l'annexe 6 à la Convention; ces accords provisoires doivent être soumis à la prochaine Conférence de plénipotentiaires conformément aux dispositions de l'article 9, alinéa 1 g) de la présente Convention;

2° il désigne, au nom de l'Union, un ou plusieurs représentants pour participer aux conférences de ces organisations et, lorsque cela est nécessaire, aux conférences de coordination réunies en accord avec ces organisations;

c) nomme le secrétaire général et les deux secrétaires généraux adjoints de l'Union;

d) arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;

e) établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union;

(3) Zwischen den ordentlichen Tagungen kann er auf Verlangen der Mehrheit seiner Mitglieder von seinem Präsidenten einberufen werden, und zwar grundsätzlich am Sitz des Vereins.

7. Der Generalsekretär und die beiden stellvertretenden Generalsekretäre, der Präsident des Internationalen Ausschusses zur Frequenzregistrierung, die Direktoren der Internationalen Beratenden Ausschüsse und der stellvertretende Direktor des Internationalen Beratenden Ausschusses für den Funkdienst nehmen von Rechts wegen an den Beratungen des Verwaltungsrats teil, ohne sich aber an den Abstimmungen zu beteiligen. Der Rat kann jedoch ausnahmsweise auch Sitzungen abhalten, die nur seinen Mitgliedern vorbehalten sind.

8. Der Generalsekretär des Vereins übernimmt die Aufgaben eines Sekretärs des Verwaltungsrats.

9. (1) In der Zeit zwischen den Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten handelt der Verwaltungsrat als Beauftragter der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten im Rahmen der von ihr gegebenen Vollmachten.

(2) Der Rat übt seine Tätigkeit nur aus, wenn er zu einer offiziellen Tagung zusammengetreten ist.

10. Nur die Reisekosten und Tagegelder, die für den Vertreter jedes der Ratsmitglieder bei Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, gehen zu Lasten des Vereins.

B. Aufgaben

11. (1) Der Verwaltungsrat hat die Aufgabe, alle Maßnahmen zu ergreifen, um die Durchführung der Bestimmungen des Vertrags, der Vollzugsordnungen, der Beschlüsse der Regierungsbevollmächtigten-Konferenz und gegebenenfalls der Beschlüsse anderer Konferenzen und Tagungen des Vereins durch die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder zu erleichtern.

(2) Er stellt sicher, daß die Arbeiten des Vereins wirksam aufeinander abgestimmt werden.

12. Der Verwaltungsrat übernimmt insbesondere folgende Aufgaben:

a) Er führt alle Aufgaben durch, die ihm von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten zugewiesen werden;

b) er sorgt in der Zeit zwischen den Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten für die Zusammenarbeit mit allen internationalen Organisationen, die in den Artikeln 26 und 27 dieses Vertrags angegeben sind;

zu diesem Zweck

1. trifft er im Namen des Vereins vorläufige Vereinbarungen mit den im Artikel 27 des Vertrags genannten internationalen Organisationen und mit den Vereinten Nationen in Anwendung des Abkommens in Anhang 6 zum Vertrag; diese vorläufigen Vereinbarungen müssen der nächsten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten gemäß den Bestimmungen des Artikels 9 Abs. 1 g) dieses Vertrags unterbreitet werden;

2. benennt er im Namen des Vereins einen oder mehrere Vertreter, um an den Konferenzen dieser Organisationen und, wenn nötig, an den gemeinsamen Konferenzen teilzunehmen, die im Einvernehmen mit diesen Organisationen veranstaltet werden;

c) er ernennt den Generalsekretär und die beiden stellvertretenden Generalsekretäre des Vereins;

d) er setzt den Personalbestand und die Rangstufen des Personals des Generalsekretariats und der Fachsekretariate der ständigen Vereinsorgane fest, wobei die allgemeinen, von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten gegebenen Richtlinien zu berücksichtigen sind;

e) er stellt alle Vorschriften auf, die er für den Verwaltungs- und Finanzdienst des Vereins für erforderlich hält;

f) contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;

g) examine et arrête le budget annuel de l'Union;

h) prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et arrête ces comptes pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante;

i) fixe les traitements du secrétaire général, des membres du Comité international d'enregistrement des fréquences et de tous les fonctionnaires de l'Union en tenant compte des échelles de base des traitements arrêtées aux termes de l'article 9, alinéa 1 c), par la Conférence de plénipotentiaires;

j) détermine éventuellement les indemnités supplémentaires temporaires en prenant en considération les fluctuations du coût de la vie dans le pays où est fixé le siège le l'Union et en suivant, en la matière, dans toute la mesure du possible la pratique du gouvernement de ce pays et des organisations internationales qui y sont établies;

k) prend les dispositions nécessaires pour la convocation des conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 9 et 10;

l) soumet à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union les avis qu'il juge utiles;

m) coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, prend les dispositions opportunes pour donner suite aux demandes ou recommandations soumises par ces organismes et procède à la désignation d'intérimaires aux emplois devenus vacants de directeurs des comités consultatifs internationaux et de vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications;

n) remplit les autres fonctions prévues dans la présente Convention et, dans le cadre de celle-ci et des règlements, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union;

o) soumet à l'examen de la Conférence de plénipotentiaires un rapport relatant ses activités et celles de l'Union.

f) er überwacht die Verwaltungstätigkeit des Vereins;

g) er prüft den Jahreshaushalt des Vereins und stellt ihn fest;

h) er trifft alle notwendigen Anordnungen für die jährliche Prüfung der vom Generalsekretär aufgestellten Abrechnungen des Vereins und stellt den Abschluß der Rechnungen fest, um sie der nächsten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten zu unterbreiten;

i) er setzt die Gehälter des Generalsekretärs, der Mitglieder des Internationalen Ausschusses zur Frequenzregistrierung und aller Vereinsangestellten fest, wobei er die nach Artikel 9 Abs. 1 c) durch die Konferenz der Regierungbevollmächtigten festgesetzten Gehaltsstufen berücksichtigt;

j) er setzt gegebenenfalls die zeitweiligen Zulagen unter Berücksichtigung der Schwankungen der Lebenshaltungskosten des Landes, in dem der Verein seinen Sitz hat, fest, wobei er sich möglichst dem Vorgehen der Regierung dieses Landes und der dort ansässigen internationalen Organisationen anschließt;

k) er trifft die notwendigen Anordnungen für die Einberufung der Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten und der Verwaltungskonferenzen des Vereins gemäß den Artikeln 9 und 10;

l) er unterbreitet die von ihm für zweckmäßig gehaltenen Empfehlungen der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten des Vereins;

m) er stimmt die Arbeiten der ständigen Vereinsorgane aufeinander ab, trifft die geeigneten Maßnahmen, um den Anträgen oder Empfehlungen zu entsprechen, die von diesen Organen eingereicht werden, und entscheidet über die vorläufige Besetzung frei gewordener Stellen der Direktoren der Internationalen Beratenden Ausschüsse und des Vizedirektors des Internationalen Ausschusses für den Funkdienst;

n) er erfüllt die übrigen in diesem Vertrag vorgesehenen und alle im Rahmen dieses Vertrags und der Vollzugsordnungen für eine gute Verwaltung des Vereins notwendig erscheinenden Aufgaben;

o) er unterbeitet der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten einen Bericht über seine Tätigkeit und die Tätigkeit des Vereins zur Prüfung.

Article 6

Comité international d'enregistrement des fréquences

1. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent:

a) à effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquences faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure prévue dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, par les décisions des conférences compétentes de l'Union, la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations, afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle;

b) à fournir des avis aux Membres et Membres associés, en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire;

c) à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences prescrites par une conférence compétente de l'Union, ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions;

d) à tenir à jour les dossiers indispensables ayant trait à l'exercice de ses fonctions.

Artikel 6

Internationaler Ausschuß zur Frequenzregistrierung

1. Die wesentlichen Aufgaben des Internationalen Ausschusses zur Frequenzregistrierung sind:

a) Er registriert die von den verschiedenen Ländern vorgenommenen Frequenzzuteilungen nach dem Verfahren, das in der Vollzugsordnung für den Funkdienst und gegebenenfalls durch die Beschlüsse der zuständigen Vereinskonferenzen vorgesehen ist, planmäßig in der Weise, daß Tag, Zweck und die technischen Merkmale jeder dieser Zuteilungen festgelegt sind, damit ihre amtliche internationale Anerkennung sichergestellt wird;

b) er gibt den Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern Empfehlungen, damit sich in den Teilen des Frequenzspektrums, in denen schädliche Störungen auftreten können, eine möglichst große Anzahl von Funkkanälen betreiben läßt;

c) er führt alle mit der Zuteilung und Benutzung der Frequenzen zusammenhängenden zusätzlichen Aufgaben durch, die durch eine zuständige Konferenz des Vereins oder durch den Verwaltungsrat mit Zustimmung der Mehrheit der Ordentlichen Vereinsmitglieder anläßlich der Vorbereitung einer solchen Konferenz oder in Ausführung ihrer Beschlüsse vorgeschrieben werden;

d) er hält die zur Ausübung seiner Tätigkeit erforderlichen Dienstbehelfe auf dem laufenden.

2. (1) Le Comité est un organisme composé de membres indépendants, tous ressortissants de pays différents, Membres de l'Union.

(2) Les membres du Comité doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

(3) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu de l'alinéa 1 b) ci-dessus, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.

3. (1) A chacune de ses réunions, la conférence administrative ordinaire des radiocommunications élit les pays, Membres de l'Union, dont chacun devra désigner un de ses ressortissants possédant les qualifications indiquées ci-dessus, pour servir comme membre indépendant du Comité.

(2) La procédure pour cette élection est établie par la conférence elle-même, de manière à assurer une répartition équitable des membres entre les différentes régions du monde.

(3) Les pays ainsi élus sont rééligibles.

(4) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la conférence administrative ordinaire des radiocommunications qui a élu les pays chargés de les désigner. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence au cours de sa réunion suivante, pour la prise de service de leurs successeurs.

(5) Si, dans l'intervalle entre deux conférences administratives ordinaires des radiocommunications, un membre du Comité démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trois mois, le Membre de l'Union qui l'avait désigné est invité par le Président du Comité à désigner aussitôt que possible un successeur. Si le Membre de l'Union en question ne désigne pas un remplaçant dans un délai de trois mois à partir de cette invitation, il perd son droit de désigner une personne pour siéger au Comité. Le président du Comité demande alors au Membre de l'Union qui, à la précédente élection, avait obtenu le nombre de voix le plus élevé parmi ceux de la région considérée qui n'avaient pas été élus, de désigner une personne pour siéger au Comité pendant le reste de la durée de son mandat.

4. Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.

5. (1) Les membres du Comité s'acquittent de leur tâche, non comme des représentants de leurs pays respectifs, ou d'une région, mais comme des agents impartiaux investis d'un mandat international.

(2) Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque Membre ou Membre associé doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit, en aucun cas, essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

(3) En dehors de ses fonctions, aucun membre du Comité et de son personnel ne doit avoir de participation active ou d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression «intérêts financiers» ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

2. (1) Der Ausschuß ist ein Organ, das sich aus unabhängigen Mitgliedern zusammensetzt; diese müssen sämtlich Staatsangehörige verschiedener Länder sein, die Ordentliche Mitglieder des Vereins sind.

(2) Die Mitglieder des Ausschusses müssen auf Grund ihrer technischen Kenntnisse auf dem Funkgebiet voll geeignet sein und praktische Erfahrung in der Zuteilung und Benutzung der Frequenzen besitzen.

(3) Damit ein besseres Verständnis für die Fragen erzielt wird, die auf Grund des vorstehenden Absatzes 1 b) vor den Ausschuß kommen, muß außerdem jedes Mitglied über die geographischen, wirtschaftlichen und volkskundlichen Verhältnisse eines bestimmten Gebiets der Erde auf dem laufenden sein.

3. (1) Die ordentliche Funkverwaltungskonferenz wählt auf jeder ihrer Tagungen unter den Ordentlichen Mitgliedern des Vereins die Länder, von denen je ein Staatsangehöriger mit den oben angegebenen Fähigkeiten zu bestimmen ist, der seinen Dienst als unabhängiges Mitglied des Ausschusses versehen soll.

(2) Das Verfahren für diese Wahl wird durch die Konferenz selbst so festgelegt, daß eine angemessene Verteilung der Mitglieder auf die verschiedenen Gebiete der Erde gewährleistet ist.

(3) Die so gewählten Länder können wiedergewählt werden.

(4) Die Mitglieder des Ausschusses nehmen ihren Dienst an dem Tage auf, der von der ordentlichen Funkverwaltungskonferenz festgesetzt worden ist, die durch Wahl die Länder mit der Benennung beauftragt hat. Sie üben ihre Amtsgeschäfte in der Regel bis zu dem Tage aus, der von der Konferenz bei ihrer nächsten Tagung für die Übernahme des Dienstes durch ihre Nachfolger bestimmt wird.

(5) Wenn in der Zeit zwischen zwei ordentlichen Funkverwaltungskonferenzen ein Ausschußmitglied sein Amt niederlegt oder seine Amtsgeschäfte ohne stichhaltigen Grund während eines Zeitraums von mehr als drei Monaten nicht ausübt, fordert der Präsident des Ausschusses das Vereinsmitglied, welches das Ausschußmitglied bestimmt hatte, auf, so bald wie möglich einen Nachfolger zu bestimmen. Wenn das in Betracht kommende Vereinsmitglied binnen drei Monaten nach dieser Aufforderung keinen Nachfolger bestimmt, verliert es sein Recht auf Benennung einer Person für den Sitz im Ausschuß. Der Präsident des Ausschusses bittet dann dasjenige Vereinsmitglied, das bei der vorhergegangenen Wahl die höchste Stimmenzahl unter den Nichtgewählten des betreffenden Gebiets erhalten hatte, eine Person für den Sitz im Ausschuß für die restliche Zeit seiner Amtsdauer zu bestimmen.

4. Die Arbeitsverfahren des Ausschusses sind in der Vollzugsordnung für den Funkdienst festgelegt.

5. (1) Die Mitglieder des Ausschusses versehen ihre Aufgabe nicht als Vertreter ihres Landes oder eines Gebiets, sondern als Unparteiische, die mit einem internationalen Auftrag betraut sind.

(2) Die Mitglieder des Ausschusses dürfen bei der Ausübung ihrer Tätigkeit von keiner Regierung, keinem Mitglied irgendeiner Regierung und keiner öffentlichen oder privaten Organisation oder Person Weisungen verlangen oder entgegennehmen. Ferner muß jedes Ordentliche oder Außerordentliche Mitglied die internationale Eigenschaft des Ausschusses und der Tätigkeit seiner Mitglieder achten und darf in keinem Fall versuchen, irgendein Mitglied bei der Ausübung seiner Tätigkeit zu beeinflussen.

(3) Außerhalb seiner Amtstätigkeit darf kein Mitglied des Ausschusses und seines Personals an irgendeinem Unternehmen des Fernmeldedienstes aktiv oder finanziell in irgendeiner Weise beteiligt sein. Jedoch darf der Ausdruck „finanziell beteiligt" nicht so ausgelegt werden, als richte er sich gegen die Weiterzahlung von Ruhegehältern, die auf Grund einer früheren Anstellung oder früher geleisteter Dienste gezahlt werden.

6. Les fonctions de toute personne siégeant au Comité sont résignées d'office à partir du moment où le pays dont elle est ressortissante cesse d'être Membre de l'Union.

Article 7

Comités consultatifs internationaux

1. (1) Le Comité consultatif international télégraphique (C.C.I.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant le télégraphe et les fac-similés.

(2) Le Comité consultatif international téléphonique (C.C.I.F.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la téléphonie.

(3) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques relatives aux radiocommunications ainsi que sur des questions d'exploitation dont la solution dépend principalement de considérations liées à la technique radioélectrique.

2. Les questions étudiées par chaque comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont soumises par la Conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par un autre comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Chaque comité consultatif donne également son avis sur les questions dont la mise à l'étude est décidée par son assemblée plénière ou est demandée, dans l'intervalle entre deux réunions de cette assemblée, par au moins douze Membres ou Membres associés.

3. Les comités consultatifs internationaux ont pour membres:

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union;

b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces comités.

4. Le fonctionnement de chaque comité consultatif international est assuré par:

a) l'assemblée plénière réunie normalement tous les trois ans;

b) les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à étudier;

c) un directeur nommé par l'assemblée plénière, pour une durée indéfinie, avec faculté réciproque de résiliation; le directeur du Comité consultatif des radiocommunications est assisté d'un vice-directeur spécialiste des questions de radiodiffusion, nommé dans les mêmes conditions;

d) un secrétariat spécialisé, qui assiste le directeur;

e) des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

5. Les directeurs des comités consultatifs et le vice-directeur du Comité consultatif des radiocommunications doivent tous être ressortissants de pays différents.

6. (1) Les comités consultatifs observent, dans la mesure où il leur est applicable, le règlement intérieur des conférences compris dans le Règlement général annexé à la présente Convention.

(2) En vue de faciliter les travaux de son comité, chaque assemblée plénière peut adopter des dispositions supplémentaires si elles ne sont pas incompatibles avec celles du règlement intérieur des conférences.

6. Die Amtstätigkeit jeder Person, die im Ausschuß einen Sitz hat, endet zwangsläufig in dem Augenblick, in dem das Land, dessen Staatsangehörigkeit sie besitzt, aufhört, Ordentliches Mitglied des Vereins zu sein.

Artikel 7

Internationale Beratende Ausschüsse

1. (1) Der Internationale Beratende Ausschuß für den Telegraphendienst (C.C.I.T.) ist beauftragt, über technische Fragen sowie Betriebs- und Gebührenfragen der Telegraphie und der Bildtelegraphie Studien durchzuführen und Empfehlungen herauszugeben.

(2) Der Internationale Beratende Ausschuß für den Fernsprechdienst (C.C.I.F.) ist beauftragt, über technische Fragen sowie Betriebs- und Gebührenfragen des Fernsprechdienstes Studien durchzuführen und Empfehlungen herauszugeben.

(3) Der Internationale Beratende Ausschuß für den Funkdienst (C.C.I.R.) ist beauftragt, über technische Fragen des Funkdienstes sowie über Betriebsfragen, deren Lösung hauptsächlich von Erwägungen funktechnischer Art abhängt, Studien durchzuführen und Empfehlungen herauszugeben.

2. Die von einem Internationalen Beratenden Ausschuß zu prüfenden Fragen, über die er Empfehlungen herauszugeben hat, werden ihm von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten, von einer Verwaltungskonferenz, vom Verwaltungsrat, von einem anderen Beratenden Ausschuß oder vom Internationalen Ausschuß zur Frequenzregistrierung unterbreitet Jeder Beratende Ausschuß gibt ferner seine Empfehlung zu Fragen, deren Untersuchung von seiner Vollversammlung beschlossen oder zwischen zwei Tagungen dieser Versammlung von mindestens zwölf Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitgliedern gefordert wird.

3. Mitglieder der Internationalen Beratenden Ausschüsse sind

a) von Rechts wegen die Verwaltungen aller Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder des Vereins;

b) jede anerkannte private Betriebsgesellschaft, die mit Genehmigung des Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglieds, das sie anerkannt hat, die Teilnahme an den Arbeiten dieser Ausschüsse beantragt.

4. Die Tätigkeit jedes Internationalen Beratenden Ausschusses wird ausgeübt durch

a) die Vollversammlung, die in der Regel alle drei Jahre zusammentritt;

b) die Studienkommissionen, die von der Vollversammlung eingesetzt werden, um die zu untersuchenden Fragen zu behandeln;

c) einen Direktor, der von der Vollversammlung für unbestimmte Zeit mit beiderseitigem Kündigungsrecht ernannt wird; der Direktor des Internationalen Beratenden Ausschusses für den Funkdienst wird von einem stellvertretenden Direktor unterstützt, der Fachmann für Rundfunkfragen ist und der unter denselben Bedingungen ernannt wird;

d) ein Fachsekretariat, das den Direktor unterstützt;

e) Laboratorien oder technische Anlagen, die vom Verein eingerichtet werden.

5. Die Direktoren der Beratenden Ausschüsse und der Vizedirektor des Beratenden Ausschusses für den Funkdienst müssen sämtlich Staatsangehörige verschiedener Länder sein.

6. (1) Die Beratenden Ausschüsse befolgen soweit wie möglich die Geschäftsordnung für Konferenzen, die in der diesem Vertrag als Anhang beigefügten Allgemeinen Geschäftsordnung enthalten ist.

(2) Jede Vollversammlung kann, um die Arbeiten ihres Ausschusses zu erleichtern, zusätzliche Bestimmungen annehmen, wenn diese nicht im Widerspruch zu den Bestimmungen der Geschäftsordnung für Konferenzen stehen.

7. Les méthodes de travail des comités consultatifs sont définies dans la deuxième partie du Règlement général annexé à la présente Convention.

7. Die Arbeitsverfahren der Beratenden Ausschüsse sind im zweiten Teil der diesem Vertrag beigefügten Allgemeinen Geschäftsordnung festgelegt.

Article 8

Secrétariat général

1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté de deux secrétaires généraux adjoints, tous trois ressortissants de pays différents, Membres de l'Union.

(2) Le secrétaire général est responsable devant le Conseil d'administration pour l'ensemble des attributions dévolues au Secrétariat général et pour la totalité des services administratifs et financiers de l'Union. Les secrétaires généraux adjoints sont responsables devant le secrétaire général.

2. Le secrétaire général:

a) organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce Secrétariat en se conformant aux directives données par la conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

b) prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se basant sur le choix de ce dernier, la décision définitive de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général;

c) veille à l'application, dans les secrétariats spécialisés, des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

d) exerce une surveillance exclusivement administrative sur le personnel des secrétariats spécialisés qui travaille directement sous les ordres des chefs des organismes permanents de l'Union;

e) assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union;

f) assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat de toutes les conférences de l'Union et, sur demande ou lorsque les règlements annexés à la Convention le prévoient, le secrétariat des réunions des organismes permanents de l'Union ou des réunions placées sous son égide; il peut également, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toutes autres réunions relatives aux télécommunications;

g) tient à jour les nomenclatures officielles, établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;

h) publie les avis et les principaux rapports des organismes permanents de l'Union;

i) publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui lui sont communiqués par les parties et tient à jour les documents qui s'y rapportent;

j) publie toute documentation concernant l'assignation et l'utilisation des fréquences telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences en exécution de ses fonctions;

k) établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union:

Artikel 8

Generalsekretariat

1. (1) Das Generalsekretariat wird von einem Generalsekretär geleitet, der von zwei stellvertretenden Generalsekretären unterstützt wird; alle drei müssen Staatsangehörige verschiedener Länder sein, die Ordentliche Mitglieder des Vereins sind.

(2) Der Generalsekretär ist dem Verwaltungsrat verantwortlich für die Gesamtheit der ihm übertragenen Aufgaben und für das gesamte Verwaltungs- und Finanzwesen des Vereins. Die stellvertretenden Generalsekretäre sind dem Generalsekretär verantwortlich.

2. Der Generalsekretär

a) organisiert die Arbeiten des Generalsekretariats und ernennt das Personal dieses Sekretariats, wobei er die von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten gegebenen Richtlinien und die vom Verwaltungsrat aufgestellten Vorschriften beachtet;

b) trifft die Verwaltungsmaßnahmen für die Bildung der Fachsekretariate der ständigen Organe und ernennt das Personal dieser Sekretariate im Einvernehmen mit dem Leiter jedes ständigen Organs unter Berücksichtigung der von diesem getroffenen Auswahl, wobei die endgültige Entscheidung über die Ernennung oder Entlassung dem Generalsekretär zusteht;

c) sorgt dafür, daß die Fachsekretariate die vom Verwaltungsrat genehmigten Verwaltungs- und Finanzanordnungen befolgen;

d) überwacht rein verwaltungsmäßig das Personal der Fachsekretariate, das unmittelbar nach den Anordnungen der Leiter der ständigen Vereinsorgane arbeitet;

e) stellt die Sekretariatsarbeit vor und nach den Vereinskonferenzen sicher;

f) stellt, erforderlichenfalls in Zusammenarbeit mit der einladenden Regierung, das Sekretariat für alle Vereinskonferenzen und auf Ersuchen oder, falls die dem Vertrag beigefügten Geschäftsordnungen es vorsehen, das Sekretariat für die Tagungen der ständigen Vereinsorgane oder für die unter dem maßgeblichen Einfluß des Vereins stehenden Tagungen; ferner kann er auf Antrag nach Vereinbarung das Sekretariat für alle anderen Tagungen auf dem Gebiet des Fernmeldewesens stellen;

g) hält die amtlichen Verzeichnisse auf dem laufenden, die nach den von den ständigen Vereinsorganen oder von den Verwaltungen hierfür gelieferten Unterlagen zusammengestellt werden, mit Ausnahme der Frequenzhauptkartei und aller übrigen unerläßlichen Dienstbehelfe, die mit der Tätigkeit des Internationalen Ausschusses zur Frequenzregistrierung zusammenhängen;

h) veröffentlicht die Empfehlungen und Hauptberichte der ständigen Vereinsorgane;

i) veröffentlicht die internationalen und regionalen Abkommen auf dem Gebiet des Fernmeldewesens, die ihm von den vertragschließenden Parteien mitgeteilt werden, und hält die sich darauf beziehenden Unterlagen auf dem laufenden;

j) veröffentlicht alle Unterlagen über die Zuteilung und Verwendung der Frequenzen, so wie sie vom Internationalen Ausschuß zur Frequenzregistrierung in Ausübung seiner Tätigkeit ausgearbeitet worden sind;

k) stellt auf, veröffentlicht und hält auf dem laufenden, gegebenenfalls mit Hilfe der übrigen ständigen Vereinsorgane,

1° une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;

2° les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prévus dans les règlements annexés à la Convention;

3° tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et le Conseil d'administration;

l) distribue les documents publiés;

m) rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;

n) rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres et Membres associés concernant la mise en œuvre de moyens techniques afin d'obtenir le meilleur rendement des services de télécommunication et, notamment, le meilleur emploi possible des fréquences radioélectriques en vue de diminuer les brouillages;

o) publie périodiquement à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il pourrait recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;

p) prépare et soumet au Conseil d'administration un projet de budget annuel lequel, après approbation par ce Conseil, est transmis, à titre d'information, à tous les Membres et Membres associés;

q) établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et Membres associés et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante pour examen et approbation définitive;

r) établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres et Membres associés;

s) assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union.

3. Le secrétaire général ou l'un des deux secrétaires généraux adjoints peut assister, à titre consultatif, aux assemblées plénières des comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union.

4. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficience, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit dûment être prise en considération.

5. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le secrétaire général, les secrétaires généraux adjoints et le personnel ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

(2) Chaque Membre et Membre associé s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du secrétaire général, des secrétaires généraux adjoints et du personnel, et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

1. eine Urkundensammlung über die Zusammensetzung und den Aufbau des Vereins,

2. die allgemeinen Statistiken und die amtlichen Dienstbehelfe des Vereins, die in den dem Vertrag beigegebenen Vollzugsordnungen vorgesehen sind,

3. alle anderen Dienstbehelfe, deren Anfertigung von den Konferenzen oder vom Verwaltungsrat vorgeschrieben wird;

l) verteilt die veröffentlichten Dokumente;

m) sammelt und veröffentlicht in geeigneter Form nationale und internationale Mitteilungen über das Fernmeldewesen in der ganzen Welt;

n) sammelt und veröffentlicht alle Nachrichten, die den Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern für die Anwendung technischer Mittel von Nutzen sein können, damit die Fernmeldedienste leistungsfähiger werden und vor allem die Funkfrequenzen zur Verminderung der Störungen so gut wie möglich ausgenutzt werden können;

o) gibt regelmäßig an Hand von gesammelten oder ihm zur Verfügung gestellten Unterlagen, einschließlich solcher, die er von anderen internationalen Organisationen erhalten kann, eine Zeitschrift mit Nachrichten und allgemeinen Veröffentlichungen über das Fernmeldewesen heraus;

p) bereitet den Voranschlag für den Jahreshaushalt vor, unterbreitet ihn dem Verwaltungsrat und übersendet ihn nach Genehmigung durch den Verwaltungsrat allen Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern zur Kenntnisnahme;

q) stellt einen Finanzbericht auf, den er jedes Jahr dem Verwaltungsrat vorlegt, und einen zusammenfassenden Rechnungsbericht vor jeder Konferenz der Regierungsbevollmächtigten; diese Berichte werden nach Prüfung und Genehmigung durch den Verwaltungsrat den Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern übermittelt und der nächsten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten zur Prüfung und endgültigen Genehmigung vorgelegt;

r) stellt einen jährlichen Bericht über die Vereinstätigkeit auf, der nach Genehmigung durch den Verwaltungsrat allen Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern zugeleitet wird;

s) stellt alle übrigen Sekretariatsgeschäfte des Vereins sicher.

3. Der Generalsekretär oder einer der beiden stellvertretenden Generalsekretäre kann in beratender Eigenschaft den Vollversammlungen der Internationalen Beratenden Ausschüsse und allen Vereinskonferenzen beiwohnen; der Generalsekretär oder sein Vertreter kann in beratender Eigenschaft an allen anderen Vereinstagungen teilnehmen.

4. Bei der Auswahl des Personals und der Festsetzung der Anstellungsbedingungen muß ausschlaggebend sein, dem Verein die Dienste von Personen mit größter Leistungsfähigkeit, Fachkenntnis und Rechtschaffenheit zu sichern. Die Wichtigkeit einer Personalauswahl auf möglichst breiter geographischer Grundlage muß gebührend berücksichtigt werden.

5. (1) Bei Ausübung ihrer Tätigkeit dürfen der Generalsekretär, die stellvertretenden Generalsekretäre und das Personal Anweisungen irgendeiner Regierung oder irgendeiner außerhalb des Vereins stehenden Stelle weder erbitten noch annehmen. Sie müssen sich jeder Handlung enthalten, die mit ihrer Stellung als internationale Beamte unvereinbar ist.

(2) Jedes Ordentliche und Außerordentliche Mitglied verpflichtet sich, die ausschließlich internationale Eigenschaft der Tätigkeiten des Generalsekretärs, der stellvertretenden Generalsekretäre und des Personals zu achten und keinen Versuch zu unternehmen, sie bei Ausübung ihrer Tätigkeit zu beeinflussen.

Article 9

Conférence de plénipotentiaires

1. La Conférence de plénipotentiaires:

a) examine le rapport du Conseil d'administration relatant son activité et celle de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires;

b) établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses ordinaires, pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires;

c) fixe les échelles de base des traitements du secrétaire général, de tout le personnel de l'Union et des membres du Comité international d'enregistrement des fréquences;

d) approuve définitivement les comptes de l'Union;

e) élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration;

f) revise la Convention si elle le juge nécessaire;

g) conclut ou revise, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration, au nom de l'Union, avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable;

h) traite toutes les questions de télécommunications jugées nécessaires.

2. La Conférence de plénipotentiaires se réunit normalement tous les cinq ans, au lieu et à la date fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente.

3. (1) La date et le lieu ou l'un des deux seulement de la prochaine Conférence de plénipotentiaires peuvent être changés:

a) sur la demande de vingt Membres de l'Union, au moins, adressée au secrétaire général,

b) sur la proposition du Conseil d'administration.

(2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu ou l'un des deux seulement sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

Artikel 9

Konferenz der Regierungsbevollmächtigten

1. Die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten

a) prüft den Bericht des Verwaltungsrats über seine Tätigkeit und die des Vereins seit der letzten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten;

b) stellt die Richtlinien für den Vereinshaushalt auf und setzt den Höchstbetrag der ordentlichen Vereinsausgaben für den Zeitraum bis zur nächsten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten fest;

c) setzt die Gehaltsstufen für den Generalsekretär, das gesamte Vereinspersonal und die Mitglieder des Internationalen Ausschusses zur Frequenzregistrierung fest;

d) genehmigt endgültig die Abrechnungen des Vereins;

e) wählt die Ordentlichen Vereinsmitglieder, die den Verwaltungsrat bilden sollen;

f) ändert den Vertrag, wenn sie es für nötig hält;

g) trifft oder ändert gegebenenfalls die Vereinbarungen zwischen dem Verein und den übrigen internationalen Organisationen, prüft jede vom Verwaltungsrat im Namen des Vereins mit diesen Organisationen getroffene vorläufige Vereinbarung und entscheidet über sie nach ihrem Ermessen;

h) behandelt alle für notwendig gehaltenen Fragen des Fernmeldewesens.

2. Die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten tritt für gewöhnlich alle fünf Jahre an dem Ort und zu dem Zeitpunkt zusammen, die von der letzten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten festgelegt worden sind.

3. (1) Zeitpunkt und/oder Ort der nächsten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten können geändert werden

a) auf den an den Generalsekretär gerichteten Antrag von mindestens zwanzig Ordentlichen Vereinsmitgliedern,

b) auf Vorschlag des Verwaltungsrats.

(2) In beiden Fällen werden ein neuer Zeitpunkt und/oder ein neuer Tagungsort mit Zustimmung der Mehrheit der Ordentlichen Vereinsmitglieder festgesetzt.

Article 10

Conférences administratives

1. Les conférences administratives de l'Union comprennent:

a) les conférences administratives ordinaires,

b) les conférences administratives extraordinaires,

c) les conférences spéciales, qui comprennent les conférences régionales et les conférences de service.

2. (1) Les conférences administratives ordinaires:

a) revisent, chacune dans son domaine respectif, les règlements visés à l'article 12, paragraphe 2, de la Convention,

b) traitent, dans les limites de la Convention et du Règlement général et des directives données par la Conférence de plénipotentiaires, toutes les autres questions jugées nécessaires.

(2) En outre, la conférence administrative ordinaire des radiocommunications·

a) élit les membres du Comité international d'enregistrement des fréquences,

b) apprécie les activités de ce Comité.

3. Les conférences administratives ordinaires se réunissent normalement tous les cinq ans et, de préférence, au même endroit et en même temps que la Conférence de plénipotentiaires.

Artikel 10

Verwaltungskonferenzen

1. Die Verwaltungskonferenzen des Vereins können sein

a) ordentliche Verwaltungskonferenzen,

b) außerordentliche Verwaltungskonferenzen,

c) besondere Konferenzen, und zwar regionale Konferenzen oder Konferenzen für bestimmte Dienste

2. (1) Die ordentlichen Verwaltungskonferenzen

a) überprüfen, jede auf ihrem Gebiet, die in Artikel 12 Abs. 2 des Vertrags bezeichneten Vollzugsordnungen;

b) behandeln im Rahmen des Vertrags, der Allgemeinen Geschäftsordnung und der von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten gegebenen Richtlinien alle anderen für notwendig gehaltenen Fragen.

(2) Die ordentliche Verwaltungskonferenz für den Funkdienst

a) wählt außerdem die Mitglieder des Internationalen Ausschusses zur Frequenzregistrierung und

b) bildet sich ein Urteil über die Arbeit dieses Ausschusses.

3. Die ordentlichen Verwaltungskonferenzen werden in der Regel alle fünf Jahre abgehalten, vorzugsweise an demselben Ort und zu derselben Zeit wie die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten.

4. (1) La date et le lieu ou l'un des deux seulement d'une conférence administrative ordinaire peuvent être changés:

a) sur la demande de vingt Membres de l'Union, au moins, adressée au secrétaire général;

b) sur la proposition du Conseil d'administration.

(2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu ou l'un des deux seulement sont fixés, avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

5. (1) Une conférence administrative extraordinaire peut être convoquée:

a) sur décision de la Conférence de plénipotentiaires qui fixe son ordre du jour ainsi que la date et le lieu de sa réunion;

b) lorsque vingt Membres de l'Union au moins ont fait connaître au secrétaire général leur désir de voir réunir une telle conférence pour examiner un ordre du jour proposé par eux;

c) sur proposition du Conseil d'administration.

(2) Dans les cas indiqués aux alinéas (1) b) et (1) c) ci-dessus, la date et le lieu de la conférence, ainsi que son ordre du jour sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

6. (1) Une conférence spéciale peut être convoquée:

a) sur décision de la Conférence de plénipotentiaires ou d'une conférence administrative ordinaire ou extraordinaire qui doit fixer son ordre du jour ainsi que la date et le lieu où elle doit se réunir;

b) lorsqu'au moins vingt Membres de l'Union dans le cas d'une conférence mondiale, ou un quart des Membres de la région intéressée dans le cas d'une conférence régionale, ont fait connaître au secrétaire général leur désir de voir une telle conférence se réunir pour examiner un ordre du jour proposé par eux;

c) sur proposition du Conseil d'administration.

(2) Dans les cas indiqués aux alinéas (1) b) et (1) c) ci-dessus, la date et le lieu de réunion de la conférence ainsi que son ordre du jour sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union pour les conférences mondiales, ou de la majorité des Membres de la région intéressée pour les conférences régionales.

7. (1) Les conférences administratives extraordinaires sont convoquées pour traiter certaines questions de télécommunication particulières de caractère urgent. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues.

(2) Elles peuvent, chacune dans son domaine respectif, reviser certaines dispositions d'un règlement, à condition que la revision de ces dispositions soit prévue dans leur ordre du jour approuvé par la majorité des Membres de l'Union conformément aux dispositions de l'alinéa 5 (2) ci-dessus.

8. Les conférences spéciales sont convoquées pour traiter les questions portées à leur ordre du jour. Leurs décisions doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention et des règlements administratifs.

9. Les propositions tendant à changer la date et le lieu de réunion ou l'un des deux seulement des conférences administratives extraordinaires et des conférences spéciales doivent, pour être adoptées, recueillir l'accord de la majorité des Membres de l'Union, ou de la majorité des Membres de la région intéressée dans le cas d'une conférence régionale.

4. (1) Zeitpunkt und/oder Ort einer ordentlichen Verwaltungskonferenz können geändert werden

a) auf den an den Generalsekretär gerichteten Antrag von mindestens zwanzig Ordentlichen Vereinsmitgliedern,

b) auf Vorschlag des Verwaltungsrats.

(2) In beiden Fällen werden ein neuer Zeitpunkt und/oder ein neuer Tagungsort mit Zustimmung der Mehrheit der Ordentlichen Vereinsmitglieder festgesetzt.

5. (1) Eine außerordentliche Verwaltungskonferenz kann einberufen werden

a) auf Beschluß der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten, die sowohl die Tagesordnung als auch Zeitpunkt und Ort der Tagung festsetzt;

b) wenn mindestens zwanzig Ordentliche Vereinsmitglieder den Generalsekretär gebeten haben, eine solche Konferenz anzuberaumen, damit eine von ihnen vorgeschlagene Tagesordnung beraten wird;

c) auf Vorschlag des Verwaltungsrats.

(2) In den Fällen die in den vorstehenden Absätzen (1) b) und (1) c) bezeichnet sind, werden Zeitpunkt und Ort der Konferenz sowie ihre Tagesordnung mit Zustimmung der Mehrheit der Ordentlichen Vereinsmitglieder festgesetzt.

6. (1) Eine besondere Konferenz kann einberufen werden

a) auf Beschluß der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten oder einer ordentlichen oder außerordentlichen Verwaltungskonferenz, die die Tagesordnung sowie den Zeitpunkt und den Tagungsort festsetzt;

b) wenn im Fall einer Weltkonferenz mindestens zwanzig Ordentliche Vereinsmitglieder oder im Fall einer regionalen Konferenz mindestens ein Viertel der Ordentlichen Mitglieder des betreffenden Gebiets den Generalsekretär gebeten haben, eine solche Konferenz anzuberaumen, damit eine von ihnen vorgeschlagene Tagesordnung beraten wird;

c) auf Vorschlag des Verwaltungsrats.

(2) In den Fällen, die in den vorstehenden Absätzen (1) b) und (1) c) bezeichnet sind, werden der Zeitpunkt, der Tagungsort und die Tagesordnung für die Weltkonferenzen mit Zustimmung der Mehrheit der Ordentlichen Vereinsmitglieder, für die regionalen Konferenzen mit Zustimmung der Mehrheit der Ordentlichen Mitglieder des betreffenden Gebiets festgesetzt.

7. (1) Die außerordentlichen Verwaltungskonferenzen werden einberufen, um bestimmte dringende Sonderfragen des Fernmeldewesens zu behandeln, es darf nur über Fragen beraten werden, die ihre Tagesordnung aufführt.

(2) Sie können, jede auf ihrem Gebiet, bestimmte Vorschriften einer Vollzugsordnung ändern, vorausgesetzt, daß die Änderung dieser Vorschriften in ihrer Tagesordnung vorgesehen ist, die von der Mehrheit der Ordentlichen Vereinsmitglieder nach vorstehendem Absatz 5 (2) gebilligt wurde.

8. Die besonderen Konferenzen werden einberufen, um die auf ihre Tagesordnung gesetzten Fragen zu behandeln. Ihre Beschlüsse müssen in allen Fällen den Bestimmungen des Vertrags und der Vollzugsordnungen entsprechen.

9. Vorschläge für eine Änderung des Zeitpunkts und/oder des Tagungsorts der außerordentlichen Verwaltungskonferenzen und der besonderen Konferenzen sind angenommen, wenn ihnen die Mehrheit der Ordentlichen Vereinsmitglieder oder im Fall einer regionalen Konferenz die Mehrheit der Ordentlichen Mitglieder des betreffenden Gebiets zugestimmt hat.

Article 11

Règlement intérieur des conférences

Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences administratives appliquent le règlement intérieur des conférences compris dans le Règlement général annexé à la présente Convention. Toutefois, chaque conférence, avant de commencer ses délibérations, peut adopter des dispositions supplémentaires reconnues indispensables.

Artikel 11

Geschäftsordnung der Konferenzen

Für die Organisation ihrer Arbeiten und die Durchführung ihrer Beratungen wenden die Verwaltungskonferenzen die Geschäftsordnung der Konferenzen an, die in der diesem Vertrag beigefügten Allgemeinen Geschäftsordnung enthalten ist. Jedoch kann jede Konferenz vor Beginn ihrer Beratungen zusätzliche Bestimmungen annehmen, die sie für nötig hält.

Article 12

Règlements

1. Sous réserve des dispositions de l'article 11, le Règlement général faisant l'objet de l'annexe 5 à la présente Convention a la même portée et la même durée que celle-ci.

2. (1) Les dispositions de la Convention sont complétées par les règlements administratifs suivants qui lient tous les Membres et Membres associés:

le Règlement télégraphique,
le Règlement téléphonique,
le Règlement des radiocommunications,
le Règlement additionnel des radiocommunications.

(2) Les Membres et Membres associés doivent informer le secrétaire général de leur approbation de toute revision de ces règlements par des conférences administratives. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres et Membres associés au fur et à mesure de leur réception.

3. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un règlement, la Convention prévaut.

Artikel 12

Allgemeine Geschäftsordnung und Vollzugsordnungen

1. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 11 hat die im Anhang 5 dieses Vertrags enthaltene Allgemeine Geschäftsordnung denselben Anwendungsbereich und dieselbe Gültigkeitsdauer wie der Vertrag.

2. (1) Die Bestimmungen des Vertrags werden durch die folgenden, für alle Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder verbindlichen Vollzugsordnungen ergänzt:

Die Vollzugsordnung für den Telegraphendienst,
die Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst,
die Vollzugsordnung für den Funkdienst,
die Zusatz-Vollzugsordnung für den Funkdienst.

(2) Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder müssen den Generalsekretär über ihre Zustimmung zu jeder Änderung dieser Vollzugsordnungen durch die Verwaltungskonferenzen unterrichten. Der Generalsekretär bringt diese Zustimmungen nach ihrem Eingang laufend den Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern zur Kenntnis.

3. Im Falle von Unstimmigkeiten zwischen einer Bestimmung des Vertrags und einer Bestimmung der Allgemeinen Geschäftsordnung oder einer Vollzugsordnung ist der Vertrag maßgebend.

Article 13

Finances de l'Union

1. Les dépenses de l'Union se répartissent en dépenses ordinaires et extraordinaires.

2. Les dépenses ordinaires de l'Union sont maintenues dans les limites établies par la Conférence de plénipotentiaires. Elles comprennent en particulier les frais afférents aux réunions du Conseil d'administration, les salaires du personnel et les autres dépenses du Secrétariat général de l'Union, du Comité international d'enregistrement des fréquences, des comités consultatifs internationaux, des laboratoires et installations techniques créés par l'Union. Elles sont supportées par tous les Membres et Membres associés.

3. (1) Les dépenses extraordinaires comprennent toutes les dépenses relatives aux conférences de plénipotentiaires, aux conférences administratives et aux réunions des comités consultatifs internationaux. Elles sont supportées par les Membres et Membres associés qui ont accepté de participer à ces conférences et réunions ou qui y ont effectivement participé.

(2) Les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles participent ou auxquelles elles ont demandé à participer.

(3) Les organisations internationales contribuent aux dépenses des conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives auxquelles elles sont admises.

(4) Les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des réunions tenues par les comités consultatifs dont elles sont membres. De même, les organisations

Artikel 13

Finanzen des Vereins

1. Die Ausgaben des Vereins werden in ordentliche und außerordentliche Ausgaben aufgeteilt.

2. Die ordentlichen Ausgaben des Vereins haben sich in den Grenzen zu halten, die von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten festgelegt worden sind. Sie enthalten insbesondere die Kosten für die Tagungen des Verwaltungsrats, die Gehälter des Personals und die sonstigen Ausgaben des Generalsekretariats des Vereins, des Internationalen Ausschusses zur Frequenzregistrierung, der Internationalen Beratenden Ausschüsse und der vom Verein eingerichteten Laboratorien und technischen Anlagen. Sie werden von allen Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern getragen.

3. (1) Die außerordentlichen Ausgaben umfassen alle Ausgaben für die Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten, die Verwaltungskonferenzen und die Tagungen der Internationalen Beratenden Ausschüsse. Sie werden von den Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern getragen, die sich bereit erklärt haben, an diesen Konferenzen und Tagungen teilzunehmen, oder die tatsächlich an ihnen teilgenommen haben.

(2) Die anerkannten privaten Betriebsgesellschaften tragen zu den Ausgaben für die Verwaltungskonferenzen bei, an denen sie teilnehmen oder teilzunehmen beantragt haben.

(3) Die internationalen Organisationen tragen zu den Ausgaben für die Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten und die Verwaltungskonferenzen bei, zu denen sie zugelassen sind.

(4) Die anerkannten privaten Betriebsgesellschaften tragen zu den Ausgaben für die Tagungen der Beratenden Ausschüsse bei, deren Mitglieder sie sind. Ebenso tragen

internationales et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des réunions des comités consultatifs auxquelles ils sont admis à participer.

(5) Toutefois, le Conseil d'administration peut, sous réserve de réciprocité, exonérer les organisations internationales de toute participation aux dépenses extraordinaires.

(6) Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres et Membres associés, groupes de Membres ou Membres associés, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres ou Membres associés, groupes, organisations ou autres.

4. L'échelle des contributions aux dépenses de l'Union est fixée comme suit:

Classe de 30 unités	Classe de 8 unités
Classe de 25 unités	Classe de 5 unités
Classe de 20 unités	Classe de 4 unités
Classe de 18 unités	Classe de 3 unités
Classe de 15 unités	Classe de 2 unités
Classe de 13 unités	Classe de 1 unité
Classe de 10 unités	Classe de 1/2 unité.

5. Les Membres et Membres associés, les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organismes scientifiques ou industriels choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

6. (1) Chaque Membre ou Membre associé fait connaître au secrétaire général, avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe qu'il a choisie.

(2) Cette décision est notifiée aux Membres et Membres associés par le Secrétaire général.

(3) Les Membres et Membres associés peuvent à tout moment, choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

(4) Toute demande présentée postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la Convention et ayant pour effet de reduire le nombre d'unités de contribution d'un Membre ou Membre associé est communiquée à la prochaine conférence de plénipotentiaires et prend effet à compter d'une date fixée par cette conférence.

7. Le prix de vente des documents aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est fixé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir les dépenses de publication par la vente des documents.

8. Les Membres et Membres associés payent à l'avance leur part contributive annuelle calculée d'après les prévisions budgétaires.

9. Les sommes dues sont productives d'intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union en ce qui concerne les dépenses ordinaires, et après un délai de 30 jours à partir de la date à laquelle les comptes pour les dépenses extraordinaires sont envoyés aux Membres et Membres associés. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du septième mois.

Article 14

Langues

1. (1) L'Union a pour langues officielles: l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.

die internationalen Organisationen und die wissenschaftlichen oder industriellen Körperschaften zu den Ausgaben für diejenigen Tagungen der Beratenden Ausschüsse bei, zu denen sie als Teilnehmer zugelassen werden.

(5) Der Verwaltungsrat kann jedoch, vorbehaltlich der Gegenseitigkeit, die internationalen Organisationen von jeder Beteiligung an den außerordentlichen Ausgaben befreien.

(6) Die Ausgaben für Laboratorien und technische Anlagen des Vereins, die durch Messungen, Versuche oder besondere Untersuchungen für Rechnung bestimmter Ordentlicher oder Außerordentlicher Mitglieder, Gruppen von Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitgliedern, regionaler Organisationen usw. entstehen, werden von diesen Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitgliedern, Gruppen, Organisationen usw. getragen.

4. Die Stufen für die Beiträge zu den Vereinsausgaben werden wie folgt festgesetzt:

Klasse von 30 Einheiten	Klasse von 8 Einheiten
Klasse von 25 Einheiten	Klasse von 5 Einheiten
Klasse von 20 Einheiten	Klasse von 4 Einheiten
Klasse von 18 Einheiten	Klasse von 3 Einheiten
Klasse von 15 Einheiten	Klasse von 2 Einheiten
Klasse von 13 Einheiten	Klasse von 1 Einheit
Klasse von 10 Einheiten	Klasse von 1/2 Einheit.

5. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder, die anerkannten privaten Betriebsgesellschaften, die internationalen Organisationen und die wissenschaftlichen oder industriellen Körperschaften wählen nach ihrem Ermessen die Beitragsklasse, nach der sie sich an den Vereinsausgaben beteiligen wollen.

6. (1) Jedes Ordentliche oder Außerordentliche Mitglied teilt dem Generalsekretär vor Inkrafttreten des Vertrags die Klasse mit, die es gewählt hat.

(2) Diese Entscheidung wird den Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern vom Generalsekretär bekanntgegeben.

(3) Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder können jederzeit eine höhere als die zuvor von ihnen angenommene Beitragsklasse wählen.

(4) Jeder nach dem Tage des Inkrafttretens des Vertrags eingereichte Antrag, der bezweckt, die Anzahl der Beitragseinheiten eines Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglieds zu vermindern, wird der nächsten Konferenz der Regierungsbevollmächtigten übermittelt. Er wird wirksam von dem Tage an, den diese Konferenz festsetzt.

7. Der Preis für den Verkauf von Druckwerken an Verwaltungen, an anerkannte private Betriebsgesellschaften oder an Einzelpersonen wird vom Generalsekretär zusammen mit dem Verwaltungsrat festgesetzt, wobei dafür zu sorgen ist, daß die Kosten für die Veröffentlichung durch den Verkauf der Druckwerke gedeckt werden.

8. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder zahlen ihren auf Grund des Haushaltsvoranschlags berechneten Jahresbeitrag im voraus.

9. Die geschuldeten Beiträge werden verzinst:
bei ordentlichen Ausgaben vom Tage des Beginns eines jeden Rechnungsjahres des Vereins an und
bei außerordentlichen Ausgaben nach einer Frist von 30 Tagen, die von dem Tage an rechnet, an dem die Rechnungen für die außerordentlichen Ausgaben an die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder versandt worden sind.
Der Zinsfuß wird für die ersten sechs Monate auf 3% (drei vom Hundert) jährlich und vom siebenten Monat an auf 6% (sechs vom Hundert) jährlich festgesetzt.

Artikel 14

Sprachen

1. (1) Die amtlichen Sprachen des Vereins sind die englische, die chinesische, die spanische, die französische und die russische Sprache.

(2) L'Union a pour langues de travail: l'anglais, l'espagnol et le français.

(3) En cas de contestation, le texte français fait foi.

2. (1) Les documents définitifs des conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs actes finals, leurs protocoles et leurs résolutions sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.

(2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.

3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prévus dans les règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles.

(2) Tous les autres documents dont le secrétaire général doit, conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.

4. Tous les documents dont il est question aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont prévues à condition que les Membres ou Membres associés qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.

5. Dans les débats des conférences de l'Union, et, chaque fois que cela est nécessaire, dans les réunions de ses organismes permanents un système efficace d'interprétation réciproque dans les trois langues de travail doit être utilisé.

6. (1) Lors des conférences de l'Union et des réunions de ses organismes permanents, des langues autres que les trois langues de travail peuvent être employées:

a) s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres ou Membres associés qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée,

b) si une délégation prend elle-même toutes dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une quelconque des trois langues de travail.

(2) Dans le cas prévu à l'alinéa 6 (1) a) ci-dessus, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent intéressé se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres ou Membres associés intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

(3) Dans le cas prévu à l'alinéa 6 (1) b) ci-dessus, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer à ses propres frais la traduction orale dans sa propre langue à partir d'une des trois langues de travail.

CHAPITRE II

Application de la Convention et des Règlements

Article 15

Ratification de la Convention

1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement

(2) Die Arbeitssprachen des Vereins sind die englische, die spanische und die französische Sprache.

(3) In Zweifelsfällen ist der französische Wortlaut maßgebend.

2. (1) Die endgültigen Dokumente der Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten und der Verwaltungskonferenzen, die abschließenden Dokumente über die von ihnen getroffenen Übereinkommen, ihre Protokolle und ihre Entschließungen werden in den amtlichen Vereinssprachen abgefaßt, und zwar so, daß sie nach Form und Inhalt übereinstimmen.

(2) Alle anderen Dokumente dieser Konferenzen werden in den Arbeitssprachen des Vereins abgefaßt.

3. (1) Die amtlichen Dienstbehelfe des Vereins, die in den Vollzugsordnungen vorgesehen sind, werden in den fünf amtlichen Sprachen veröffentlicht.

(2) Alle anderen Dokumente, deren allgemeine Verteilung zu den Aufgaben des Generalsekretärs gehört, werden in den drei Arbeitssprachen abgefaßt.

4. Alle Dokumente, von denen in den vorstehenden Absätzen 2 und 3 die Rede ist, können in einer anderen Sprache als den vorgesehenen Sprachen unter der Bedingung veröffentlicht werden, daß die Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglieder, die die Veröffentlichung in einer anderen Sprache verlangen, sich verpflichten, die gesamten für die Übersetzung und die Veröffentlichung entstehenden Kosten zu tragen.

5. Bei den Beratungen der Vereinskonferenzen und erforderlichenfalls auf den Tagungen der ständigen Vereinsorgane muß ein zweckmäßiges Verfahren für die wechselseitige Übersetzung in die drei Arbeitssprachen benutzt werden.

6. (1) Auf den Vereinskonferenzen und den Tagungen der ständigen Vereinsorgane können andere als die drei Arbeitssprachen verwendet werden,

a) wenn beim Generalsekretär oder beim Leiter des betreffenden ständigen Organs beantragt wird, für die mündliche oder schriftliche Verwendung einer oder mehrerer zusätzlicher Sprachen zu sorgen, vorausgesetzt, daß die hierdurch entstehenden zusätzlichen Kosten von den Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitgliedern getragen werden, die diesen Antrag gestellt oder unterstützt haben,

b) wenn eine Delegation selbst alle Maßnahmen trifft, um auf ihre Kosten für die mündliche Übersetzung ihrer eigenen Sprache in irgendeine der drei Arbeitssprachen zu sorgen.

(2) In dem im vorstehenden Absatz 6 (1) a) vorgesehenen Fall entspricht der Generalsekretär oder der Leiter des ständigen Organs, soweit wie möglich, diesem Antrag, nachdem er von den beteiligten Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitgliedern die Zusicherung erhalten hat, daß sie dem Verein die entstehenden Kosten ordnungsmäßig erstatten.

(3) In dem im vorstehenden Absatz 6 (1) b) vorgesehenen Fall kann die betreffende Delegation außerdem, wenn sie es wünscht, für die mündliche Übersetzung einer der drei Arbeitssprachen in ihre eigene Sprache auf ihre Kosten sorgen.

KAPITEL II

Anwendung des Vertrags und der Vollzugsordnungen

Artikel 15

Ratifikation des Vertrags

1. Dieser Vertrag soll von jeder der Regierungen, die ihn unterzeichnet haben, ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sind so bald wie möglich auf diplomatischem Wege durch Vermittlung der Regierung des

du pays siège de l'Union, au secrétaire général qui procédera à leur notification aux Membres et Membres associés.

2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union dans l'article 1, paragraphe 3, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

(2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union ni à aucune réunion de ses organismes permanents, et ceci tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé.

3. Après l'entrée en vigueur de cette Convention, conformément à l'article 50, chaque instrument de ratification prendra effet à la date de dépôt au Secrétariat général.

4. Dans le cas où un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auront ratifiée.

Article 16

Adhésion à la Convention

1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps en se conformant aux dispositions de l'article 1.

2. L'instrument d'adhésion est adressé par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays siège de l'Union au secrétaire général, qui notifie l'adhésion aux Membres et Membres associés et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte. L'adhésion prend effet du jour de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement.

Article 17

Application de la Convention aux pays ou territoires dont les relations extérieures sont assurées par des Membres de l'Union

1. Les Membres de l'Union peuvent en tout temps déclarer que la présente Convention est applicable à l'ensemble, à un groupe, ou à un seul des pays ou territoires dont ils assurent les relations extérieures.

2. Toute déclaration faite conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article est adressée au secrétaire général de l'Union qui la notifie aux Membres et aux Membres associés.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays, territoires ou groupes de territoires énumérés dans l'annexe 1 à la présente Convention.

Article 18

Application de la Convention aux territoires sous tutelle des Nations Unies

Les Nations Unies peuvent adhérer à la présente Convention au nom d'un territoire ou groupe de territoires confiés à leur administration et faisant l'objet d'un accord de tutelle conformément à l'article 75 de la Charte des Nations Unies.

Article 19

Exécution de la Convention et des Règlements

1. Les Membres et Membres associés sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés dans tous les bureaux et

Landes, in dem sich der Vereinssitz befindet, dem Generalsekretär zu übersenden, der den Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern davon Mitteilung macht.

2. (1) Während eines Zeitraums von zwei Jahren, gerechnet vom Tage des Inkrafttretens dieses Vertrags an, genießt jede Regierung, die ihn unterzeichnet hat, die den Ordentlichen Vereinsmitgliedern im Artikel 1 Abs. 3 gewährten Rechte, selbst wenn sie die Ratifikationsurkunden noch nicht nach den Bestimmungen in Absatz 1 hinterlegt hat.

(2) Nach Ablauf eines Zeitraums von zwei Jahren, gerechnet vom Tage des Inkrafttretens dieses Vertrags an, besitzt eine Regierung, die zwar unterzeichnet, aber die Ratifikationsurkunde nicht nach den Bestimmungen in Absatz 1 hinterlegt hat, auf den Vereinskonferenzen und auf den Tagungen der ständigen Vereinsorgane kein Stimmrecht mehr, und zwar so lange, bis die Ratifikationsurkunde hinterlegt worden ist.

3. Nach Inkrafttreten dieses Vertrags gemäß Artikel 50 wird jede Ratifikationsurkunde mit dem Tage ihrer Hinterlegung im Generalsekretariat wirksam.

4. Sollten eine oder mehrere Regierungen, die den Vertrag unterzeichnet haben, ihn nicht ratifizieren, so ist er gleichwohl für die Regierungen verbindlich, die ihn ratifiziert haben.

Artikel 16

Beitritt zum Vertrag

1. Die Regierung eines Landes, die diesen Vertrag nicht unterzeichnet hat, kann ihm jederzeit nach den Bestimmungen des Artikels 1 beitreten.

2. Die Beitrittserklärung ist auf diplomatischem Wege durch Vermittlung der Regierung des Landes, in dem sich der Vereinssitz befindet, dem Generalsekretär zu übersenden, der die Beitrittserklärung den Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern mitteilt und jedem von ihnen eine beglaubigte Abschrift der Urkunde zustellt. Der Beitritt wird mit dem Tage der Hinterlegung der Beitrittsurkunde wirksam, sofern hierüber nichts anderes bestimmt wird.

Artikel 17

Anwendung des Vertrags auf Länder oder Territorien, deren auswärtige Angelegenheiten durch Ordentliche Mitglieder des Vereins wahrgenommen werden

1. Die Ordentlichen Mitglieder des Vereins können jederzeit erklären, daß dieser Vertrag für die Gesamtheit, für eine Gruppe oder für eines der Länder oder Territorien gilt, deren auswärtige Angelegenheiten sie wahrnehmen.

2. Jede Erklärung gemäß den Bestimmungen des Absatzes 1 dieses Artikels ist an den Generalsekretär des Vereins zu richten, der sie den Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern bekanntgibt.

3. Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 dieses Artikels gelten nicht für Länder, Territorien oder Gruppen von Territorien, die im Anhang 1 dieses Vertrags aufgeführt sind.

Artikel 18

Anwendung des Vertrags auf Territorien unter Treuhänderschaft der Vereinten Nationen

Die Vereinten Nationen können diesem Vertrag im Namen eines Territoriums (oder einer Gruppe von Territorien) beitreten, das ihrer Verwaltung unterstellt ist und den Gegenstand eines Treuhänderabkommens gemäß Artikel 75 der Charta der Vereinten Nationen bildet.

Artikel 19

Durchführung des Vertrags und der Vollzugsordnungen

1. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder sind gehalten, die Bestimmungen dieses Vertrags und der zugehörigen Vollzugsordnungen bei allen von ihnen er-

dans toutes les stations de télécommunication établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 48 de la présente Convention.

2. Ils doivent, en outre, prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés aux exploitations privées reconnues et aux autres exploitations autorisées à établir et à exploiter des télécommunications, qui assurent des services internationaux ou qui exploitent des stations pouvant provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunication d'autres pays.

Article 20

Dénonciation de la Convention

1. Tout Membre ou Membre associé ayant ratifié la Convention, ou y ayant adhéré, a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général de l'Union par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres et Membres associés.

2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

Article 21

Dénonciation de la Convention par des pays ou territoires dont les relations extérieures sont assurées par des Membres de l'Union

1. Lorsque la présente Convention a été rendue applicable à un pays, à un territoire ou à un groupe de territoires conformément aux dispositions de l'article 17, il peut être mis fin, à tout moment, à cette situation. Si ce pays, territoire, ou groupe de territoires, est Membre associé, il perd cette qualité au même moment.

2. Les dénonciations prévues au paragraphe précédent sont notifiées dans les conditions fixées au paragraphe 1 de l'article 20; elles prennent effet dans les conditions prévues au paragraphe 2 du même article.

Article 22

Abrogation de la Convention antérieure

La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications d'Atlantic City, 1947, dans les relations entre les gouvernements contractants.

Article 23

Validité des règlements administratifs en vigueur

Les règlements administratifs visés à l'article 12, paragraphe 2, sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux règlements élaborés par les conférences administratives compétentes ordinaires et éventuellement extraordinaires.

Article 24

Relations avec des Etats non contractants

1. Tous les Membres et Membres associés se réservent pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.

richteten oder betriebenen Fernmeldeämtern oder -dienststellen zu beachten, die internationale Dienste wahrnehmen oder die schädliche Störungen der Funkdienste anderer Länder verursachen können; ausgenommen sind solche Dienste, die diesen Verpflichtungen auf Grund der Bestimmungen des Artikels 48 dieses Vertrags nicht unterliegen.

2. Sie müssen darüber hinaus die nötigen Maßnahmen treffen, um die Beachtung der Bestimmungen dieses Vertrags und der zugehörigen Vollzugsordnungen den anerkannten privaten Betriebsgesellschaften und den anderen zur Errichtung und zum Betrieb von Fernmeldeanlagen ermächtigten Betriebsgesellschaften zur Pflicht zu machen, soweit internationale Dienste wahrgenommen oder Dienststellen betrieben werden, die schädliche Störungen der Funkdienste anderer Länder verursachen können.

Artikel 20

Kündigung des Vertrags

1. Jedes Ordentliche oder Außerordentliche Mitglied, das den Vertrag ratifiziert hat oder ihm beigetreten ist, hat das Recht, ihn durch ein Schreiben zu kündigen, das an den Generalsekretär des Vereins auf diplomatischem Wege durch Vermittlung der Regierung des Landes zu richten ist, in dem der Verein seinen Sitz hat. Der Generalsekretär unterrichtet die übrigen Ordentlichen und Außer ordentlichen Mitglieder darüber.

2. Diese Kündigung wird nach Ablauf eines Jahres wirksam, gerechnet vom Tage des Eingangs des Schreibens beim Generalsekretär an.

Artikel 21

Kündigung des Vertrags durch Länder oder Territorien, deren auswärtige Angelegenheiten durch Ordentliche Mitglieder des Vereins wahrgenommen werden

1. Die Anwendung dieses Vertrags auf ein Land, ein Territorium oder eine Gruppe von Territorien nach den Bestimmungen des Artikels 17 kann jederzeit beendet werden. Wenn dieses Land, dieses Territorium oder diese Gruppe von Territorien Außerordentliches Mitglied ist, geht diese Eigenschaft zum gleichen Zeitpunkt verloren.

2. Die im vorhergehenden Absatz vorgesehenen Kündigungen werden entsprechend Artikel 20 Abs. 1 übermittelt und gemäß Absatz 2 desselben Artikels wirksam.

Artikel 22

Aufhebung des vorhergehenden Vertrags

Dieser Vertrag hebt den Internationalen Fernmeldevertrag von Atlantic City, 1947, in den Beziehungen zwischen den Vertragsregierungen auf und tritt an seine Stelle.

Artikel 23

Gültigkeit der in Kraft befindlichen Vollzugsordnungen

Die im Artikel 12 Abs. 2 bezeichneten Vollzugsordnungen gelten als zugehörig zu diesem Vertrag; sie bleiben bis zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der neuen Vollzugsordnungen gültig, die von den zuständigen ordentlichen und gegebenenfalls außerordentlichen Verwaltungskonferenzen ausgearbeitet werden.

Artikel 24

Beziehungen zu Nicht-Vertragsstaaten

1. Alle Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder behalten sich für sich selbst und für die anerkannten privaten Betriebsgesellschaften das Recht vor, die Bedingungen festzusetzen, unter denen sie den Fernmeldeverkehr mit einem Staat zulassen, der diesem Vertrag nicht beigetreten ist.

2. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre ou Membre associé, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies d'un Membre ou Membre associé, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

Article 25

Règlement des différends

1. Les Membres et les Membres associés peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 12 par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider de commun accord.

2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre ou Membre associé, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie à l'annexe 4.

CHAPITRE III

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

Article 26

Relations avec les Nations Unies

1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'accord dont le texte figure dans l'annexe 6 à la présente Convention.

2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévus par cette Convention et les Règlements y annexés. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des comités consultatifs internationaux. Ils ne peuvent faire partie d'aucun organisme de l'Union dont les Membres sont désignés par une conférence de plénipotentiaires ou administrative.

Article 27

Relations avec des organisations internationales

Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales ayant des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE IV

Dispositions générales relatives aux télécommunications

Article 28

Droit du public à utiliser le service international des télécommunications

Les Membres et les Membres associés reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de la correspondance publique. Le service, les taxes, les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

2. Wenn ein Fernmeldeverkehr, der von einem Nicht-Vertragsstaat ausgeht, von einem Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglied angenommen wird, muß er weitergeleitet werden. Soweit das auf den Verkehrswegen eines Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglieds geschieht, werden die Bestimmungen des Vertrags und der Vollzugsordnungen sowie die normalen Gebührensätze darauf angewendet.

Artikel 25

Regelung von Streitigkeiten

1. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder können ihre Streitigkeiten über Fragen der Anwendung dieses Vertrags oder der in Artikel 12 aufgeführten Vollzugsordnungen auf diplomatischem Wege oder nach den Verfahren regeln, die in den zwischen ihnen zur Regelung internationaler Streitigkeiten getroffenen zwei- oder mehrseitigen Vereinbarungen festgelegt sind, oder auf jede andere Art, über die sie sich geeinigt haben.

2. Wenn keines dieser Verfahren angenommen wird, kann jedes Ordentliche oder Außerordentliche Mitglied, das in einem Streitfall Partei ist, ein Schiedsgericht nach dem im Anhang 4 angegebenen Verfahren anrufen.

KAPITEL III

Beziehungen zu den Vereinten Nationen und den internationalen Organisationen

Artikel 26

Beziehungen zu den Vereinten Nationen

1. Die Beziehungen zwischen den Vereinten Nationen und dem Internationalen Fernmeldeverein werden durch das Abkommen bestimmt, dessen Wortlaut im Anhang 6 zu diesem Vertrag enthalten ist.

2. Nach den Bestimmungen des Artikels XVI des vorstehend genannten Abkommens haben die Vereinten Nationen für den Betrieb ihrer Fernmeldedienste die Rechte und Pflichten, die in diesem Vertrag und den zugehörigen Vollzugsordnungen vorgesehen sind. Sie haben danach das Recht, in beratender Eigenschaft allen Konferenzen des Vereins, auch den Tagungen der Internationalen Beratenden Ausschüsse, beizuwohnen. Sie können nicht Mitglied eines Organs des Vereins sein, dessen Mitglieder von einer Konferenz der Regierungsbevollmächtigten oder einer Verwaltungskonferenz bestimmt werden.

Artikel 27

Beziehungen zu den internationalen Organisationen

Um auf dem Gebiete des Fernmeldewesens ein vollkommenes internationales Zusammenwirken zu erzielen, wird der Verein mit den internationalen Organisationen zusammenarbeiten, die gleichartige Belange und Arbeitsgebiete haben.

KAPITEL IV

Allgemeine Bestimmungen über den Fernmeldedienst

Artikel 28

Das Recht der Öffentlichkeit auf Benutzung des internationalen Fernmeldedienstes

Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder gestehen jedermann das Recht zu, den öffentlichen internationalen Fernmeldedienst zu benutzen. Der Dienst, die Gebühren und die Gewährleistungen sind in den einzelnen Dienstzweigen für alle Benutzer die gleichen ohne irgendwelchen Vorrang oder Vorzug.

Article 29

Arrêt des télécommunications

1. Les Membres et les Membres associés se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

2. Les Membres et les Membres associés se réservent aussi le droit de couper toute communication télégraphique ou téléphonique privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Article 30

Suspension du service

Chaque Membre ou Membre associé se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour un temps indéterminé, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres et Membres associés, par l'intermédiaire du Secrétariat général.

Article 31

Responsabilité

Les Membres et les Membres associés n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunication, notamment en ce qui concerne les réclamations visant à obtenir des dommages et intérêts.

Article 32

Secret des télécommunications

1. Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.

2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties.

Article 33

Etablissement, exploitation et sauvegarde des installations et des voies de télécommunication

1. Les Membres et les Membres associés prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.

2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédés les meilleurs adoptés à la suite d'expériences acquises par la pratique, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

3. Les Membres et les Membres associés assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.

Artikel 29

Anhalten von Nachrichten

1. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder behalten sich das Recht vor, jedes Privattelegramm anzuhalten, das die Sicherheit des Staates gefährden oder gegen seine Gesetze, die öffentliche Ordnung oder die guten Sitten verstoßen könnte; sie übernehmen dabei die Verpflichtung, das Aufgabeamt unverzüglich zu benachrichtigen, daß das Telegramm oder ein Teil davon angehalten worden ist, es sei denn, daß diese Benachrichtigung die Sicherheit des Staates gefährden könnte.

2. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder behalten sich ferner das Recht vor, jede private Telegraphie- oder Fernsprechverbindung zu trennen, die die Sicherheit des Staates gefährden oder gegen seine Gesetze, die öffentliche Ordnung oder die guten Sitten verstoßen könnte.

Artikel 30

Einstellung des Dienstes

Jedes Ordentliche oder Außerordentliche Mitglied behält sich das Recht vor, den internationalen Fernmeldedienst auf unbestimmte Zeit einzustellen, sei es vollständig oder nur für gewisse Verkehrsbeziehungen und/oder für gewisse Arten von abgehenden, ankommenden oder durchgehenden Nachrichten, mit der Verpflichtung, jedes andere Ordentliche oder Außerordentliche Mitglied durch Vermittlung des Generalsekretärs sofort davon in Kenntnis zu setzen.

Artikel 31

Haftung

Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder übernehmen keine Haftung gegenüber den Benutzern der internationalen Fernmeldedienste, besonders keine Haftung bei Schadenersatzansprüchen.

Artikel 32

Fernmeldegeheimnis

1. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder verpflichten sich, alle Maßnahmen, die bei den einzelnen für den Fernmeldeverkehr verwendeten Systemen geeignet sind, zu treffen, um die Geheimhaltung der Nachrichten des internationalen Verkehrs zu sichern.

2. Sie behalten sich jedoch das Recht vor, derartige Nachrichten den zuständigen Behörden mitzuteilen, um die Anwendung ihrer inneren Gesetzgebung oder die Durchführung internationaler Verträge, denen sie beigetreten sind, sicherzustellen.

Artikel 33

Errichtung, Betrieb und Schutz der Fernmeldeanlagen und -linien

1. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder treffen alle zweckdienlichen Maßnahmen, um die Linien und Anlagen, die zur Sicherstellung eines schnellen und ununterbrochenen Nachrichtenaustausches im internationalen Fernmeldeverkehr notwendig sind, in der technisch besten Weise zu errichten.

2. Diese Linien und Anlagen müssen möglichst in der sich auf praktische Erfahrungen stützenden besten Art und Weise betrieben werden. Sie müssen in gutem Betriebszustand gehalten werden und dem Stand des wissenschaftlichen und technischen Fortschritts entsprechen.

3. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder gewährleisten innerhalb ihrer Gerichtsbarkeit den Schutz dieser Linien und Anlagen.

4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres et Membres associés prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance des sections de circuits des télécommunications internationales comprises dans les limites de leur contrôle.

4. Alle Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder treffen die zweckdienlichen Maßnahmen, um die in ihrem Gebiet liegenden Teilstrecken der internationalen Fernmeldeverbindungen instand zu halten, es sei denn, daß durch Sonderabkommen eine andere Regelung getroffen worden ist.

Article 34

Notification des contraventions

Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 19, les Membres et les Membres associés s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

Artikel 34

Mitteilung über Vertragsverletzungen

Um die Anwendung der Bestimmungen des Artikels 19 zu erleichtern, verpflichten sich die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder, einander Verletzungen der Bestimmungen dieses Vertrags und der zugehörigen Vollzugsordnungen mitzuteilen.

Article 35

Taxes et franchise

Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la franchise est accordée sont fixés dans les Règlements annexés à la présente Convention.

Artikel 35

Gebühren und Gebührenfreiheit

Die Bestimmungen über die Gebühren des Fernmeldeverkehrs und über die verschiedenen Fälle, in denen Gebührenfreiheit gewährt wird, werden in den zu diesem Vertrag gehörenden Vollzugsordnungen festgelegt.

Article 36

Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine

Les services télégraphiques et téléphoniques internationaux doivent accorder la priorité absolue aux télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre ou dans les airs, et aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

Artikel 36

Vorrang des Fernmeldeverkehrs, der die Sicherheit des menschlichen Lebens betrifft

Die internationalen Telegraphen- und Fernsprechdienste müssen den Nachrichten, welche die Sicherheit des menschlichen Lebens auf See, auf dem Lande oder in der Luft betreffen, und denjenigen Seuchennachrichten der Weltgesundheitsorganisation, die außerordentlich dringend sind, unbedingten Vorrang einräumen.

Article 37

Priorité des télégrammes d'Etat, des appels et des conversations téléphoniques d'Etat

Sous réserve des dispositions des articles 36 et 46, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les appels et les conversations téléphoniques d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

Artikel 37

Vorrang der Staatstelegramme und Staatsgespräche

Unter Vorbehalt der Bestimmungen der Artikel 36 und 46 genießen die Staatstelegramme Vorrang vor den anderen Telegrammen, wenn der Absender es fordert. Ebenso können die Staatsgespräche und ihre Anmeldungen auf ausdrücklichen Wunsch im Rahmen des Möglichen Vorrang vor den anderen Gesprächen und ihren Anmeldungen genießen.

Article 38

Langage secret

1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations

2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux ayant préalablement notifié, par l'intermédiaire du Secrétariat général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour ces catégories de correspondance.

3. Les Membres et les Membres associés qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret, en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 30.

Artikel 38

Geheime Sprache

1. Die Staats- und Diensttelegramme können in allen Verkehrsbeziehungen in geheimer Sprache abgefaßt werden.

2. Privattelegramme in geheimer Sprache sind zwischen allen Ländern zugelassen, mit Ausnahme der Länder, die durch Vermittlung des Generalsekretärs vorher bekanntgegeben haben, daß sie diese Sprache in Privattelegrammen nicht zulassen.

3. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder, die keine abgehenden oder ankommenden Privattelegramme in geheimer Sprache für ihr eigenes Gebiet zulassen, müssen derartige Telegramme im Durchgang befördern, wenn nicht der Dienst nach Artikel 30 eingestellt worden ist.

Article 39

Etablissement et reddition des comptes

1. Les administrations des Membres et Membres associés et les exploitations privées reconnues, qui exploitent des services internationaux de télécommunication, doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.

Artikel 39

Aufstellung der Rechnungen und Abrechnung

1. Die Verwaltungen der Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder und die anerkannten privaten Betriebsgesellschaften, die internationale Fernmeldedienste betreiben, müssen sich über den Betrag ihrer gegenseitigen Zahlungsforderungen und -verpflichtungen einigen.

2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au paragraphe précédent sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présente Convention, à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.

3. Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des accords à ce sujet. En l'absence d'accords de ce genre ou d'arrangements particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 41 de la présente Convention, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux Règlements.

Article 40

Unité monétaire

L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

Article 41

Arrangements particuliers

Les Membres et les Membres associés se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur des questions de télécommunication qui n'intéressent pas la généralité des Membres et Membres associés. Toutefois, ces arrangements ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la Convention ou des Règlements y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunication des autres pays.

Article 42

Conférences régionales, accords régionaux, organisations régionales

Les Membres et Membres associés se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des accords régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunication susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Toutefois, les accords régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE V

Dispositions spéciales aux radiocommunications

Article 43

Utilisation rationnelle des fréquences et de l'espace du spectre

Les Membres et les Membres associés reconnaissent souhaitable que le nombre de fréquences et l'espace du spectre utilisés soient limités au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires.

Article 44

Intercommunication

1. Les stations assurant les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

2. Die Rechnungen, die sich auf die im vorhergehenden Absatz vorgesehenen Zahlungsverpflichtungen und -forderungen beziehen, werden nach den Bestimmungen der zu diesem Vertrag gehörenden Vollzugsordnungen aufgestellt, wenn zwischen den beteiligten Parteien keine besonderen Abmachungen getroffen worden sind.

3. Der Ausgleich internationaler Rechnungen wird als laufende Geschäftsangelegenheit betrachtet und in Übereinstimmung mit den laufenden internationalen Verpflichtungen der beteiligten Länder erledigt, wenn deren Regierungen Verträge hierüber geschlossen haben. Wenn derartige Verträge oder besondere Vereinbarungen, die nach den Bestimmungen des Artikels 41 dieses Vertrags getroffen werden, nicht bestehen, wird dieser Ausgleich nach den Bestimmungen der Vollzugsordnungen durchgeführt.

Artikel 40

Münzeinheit

Die für die Festsetzung der internationalen Fernmeldegebühren und für die Aufstellung der internationalen Abrechnungen verwendete Münzeinheit ist der Goldfrank zu 100 Centimen im Gewicht von 10/31 Gramm bei einem Feingehalt von 0,900.

Artikel 41

Besondere Vereinbarungen

Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder behalten sich für sich selbst, für die von ihnen anerkannten privaten Betriebsgesellschaften und für andere hierzu ordnungsmäßig ermächtigte Betriebsgesellschaften das Recht vor, besondere Vereinbarungen über Fragen des Fernmeldewesens zu treffen, die für die Gesamtheit der Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder nicht von Belang sind. Diese Vereinbarungen dürfen jedoch nicht den Bestimmungen des Vertrags und der zugehörigen Vollzugsordnungen über schädliche Störungen widersprechen, die für die Funkdienste der anderen Länder bei Durchführung der Vereinbarungen entstehen könnten.

Artikel 42

Regionale Konferenzen, regionale Abkommen, regionale Organisationen

Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder behalten sich das Recht vor, regionale Konferenzen abzuhalten, regionale Abkommen zu schließen und regionale Organisationen zu bilden, um Fragen des Fernmeldewesens zu regeln, die zur Behandlung auf regionaler Grundlage geeignet sind. Die regionalen Abkommen dürfen jedoch nicht im Widerspruch zu diesem Vertrag stehen.

KAPITEL V

Sondervorschriften für den Funkdienst

Artikel 43

Rationelle Ausnutzung der Frequenzen und des Frequenzspektrums

Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder halten es für wünschenswert, die Anzahl der verwendeten Frequenzen und die Breite des verwendeten Teils des Spektrums so weit zu beschränken, wie unerläßlich ist, um den Betrieb der notwendigen Dienste in befriedigender Weise zu gewährleisten.

Artikel 44

Gegenseitiger Verkehr

1. Die Funkstellen des beweglichen Dienstes sind ohne Unterschied des von ihnen benutzten Funksystems im Rahmen ihrer gewöhnlichen Verwendung zum gegenseitigen Austausch der Funknachrichten verpflichtet.

2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunication, déterminé par le but de cette télécommunication ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

Article 45

Brouillages nuisibles

1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres ou Membres associés, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunication et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

2. Chaque Membre ou Membre associé s'engage à exiger des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet l'observation des prescriptions du paragraphe précédent.

3. De plus, les Membres et les Membres associés reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne causent des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au paragraphe 1 du présent article.

Article 46

Appels et messages de détresse

Les stations de radiocommunication sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

Article 47

Signaux de détresse ou de sécurité faux ou trompeurs. Usage irrégulier d'indicatifs d'appel

Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou de sécurité faux ou trompeurs et l'usage, par une station, d'indicatifs d'appel qui ne lui ont pas été régulièrement attribués.

Article 48

Installation des services de défense nationale

1. Les Membres et les Membres associés conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées, de leurs forces navales et aériennes.

2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse, aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nuisibles, et les prescriptions des Règlements concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

2. Um aber den Fortschritt der Wissenschaft nicht zu hemmen, sollen die Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes die Verwendung eines Funksystems nicht hindern, das den Verkehr mit anderen Systemen nicht aufnehmen kann. Dabei ist vorausgesetzt, daß dieses Unvermögen auf der Eigenart dieses Systems beruht und nicht etwa die Folge besonderer Vorrichtungen ist, die einzig und allein eine Verhinderung des gegenseitigen Verkehrs bezwecken.

3. Ungeachtet der Bestimmungen des Absatzes 1 kann eine Funkstelle einem beschränkten internationalen Fernmeldedienst zugeordnet werden, der durch den Zweck des betreffenden Fernmeldeverkehrs oder durch andere von dem benutzten System unabhängige Umstände bestimmt ist.

Artikel 45

Schädliche Störungen

1. Alle Funkstellen müssen — ohne Rücksicht auf ihren Verwendungszweck — so eingerichtet und betrieben werden, daß sie keine schädlichen Störungen verursachen für die Funkverbindungen oder Funkdienste der übrigen Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglieder, der anerkannten privaten Betriebsgesellschaften und der anderen Betriebsgesellschaften, die ordnungsgemäß ermächtigt sind, einen Funkdienst wahrzunehmen, und die ihren Dienst unter Beachtung der Bestimmungen der Vollzugsordnung für den Funkdienst betreiben.

2. Jedes Ordentliche oder Außerordentliche Mitglied verpflichtet sich, von den von ihm anerkannten privaten Betriebsgesellschaften und den anderen ordnungsgemäß ermächtigten Betriebsgesellschaften die Beachtung der Vorschriften des vorstehenden Absatzes zu fordern.

3. Darüber hinaus halten es die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder für wünschenswert, alle praktisch möglichen Maßnahmen zu ergreifen, um zu verhindern, daß der Betrieb elektrischer Geräte und Anlagen aller Arten schädliche Störungen für die im Absatz 1 dieses Artikels bezeichneten Funkverbindungen oder Funkdienste verursacht.

Artikel 46

Notanrufe und Notmeldungen

Die Funkstellen sind verpflichtet, Notanrufe und Notmeldungen, woher sie auch kommen mögen, mit unbedingtem Vorrang aufzunehmen, diese Meldungen ebenso zu beantworten und das hiernach Erforderliche sofort zu veranlassen.

Artikel 47

Falsche oder irreführende Not- oder Sicherheitszeichen; regelwidriger Gebrauch von Rufzeichen

Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder verpflichten sich, die Maßnahmen zu treffen, die geeignet sind, die Aussendung oder die Verbreitung von falschen oder irreführenden Not- oder Sicherheitszeichen und die Benutzung von nicht ordnungsgemäß zugeteilten Rufzeichen durch eine Funkstelle zu verhindern.

Artikel 48

Funkanlagen für die nationale Verteidigung

1. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder behalten ihre volle Freiheit in bezug auf militärische Funkanlagen ihrer Land-, See- und Luftstreitkräfte.

2. Indessen müssen bei diesen Anlagen möglichst die Bestimmungen beachtet werden, welche die Hilfeleistung in Notfällen und die Maßnahmen zur Verhütung schädlicher Störungen betreffen, ebenso wie die Vorschriften der Vollzugsordnungen über die je nach der Art des wahrgenommenen Dienstes zu benutzenden Sendearten und Frequenzen.

3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'exécution de ces services.

CHAPITRE VI

Définitions

Article 49

Définitions

A moins de contradiction avec le contexte:

a) les termes qui sont définis en annexe 3 ont le sens qui leur est assigné;

b) les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 12 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII

Disposition finale

Article 50

Mise en vigueur de la Convention

La présente Convention entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent cinquante-quatre entre les pays, territoires ou groupes de territoires pour lesquels les ratifications ou les adhésions auront été déposées avant cette date.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte française faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives du Gouvernement de la République Argentine et une copie en sera remise à chacun des gouvernements signataires.

FAIT à Buenos Aires, le 22 décembre 1952.

Pour l'AFGHANISTAN:
Ali Gul

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE:
Mersini

Pour le ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE:
Reda Hamza
Abdul Latif El-Jechin

Pour la RÉPUBLIQUE ARGENTINE:
Nicolini
Marco A. Andrada
Walter Wermelskirch
José María Viaña

Pour la FÉDÉRATION DE L'AUSTRALIE:
H. W. Hyett

3. Nehmen diese Anlagen am Dienst für den öffentlichen Verkehr oder an anderen Diensten teil, die durch die zu diesem Vertrag gehörenden Vollzugsordnungen geregelt sind, so müssen sie sich außerdem im allgemeinen nach den Vorschriften für die Wahrnehmung dieser Dienste richten.

KAPITEL VI

Begriffsbestimmungen

Artikel 49

Begriffsbestimmungen

Wenn sich nicht aus dem Zusammenhang des Textes ein Widerspruch ergibt, haben

a) die Begriffe, die im Anhang 3 bestimmt sind, die ihnen darin zuerkannte Bedeutung,

b) die übrigen Begriffe, die in den im Artikel 12 genannten Vollzugsordnungen bestimmt sind, die ihnen in diesen Vollzugsordnungen zuerkannte Bedeutung.

KAPITEL VII

Schlußbestimmung

Artikel 50

Inkrafttreten des Vertrags

Dieser Vertrag tritt am ersten Januar neunzehnhundertvierundfünfzig zwischen den Ländern, Territorien oder Gruppen von Territorien in Kraft, für welche die Ratifikationsurkunden oder die Beitrittserklärungen vor diesem Tage hinterlegt worden sind.

URKUNDLICH DESSEN haben die Regierungsbevollmächtigten den Vertrag in je einer englischen, chinesischen, spanischen, französischen und russischen Ausfertigung unterzeichnet. Im Falle einer Meinungsverschiedenheit ist der französische Text maßgebend. Die unterzeichneten Ausfertigungen verbleiben im Archiv der Regierung der Argentinischen Republik; eine Abschrift dieser Ausfertigungen wird jeder Regierung zugestellt, die den Vertrag unterzeichnet hat.

GESCHEHEN zu Buenos Aires, am 22. Dezember 1952.

Für AFGHANISTAN:
Ali Gul

Für die VOLKSREPUBLIK ALBANIEN:
Mersini

Für das KÖNIGREICH SAUDI-ARABIEN:
Reda Hamza
Abdul Latif El-Jechin

Für die ARGENTINISCHE REPUBLIK:
Nicolini
Marco A. Andrada
Walter Wermelskirch
José María Viaña

Für den AUSTRALISCHEN BUND:
H. W. Hyett

Pour l'AUTRICHE:
F. Henneberg

Für ÖSTERREICH:
F. Henneberg

Pour la BELGIQUE:
R. Vandenhove
Max Wery
Sonnet
G. Dejaegher
E. Decastiaux

Für BELGIEN:
R. Vandenhove
Max Wery
Sonnet
G. Dejaegher
E. Decastiaux

Pour la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:
D. Arkadiev

Für die WEISSRUSSISCHE SOZIALISTISCHE SOWJET-REPUBLIK:
D. Arkadiev

Pour la BOLIVIE:
Alvarez

Für BOLIVIEN:
Alvarez

Pour le BRÉSIL:
Libero Oswaldo de Miranda

Für BRASILIEN:
Libero Oswaldo de Miranda

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE:
Panayotov
Metchkov
Kroumov

Für die VOLKSREPUBLIK BULGARIEN:
Panayotov
Metchkov
Kroumov

Pour le ROYAUME DU CAMBODGE:
Phlek Chhat

Für das KÖNIGREICH KAMBODSCHA:
Phlek Chhat

Pour le CANADA:
L. R. La Flèche

Für KANADA:
L. R. La Flèche

Pour CEYLAN:
A. Ignatius Perera
C. A. R. Anketell

Für CEYLON:
A. Ignatius Perera
C. A. R. Anketell

Pour le CHILI:
J. Neumann
Aug. Hoffmann

Für CHILE:
J. Neumann
Aug. Hoffmann

Pour la CHINE:
Yü Tsune-Chi
Yu Yung-Sung
Pu Chen
N. T. Liou

Für CHINA:
Yü Tsune-Chi
Yu Yung-Sung
Pu Chen
N. T. Liou

Pour l'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN:
Juan A. Bussolini

Für den STAAT DER VATIKANSTADT:
Juan A. Bussolini

Pour la RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:
Roberto A. Schlesinger
Carlos A. Schroeder G. cap
R. Zuluaga

Für die REPUBLIK KOLUMBIEN:
Roberto A. Schlesinger
Carlos A. Schroeder G. cap
R. Zuluaga

Pour le CONGO BELGE ET TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI:
Br. E. de Selys-Longchamps

Für BELGISCH-KONGO UND GEBIET RUANDA-URUNDI:
Br. E. de Selys-Longchamps

Pour la RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
Jai Kon Lee
K. Choy

Für die REPUBLIK KOREA:
Jai Kon Lee
K. Choy

Pour COSTA RICA:
J. A. R. Piza

Für COSTA RICA:
J. A. R. Piza

Pour CUBA:
Nestor Carborell
G. Morales Luján
M. Durland
José M. Gonzáles de Ara

Pour le DANEMARK:
Gunnar Pedersen
Ingemann Pedersen

Pour la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:
J. B. Carrión

Pour l'ÉGYPTE:
H. Moharram
Anis El Bardai

Pour l'ESPAGNE:
Manuel Aznar
Antonio Gili
José Ma. Arto

Pour les ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:
Francis Colt de Wolf
Harvey Boyd Otterman

Pour l'ÉTHIOPIE:
K. Prasada

Pour la FINLANDE:
Jaakko Lyytinen

Pour la FRANCE:
Laffay
Claude Béguin-Billecocq

Pour la GRÈCE:
C. Vatikiotty

Pour le GUATEMALA:
ad referendum
I. González Arévalo

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE:
Gy. Révész

Pour la RÉPUBLIQUE DE L'INDE:
K. Prasada
Jagdeesh Prasad
M. L. Sastry
M. V. Pai

Pour la RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE:
S. Negara

Pour l'IRAN:
H. Gaffary

Pour l'IRAQ:
Raghib Rashid

Für KUBA:
Nestor Carborell
G. Morales Luján
M. Durland
José M. Gonzáles de Ara

Für DÄNEMARK:
Gunnar Pedersen
Ingemann Pedersen

Für die DOMINIKANISCHE REPUBLIK:
J. B. Carrión

Für ÄGYPTEN:
H. Moharram
Anis El Bardai

Für SPANIEN:
Manuel Aznar
Antonio Gili
José Ma. Arto

Für die VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA:
Francis Colt de Wolf
Harvey Boyd Otterman

Für ÄTHIOPIEN:
K. Prasada

Für FINNLAND:
Jaakko Lyytinen

Für FRANKREICH:
Laffay
Claude Béguin-Billecocq

Für GRIECHENLAND:
C. Vatikiotty

Für GUATEMALA:
ad referendum
I. González Arévalo

Für die UNGARISCHE VOLKSREPUBLIK:
Gy. Révész

Für die REPUBLIK INDIEN:
K. Prasada
Jagdeesh Prasad
M. L. Sastry
M. V. Pai

Für die REPUBLIK INDONESIEN:
S. Negara

Für IRAN:
H. Gaffary

Für IRAK:
Raghib Rashid

Pour l'IRLANDE:
T. S. Ó'Muineachain
P. L. Ó'Colmáin

Pour l'ISLANDE:
G. Hliddal

Pour l'ÉTAT D'ISRAËL:
M. E. Berman
D. Hareven
Shimeon Amir
J. Prato

Pour l'ITALIE:
Giustino Arpesani
G. Gneme
Federico Nicotera

Pour le JAPON:
Hiroichi Takagi
K. Hanaoka

Pour le ROYAUME HACHÊMITE DE JORDANIE:
Raghib Rashid

Pour le ROYAUME DU LAOS:
Chantharangsi
H. Bouchon

Pour le LIBAN:
N. Kayata

Pour le LUXEMBOURG:
C. A. Tornquist

Pour le MEXIQUE:
L. Barajas G.
A. Melgar V.

Pour MONACO:
W. Escalante

Pour le NICARAGUA:
Carlos Roman Espinosa

Pour la NORVÊGE:
Sv. Rynning-Tönnesen
Olaf Moe
Andreas Strand

Pour la NOUVELLE-ZÉLANDE:
C. A. Mc Farlane
T. C. A. Lafrentz

Pour le PAKISTAN:
M. N. Mirza
A. S. Ayoob

Für IRLAND:
T. S. Ó'Muineachain
P. L. Ó'Colmáin

Für ISLAND:
G. Hliddal

Für den STAAT ISRAEL:
M. E. Berman
D. Hareven
Shimeon Amir
J. Prato

Für ITALIEN:
Giustino Arpesani
G. Gneme
Federico Nicotera

Für JAPAN:
Hiroichi Takagi
K. Hanaoka

Für das HACHEMITISCHE KÖNIGREICH JORDANIEN:
Raghib Rashid

Für das KÖNIGREICH LAOS:
Chantharangsi
H. Bouchon

Für LIBANON:
N. Kayata

Für LUXEMBURG:
C. A. Tornquist

Für MEXIKO:
L. Barajas G.
A. Melgar V.

Für MONACO:
W. Escalante

Für NICARAGUA:
Carlos Roman Espinosa

Für NORWEGEN:
Sv. Rynning-Tönnesen
Olaf Moe
Andreas Strand

Für NEUSEELAND:
C. A. Mc Farlane
T. C. A. Lafrentz

Für PAKISTAN:
M. N. Mirza
A. S. Ayoob

Pour le PARAGUAY:
Emilio Díaz de Vivar
S. Guanes
Walter Garcia
Rodas O.
J. Fernández R.

Pour les PAYS-BAS, SURINAM, ANTILLES NÉERLANDAISES, NOUVELLE-GUINÉE:
J. D. H. van der Toorn
R. Neuerburg
Schippers

Pour le PÉROU:
J. P. Gallagher
Carlos Indela
Miguel Florez N.

Pour la RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:
M. Escudero

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE:
Anatol Arciuch

Pour le PORTUGAL:
Carlos Ribeiro
Frederico Teixeira de Sampayo
Juvenal Coutinho

Pour les PROTECTORATS FRANÇAIS DU MAROC ET DE LA TUNISIE:
H. Lacroze

Pour le RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:
Otto Kirchner
Helmut Bornemann

Pour la RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE:
Vuksić Milan
Mr. Mićić

Pour la RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE L'UKRAINE:
N. Ivanov

Pour la RÉPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE:
Spataru
A. Gellert

Pour le ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD:
C. Bertrand Jerram
A. H. Read
Elizabeth M. Perry
M. W. Manson

Pour la SUÈDE:
Håkan Sterky
Artur Onnermark

Pour la CONFÉDÉRATION SUISSE:
A. Möckli
Dr E. Metzler
Ch. Chappuis

Für PARAGUAY:
Emilio Díaz de Vivar
S. Guanes
Walter García
Rodas O.
J. Fernández R.

Für die NIEDERLANDE, SURINAM, NIEDERLÄNDISCHE ANTILLEN, NEUGUINEA:
J. D. H. van der Toorn
R. Neuerburg
Schippers

Für PERU:
J. P. Gallagher
Carlos Indela
Miguel Florez N.

Für die REPUBLIK DER PHILIPPINEN:
M. Escudero

Für die VOLKSREPUBLIK POLEN:
Anatol Arciuch

Für PORTUGAL:
Carlos Ribeiro
Frederico Teixeira de Sampayo
Juvenal Coutinho

Für die FRANZÖSISCHEN PROTEKTORATE MAROKKO UND TUNIS:
H. Lacroze

Für die BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:
Otto Kirchner
Helmut Bornemann

Für die FÖDERATIVE VOLKSREPUBLIK JUGOSLAWIEN:
Vuksić Milan
Mr. Mićić

Für die UKRAINISCHE SOZIALISTISCHE SOWJET-REPUBLIK:
N. Ivanov

Für die RUMÄNISCHE VOLKSREPUBLIK:
Spataru
A. Gellert

Für das VEREINIGTE KÖNIGREICH GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND:
C. Bertrand Jerram
A. H. Read
Elizabeth M. Perry
M. W. Manson

Für SCHWEDEN:
Håkan Sterky
Artur Onnermark

Für die SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT:
A. Möckli
Dr. E. Metzler
Ch. Chappuis

Pour la RÉPUBLIQUE SYRIENNE:
H. Moharram

Pour la TCHÉCOSLOVAQUIE:
Frantisek Kroutl
J. Bušák

Pour les TERRITOIRES D'OUTRE-MER DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET TERRITOIRES ADMINISTRÉS COMME TELS:
J. Meyer

Pour les TERRITOIRES PORTUGAIS D'OUTRE-MER:
Teodoro de Matos Ferreira de Aguiar
Luis Candido Taveira
Raul Lopes Duarte

Pour la THAÏLANDE:
Cherm Chatiketu

Pour la TURQUIE:
O. Gökmen
V. Basar

Pour l'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD ET TERRITOIRE DE L'AFRIQUE DU SUD-OUEST:
W. A. Borland

Pour l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:
I. A. Tsingovatov

Pour le RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY:
Cnel. Darío T. Sarachaga
Alfredo A. Henry
Alvaro Bauza Araujo

Pour les ÉTATS-UNIS DU VÉNÉZUÉLA:
José Antonio López
Tulio Mármol

Pour l'ÉTAT DU VIÊT-NAM:
Nguyen-Van-Mo

Pour la ZONE ESPAGNOL DU MAROC ET ENSEMBLE DES POSSESSIONS ESPAGNOLES:
José Carrido
E. Thomas de Carranza

Für die SYRISCHE REPUBLIK:
H. Moharram

Für die TSCHECHOSLOWAKEI:
Frantisek Kroutl
J. Bušák

Für die ÜBERSEEISCHEN GEBIETE DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK UND DIE WIE DIESE VERWALTETEN GEBIETE:
J. Meyer

Für die PORTUGIESISCHEN ÜBERSEEISCHEN GEBIETE:
Teodoro de Matos Ferreira de Aguiar
Luis Candido Taveira
Raul Lopes Duarte

Für THAILAND:
Cherm Chatiketu

Für die TÜRKEI:
O. Gökmen
V. Basar

Für die SÜDAFRIKANISCHE UNION UND DAS GEBIET VON SÜDWESTAFRIKA:
W. A. Borland

Für die UNION DER SOZIALISTISCHEN SOWJET-REPUBLIKEN:
I. A. Tsingovatov

Für die REPUBLIK URUGUAY:
Cnel. Darío T. Sarachaga
Alfredo A. Henry
Alvaro Bauza Araujo

Für die VEREINIGTEN STAATEN VON VENEZUELA:
José Antonio López
Tulio Mármol

Für den STAAT VIETNAM:
Nguyen-Van-Mo

Für die SPANISCHE ZONE VON MAROKKO UND DIE GESAMTHEIT DER SPANISCHEN BESITZUNGEN:
José Carrido
E. Thomas de Carranza

2

ANNEXE 1

[Voir article 1, alinéa 2 a)]

Afghanistan
Albanie (République populaire d')
Arabie Saoudite (Royaume de l')
Argentine (République)
Australie (Fédération de l')
Autriche
Belgique
Biélorussie (République Socialiste Sovietique de)
Birmanie
Bolivie
Brésil
Bulgarie (République populaire de)
Cambodge (Royaume du)
Canada
Ceylan
Chili
Chine
Cité du Vatican (Etat de la)
Colombie (République de)
Colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous mandat ou tutelle du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Congo Belge et territoire du Ruanda-Urundi
Corée (République de)
Costa Rica
Cuba
Danemark
Dominicaine (République)
Egypte
El Salvador (République d')
Equateur
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Ethiopie
Finlande
France
Grèce
Guatemala
Haïti (République d')
Honduras (Républiqe de)
Hongroise (République Populaire)
Inde (République de l')
Indonésie (République d')
Iran
Iraq
Irlande
Islande
Israël (Etat d')
Italie
Japon
Jordanie (Royaume Hachémite de)
Laos (Royaume du)
Liban
Libéria
Libye (Royaume-Uni de)
Luxembourg
Mexique
Monaco
Nicaragua
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pakistan
Panama

ANHANG 1

[Siehe Artikel 1 Abs. 2 a)]

Afghanistan
Volksrepublik Albanien
Königreich Saudi-Arabien
Argentinische Republik
Australischer Bund
Österreich
Belgien
Weißrussische Sozialistische Sowjet-Republik
Birma
Bolivien
Brasilien
Volksrepublik Bulgarien
Königreich Kambodscha
Kanada
Ceylon
Chile
China
Staat der Vatikanstadt
Republik Kolumbien
Kolonien, Protektorate, überseeische Gebiete und Gebiete unter dem Mandat oder dem Schutz des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland
Belgisch-Kongo und Gebiet Ruanda-Urundi
Republik Korea
Costa Rica
Kuba
Dänemark
Dominikanische Republik
Ägypten
Republik El Salvador
Ecuador
Spanien
Vereinigte Staaten von Amerika
Äthiopien
Finnland
Frankreich
Griechenland
Guatemala
Republik Haiti
Republik Honduras
Ungarische Volksrepublik
Republik Indien
Republik Indonesien
Iran
Irak
Irland
Island
Staat Israel
Italien
Japan
Hachemitisches Königreich Jordanien
Königreich Laos
Libanon
Liberia
Königreich Libyen
Luxemburg
Mexiko
Monaco
Nicaragua
Norwegen
Neuseeland
Pakistan
Panama

Paraguay
Pays-Bas, Surinam, Antilles néerlandaises, Nouvelle-Guinée
Pérou
Phillippines (République des)
Pologne (République Populaire de)
Portugal
Protectorats français du Maroc et de la Tunisie
République Fédérale d'Allemagne
République fédérative populaire de Yougoslavie
République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
Rhodesia du Sud
Roumaine (République populaire)
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Suède
Suisse (Confédération)
Syrienne (République)
Tchécoslovaquie
Territoires des Etats-Unis d'Amérique
Territoires d'outre-mer de la République Française et territoires administrés comme tels
Territoires portugais d'outre-mer
Thaïlande
Turquie
Union de l'Afrique du Sud et territoire de l'Afrique du Sud-Ouest
Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Uruguay (République orientale de l')
Vénézuéla (Etats-Unis de)
Viêt-Nam (Etat du)
Yémen
Zone espagnole du Maroc et ensemble des possessions espagnoles

ANNEXE 2

[Voir article 1, alinéa 4 a)]

Afrique occidentale britannique
Afrique orientale britannique

Paraguay
Niederlande, Surinam, Niederländische Antillen, Neuguinea
Peru
Republik der Philippinen
Volksrepublik Polen
Portugal
Französische Protektorate Marokko und Tunis
Bundesrepublik Deutschland
Föderative Volksrepublik Jugoslawien
Ukrainische Sozialistische Sowjet-Republik
Südrhodesien
Rumänische Volksrepublik
Vereinigtes Königreich Großbritannien und Nordirland
Schweden
Schweizerische Eidgenossenschaft
Syrische Republik
Tschechoslowakei
Territorien der Vereinigten Staaten von Amerika
Überseeische Gebiete der Französischen Republik und die wie diese verwalteten Gebiete
Portugiesische überseeische Gebiete
Thailand
Türkei
Südafrikanische Union und Gebiet von Südwestafrika
Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken
Republik Uruguay
Vereinigte Staaten von Venezuela
Staat Vietnam
Jemen
Spanische Zone von Marokko und Gesamtheit der spanischen Besitzungen

ANHANG 2

[Siehe Artikel 1 Abs. 4 a)]

Britisch-Westafrika
Britisch-Ostafrika

ANNEXE 3

(Voir article 49)

Définition de termes employés dans la Convention internationale des télécommunications et ses annexes

Administration:

Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements y annexés.

Exploitation privée:

Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunication destinée à assurer un service de télécommunication international ou qui est susceptible de produire des brouillages nuisibles à un tel service.

Exploitation privée reconnue:

Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 19 sont imposées par le Membre ou le Membre associé sur le territoire duquel est installé le siège social de cette exploitation.

Délégué:

Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un comité consultatif international.

Représentant:

Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un comité consultatif international.

Expert:

Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel, autorisée par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un comité consultatif international.

Observateur:

Personne envoyée par:

- les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 26 de la Convention;
- le gouvernement d'un pays non partie à la Convention;
- une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions du Règlement général à participer aux travaux d'une conférence;
- le gouvernement d'un Membre ou Membre associé de l'Union participant sans droit de vote à une conférence spéciale de caractère régional conformément aux dispositions de l'article 10 de la Convention.

ANHANG 3

(Siehe Artikel 49)

Bestimmung der im Internationalen Fernmeldevertrag und in seinen Anhängen verwendeten Begriffe

Verwaltung:

Jede Regierungsdienststelle oder -abteilung, die für die Maßnahmen verantwortlich ist, die zu ergreifen sind, damit den Verpflichtungen aus dem Internationalen Fernmeldevertrag und den zugehörigen Vollzugsordnungen nachgekommen wird.

Private Betriebsgesellschaft:

Jede Einzelperson oder Gesellschaft, die keine Regierungseinrichtung oder -stelle ist und die eine Fernmeldeanlage zur Wahrnehmung eines internationalen Fernmeldedienstes oder eine Fernmeldeanlage betreibt, die schädliche Störungen eines solchen Dienstes hervorrufen könnte.

Anerkannte private Betriebsgesellschaft:

Jede private Betriebsgesellschaft im Sinne obiger Begriffsbestimmung, die einen Dienst des öffentlichen Fernmeldeverkehrs oder einen Rundfunkdienst betreibt und der die im Artikel 19 vorgesehenen Verpflichtungen von dem Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglied auferlegt sind, auf dessen Gebiet sich der Sitz dieser Betriebsgesellschaft befindet.

Delegierter:

Eine Person, die von der Regierung eines Ordentlichen oder Außerordentlichen Vereinsmitglieds zu einer Konferenz der Regierungsbevollmächtigten entsandt ist, oder eine Person, die die Regierung oder die Verwaltung eines Ordentlichen oder Außerordentlichen Vereinsmitglieds auf einer Verwaltungskonferenz oder auf einer Tagung eines Internationalen Beratenden Ausschusses vertritt.

Vertreter:

Eine Person, die von einer anerkannten privaten Betriebsgesellschaft zu einer Verwaltungskonferenz oder zu einer Tagung eines Internationalen Beratenden Ausschusses entsandt ist.

Sachverständiger:

Eine Person, die von einer nationalen wissenschaftlichen Körperschaft oder von einem nationalen Industrieunternehmen entsandt und durch die Regierung oder die Verwaltung ihres Landes ermächtigt ist, den Tagungen der Studienkommissionen eines Internationalen Beratenden Ausschusses beizuwohnen.

Beobachter:

Eine Person, die entsandt ist von

- den Vereinten Nationen in Ausführung der Bestimmungen des Artikels 26 des Vertrags;
- der Regierung eines Landes, das dem Vertrag nicht beigetreten ist;
- einer der internationalen Organisationen, die zur Teilnahme an den Arbeiten einer Konferenz nach den Bestimmungen der Allgemeinen Geschäftsordnung eingeladen oder zugelassen sind;
- der Regierung eines Ordentlichen oder Außerordentlichen Vereinsmitglieds, die ohne Stimmrecht an einer besonderen nach den Bestimmungen des Artikels 10 des Vertrags einberufenen Konferenz regionaler Art teilnimmt.

Délégation:

Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.

Chaque Membre et Membre associé est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'interessent au domaine des télécommunications.

Delegation:

Gesamtheit der Delegierten und gegebenenfalls der Vertreter, Beigeordneten oder Dolmetscher, die von demselben Land entsandt sind.

Jedes Ordentliche oder Außerordentliche Mitglied kann seine Delegation nach Belieben zusammenstellen. Insbesondere kann es als Delegierte oder Beigeordnete Personen darin aufnehmen, die den von ihm anerkannten privaten Betriebsgesellschaften oder anderen Privatunternehmen des Fernmeldegebiets angehören.

Service international:

Un service de télécommunication entre toute combinaison possible de bureaux ou de stations fixes, terrestres ou mobiles, qui sont dans des pays différents ou appartiennent à des pays différents.

Internationaler Dienst:

Ein Fernmeldedienst zwischen beliebigen Ämtern oder festen Funkstellen, Landfunkstellen oder beweglichen Funkstellen, die sich in verschiedenen Ländern befinden oder verschiedenen Ländern angehören.

Service mobile:

Un service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.

Beweglicher Dienst:

Ein Funkdienst zwischen beweglichen Funkstellen und Landfunkstellen oder zwischen beweglichen Funkstellen.

Service de radiodiffusion:

Un service de radiocommunication effectuant des émissions destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre, soit des émissions sonores, soit des émissions de télévision, de fac-similé ou d'autres genres d'émissions.

Rundfunkdienst:

Ein Funkdienst, der Sendungen durchführt, die zum unmittelbaren Empfang durch die Allgemeinheit bestimmt sind. Dieser Dienst kann sowohl aus Tonsendungen als auch aus Fernseh- oder Bildfunksendungen oder aus anderen Arten von Sendungen bestehen.

Télécommunication:

Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.

Fernmeldeverkehr:

Jede Übermittlung, jede Aussendung oder jeder Empfang von Zeichen, Signalen, Schriftzeichen, Bildern, Tönen oder Nachrichten jeder Art über Draht, Funk, optische oder andere elektromagnetische Systeme.

Télégraphie:

Un système de télécommunication assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux.

Telegraphie:

Ein Fernmeldesystem zur Übermittlung von Schriftzeichen unter Verwendung eines Schlüssels für die Zeichen.

Téléphonie:

Un système de télécommunication établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.

Fernsprechen:

Ein Fernmeldesystem zur Übermittlung der Sprache oder, in gewissen Fällen, anderer Töne.

Télégramme:

Ecrit destiné à être transmis par télégraphie. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.

Telegramm:

Durch Telegraphie zu übermittelndes Schriftstück. Dieser Begriff schließt auch das Funktelegramm ein, wenn nichts anderes bestimmt ist.

Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat:

Ce sont les télégrammes, et les appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après:

chef d'un Etat;

chef du gouvernement et membres d'un gouvernement;

chef de colonie, protectorat, territoire d'outre-mer ou territoire sous souveraineté, autorité, tutelle ou mandat d'un Membre ou Membre associé ou des Nations Unies;

commandants en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;

agents diplomatiques ou consulaires;

Secrétaire général des Nations Unies, chefs des organes principaux et chefs des organes subsidiaires des Nations Unies;

Cour internationale de Justice de La Haye.

Staatstelegramme, Staatsgesprächsanmeldungen und Staatsgespräche:

Telegramme, Gesprächsanmeldungen und Ferngespräche, die ausgehen von

dem Staatsoberhaupt;

dem Regierungschef und den Regierungsmitgliedern;

dem Chef einer Kolonie, eines Schutzgebiets, eines überseeischen Gebiets oder eines Gebiets, das unter der Oberhoheit, der Verwaltung, der Treuhänderschaft oder der Mandatsverwaltung eines Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglieds oder der Vereinten Nationen steht;

den Oberbefehlshabern der Land-, See- oder Luftstreitkräfte;

den diplomatischen oder konsularischen Vertretern;

dem Generalsekretär der Vereinten Nationen und den Chefs ihrer Haupt- und Hilfsorgane;

dem Internationalen Gerichtshof in Den Haag.

Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.

Télégrammes de service:

Voir le Règlement télégraphique en vigueur.

Télégrammes privés:

Les télégrammes autres que les télégrammes de service ou d'Etat.

Conversations de service:

Voir le Règlement téléphonique en vigueur.

Correspondance publique:

Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter pour transmission.

Radiocommunication:

Toute télécommunication à l'aide des ondes hertziennes.

Ondes hertziennes:

Ondes électromagnétiques dont la fréquence est comprise entre 10 kc/s et 3.000.000 Mc/s.

Radioélectricité:

Terme général s'appliquant à l'emploi des ondes hertziennes (l'adjectif correspondant est « radioélectrique »).

Brouillage nuisible:

Tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'un service de sécurité [1]), ou qui gêne ou interrompt de façon répétée un service de radiocommunication fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications.

[1]) On considère comme service de sécurité tout service de radiocommunication dont le fonctionnement intéresse directement, de façon permanente ou temporaire, la sécurité de la vie humaine ou la sauvegarde des biens.

Die Antworten auf die oben definierten Staatstelegramme werden gleichfalls als Staatstelegramme angesehen.

Diensttelegramme:

Siehe die in Kraft befindliche Vollzugsordnung für den Telegraphendienst.

Privattelegramme:

Telegramme, die weder Dienst- noch Staatstelegramme sind.

Dienstgespräche:

Siehe die in Kraft befindliche Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst.

Öffentlicher Verkehr:

Jeder Fernmeldeverkehr, den die Ämter und Dienststellen auf Grund der Tatsache, daß sie der Allgemeinheit zur Verfügung gestellt sind, zur Übermittlung annehmen müssen.

Funkverkehr:

Jeder Fernmeldeverkehr mit Hilfe von Hertzschen Wellen.

Hertzsche Wellen:

Elektromagnetische Wellen mit einer Frequenz zwischen 10 kHz und 3000000 MHz.

Funk:

Ein allgemeiner Begriff, der auf den Gebrauch Hertzscher Wellen angewendet wird (das entsprechende Eigenschaftswort wird umschrieben durch „funk-").

Schädliche Störung:

Jede Strahlung oder jede Beeinflussung, die die Abwicklung eines Navigationsfunkdienstes oder eines Sicherheitsdienstes [1]) beeinträchtigt oder die wiederholt einen Funkdienst stört oder unterbricht, der in Übereinstimmung mit der Vollzugsordnung für den Funkdienst arbeitet.

[1]) Man betrachtet als Sicherheitsdienst jeden Funkdienst, dessen Betrieb unmittelbar, sei es ständig oder auch nur vorübergehend, die Sicherheit des menschlichen Lebens oder den Schutz von Eigentum betrifft.

ANNEXE 4

(Voir article 25)

Arbitrage

1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.

2. Les parties décident de commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent être ni des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.

4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres ou Membres associés qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux paragraphes 4 et 5.

7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au paragraphe 3 ci-dessus et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celles des deux autres. A défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général de l'Union procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné de commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de l'Union de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.

10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a exposées à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elles-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

12. L'Union fournira tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres pourraient avoir besoin.

ANHANG 4

(Siehe Artikel 25)

Schiedsgerichtsbarkeit

1. Die Partei, die ein Schiedsgericht verlangt, leitet das Verfahren dadurch ein, daß sie der anderen Partei eine Mitteilung über ihre Forderung nach einem Schiedsgericht zugehen läßt.

2. Die Parteien entscheiden im gegenseitigen Einverständnis, ob die Schiedsrichteraufgabe Personen, Verwaltungen oder Regierungen anvertraut werden soll. Wenn die Parteien sich innerhalb eines Monats, von dem Tage der Bekanntgabe der Forderung nach einem Schiedsgericht an gerechnet, über diesen Punkt nicht geeinigt haben, wird die Schiedsrichteraufgabe Regierungen anvertraut.

3. Wenn die Schiedsrichteraufgabe Personen anvertraut wird, dürfen die Schiedsrichter weder Staatsangehörige eines Landes sein, das Partei in dem Streitfall ist, noch dürfen sie ihren Wohnsitz in einem dieser Länder haben oder in deren Diensten stehen.

4. Wenn die Schiedsrichteraufgabe Regierungen oder Verwaltungen dieser Regierungen anvertraut wird, müssen diese unter den Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitgliedern ausgewählt werden, die nicht in den Streitfall verwickelt, jedoch dem Abkommen beigetreten sind, dessen Anwendung den Streitfall verursacht hat.

5. Jede der beiden streitenden Parteien bestellt einen Schiedsrichter innerhalb dreier Monate nach Eingang der Mitteilung über die Forderung nach einem Schiedsgericht.

6. Wenn mehr als zwei Parteien in den Streitfall verwickelt sind, ernennt jede der beiden Gruppen von Parteien, die in dem Streitfall gemeinsame Belange haben, einen Schiedsrichter nach dem in den Absätzen 4 und 5 vorgesehenen Verfahren.

7. Die beiden so bestellten Schiedsrichter verständigen sich über die Ernennung eines dritten Schiedsrichters; dieser muß, wenn die beiden ersten Schiedsrichter Personen sind und nicht Regierungen oder Verwaltungen, den im vorstehenden Absatz 3 festgelegten Bedingungen entsprechen und ferner eine andere Staatsangehörigkeit als die beiden anderen haben. Können sich die beiden Schiedsrichter über die Wahl des dritten Schiedsrichters nicht einigen, so schlägt jeder Schiedsrichter einen dritten Schiedsrichter vor, für den bei dem Streitfall keinerlei Interessen auf dem Spiele stehen. Der Generalsekretär des Vereins entscheidet dann durch das Los, wer als dritter Schiedsrichter bestellt werden soll.

8. Die streitenden Parteien können sich dahingehend verständigen, daß ihr Streitfall von einem einzigen Schiedsrichter entschieden wird, der in gegenseitigem Einverständnis bestellt wird; sie können auch je einen Schiedsrichter benennen und den Generalsekretär des Vereins ersuchen, durch das Los zu entscheiden, wer als einziger Schiedsrichter bestellt werden soll.

9. Der oder die Schiedsrichter legen den Gang des Verfahrens nach freiem Ermessen fest.

10. Die Entscheidung des Einzelschiedsrichters ist endgültig und bindend für die streitenden Parteien. Wenn das Schiedsgericht aus mehreren Schiedsrichtern besteht, ist die Entscheidung, die von der Mehrheit der Schiedsrichter getroffen wird, endgültig und für die Parteien bindend.

11. Jede Partei trägt die Kosten, die ihr durch die Untersuchung und die Einberufung des Schiedsgerichts verursacht werden. Die Kosten des Schiedsgerichtsverfahrens, die nicht von den Parteien selbst verursacht sind, werden zu gleichen Teilen auf die streitenden Parteien umgelegt.

12. Der Verein erteilt alle den Streitfall betreffenden Auskünfte, welche der oder die Schiedsrichter etwa benötigen.

ANNEXE 5

Règlement général annexé à la Convention internationale des télécommunications

1re PARTIE

Dispositions générales concernant les conférences

Chapitre 1

Invitation et admission aux conférences.de plénipotentiaires

1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de chaque pays Membre de l'Union et à chaque Membre associé de l'Union.

(2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 26 de la Convention.

4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées qui sont en rapport avec l'Organisation des Nations Unies et qui admettent réciproquement la représentation de l'Union à leurs réunions, à envoyer des observateurs pour participer aux conférences avec voix consultative.

5. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter des gouvernements non contractants à envoyer des observateurs pour prendre part aux conférences avec voix consultative.

6. Les réponses des Membres et Membres associés doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

7. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.

8. Sont admis aux conférences de plénipotentiaires:

a) les délégations, telles qu'elles sont définies dans l'annexe 3 à la Convention;
b) les observateurs des Nations Unies;
c) les observateurs des institutions spécialisées conformément au paragraph 4;
d) éventuellement les observateurs prévus au paragraphe 5.

Chapitre 2

Invitation et admission aux conférences administratives

1. (1) Les dispositions des paragraphes 1 à 6 du chapitre 1 sont applicables aux conférences administratives.

(2) Toutefois, en ce qui concerne les conférences administratives extraordinaires, le délai pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois.

ANHANG 5

Allgemeine Geschäftsordnung zum Internationalen Fernmeldevertrag

1. TEIL

Allgemeine Bestimmungen über Konferenzen

Kapitel 1

Einladung und Zulassung zu den Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten

1. Die einladende Regierung setzt im Einvernehmen mit dem Verwaltungsrat den endgültigen Zeitpunkt und den genauen Ort der Konferenz fest.

2. (1) Ein Jahr vor diesem Zeitpunkt sendet die einladende Regierung eine Einladung an die Regierung eines jeden Landes, das Ordentliches Vereinsmitglied ist, und an jedes Außerordentliche Vereinsmitglied.

(2) Diese Einladungen können unmittelbar oder durch Vermittlung des Generalsekretärs oder durch Vermittlung einer anderen Regierung versandt werden.

3. Der Generalsekretär richtet eine Einladung an die Vereinten Nationen gemäß den Bestimmungen des Artikels 26 des Vertrags.

4. Die einladende Regierung kann im Einvernehmen mit dem Verwaltungsrat oder auf seinen Vorschlag die Sonderorganisationen, die in Beziehung zu den Vereinten Nationen stehen und die auch die Vertretung des Vereins auf ihren Tagungen zulassen, einladen, Beobachter zur Teilnahme an den Konferenzen mit beratender Stimme zu entsenden.

5. Die einladende Regierung kann im Einvernehmen mit dem Verwaltungsrat oder auf seinen Vorschlag dem Vertrag nicht beigetretene Regierungen einladen, Beobachter zur Teilnahme an den Konferenzen mit beratender Stimme zu entsenden.

6. Die Antworten der Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder müssen der einladenden Regierung spätestens einen Monat vor Eröffnung der Konferenz zugehen; sie sollen möglichst alle Angaben über die Zusammensetzung der Delegation enthalten.

7. Jedes ständige Organ des Vereins hat das Recht, mit beratender Stimme auf der Konferenz vertreten zu sein, wenn diese Angelegenheiten behandelt, die zu seiner Zuständigkeit gehören. Bei Bedarf kann die Konferenz ein Organ einladen, das es nicht für zweckmäßig gehalten hat, sich bei ihr vertreten zu lassen.

8. Zu den Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten sind zugelassen

a) die Delegationen entsprechend der Begriffsbestimmung im Anhang 3 des Vertrags;
b) die Beobachter der Vereinten Nationen;
c) die Beobachter der Sonderorganisationen nach Absatz 4;
d) gegebenenfalls die im Absatz 5 bezeichneten Beobachter.

Kapitel 2

Einladung und Zulassung zu den Verwaltungskonferenzen

1. (1) Die Bestimmungen der Absätze 1 bis 6 des Kapitels 1 gelten auch für die Verwaltungskonferenzen.

(2) Die Frist für den Versand der Einladungen kann jedoch bei den außerordentlichen Verwaltungskonferenzen auf sechs Monate herabgesetzt werden.

(3) Les Membres et Membres associés de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer aux travaux de la conférence à titre consultatif.

(2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.

(3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

3. (1) Sont admis aux conférences administratives:

a) les délégations, telles qu'elles sont définies dans l'annexe 3 à la Convention;

b) les observateurs des Nations Unies;

c) les observateurs des institutions spécialisées conformément au chapitre 1, paragraphe 4;

d) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions du paragraphe 2;

e) éventuellement les observateurs des gouvernements non contractants;

f) les représentants des exploitations privées reconnues, dûment autorisées par le pays Membre dont elles dépendent;

g) les organismes permanents de l'Union dans les conditions prévues au chapitre 1, paragraphe 7.

(2) En outre sont admis aux conférences spéciales de caractère régional les observateurs des Membres et Membres associés qui n'appartiennent pas à la région intéressée.

Chapitre 3

Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences

1. Immédiatement après que le gouvernement invitant a envoyé les invitations, le secrétaire général prie les Membres et Membres associés de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions relatives aux travaux de la conférence.

2. Toute proposition présentée dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements doit contenir des références permettant d'identifier par numéro de chapitre, d'article ou de paragraphe les parties du texte qui appellent cette révision.

3. Le secrétaire général rassemble et coordonne les propositions reçues et les communique trois mois au moins avant l'ouverture de la conférence à tous les Membres et Membres associés.

Chapitre 4

Dispositions particulières aux conférences se réunissant au siège de l'Union

1. Lorsqu'une conférence doit être réunie sans la participation d'un gouvernement invitant, le secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour la convoquer au siège de l'Union.

2. Dans ce cas, le secrétaire général assume les tâches relatives à l'organisation qui incombent normalement à un gouvernement invitant.

(3) Die Ordentlichen und Außerordentlichen Vereinsmitglieder können die Einladung, die an sie gesandt worden ist, auch den von ihnen anerkannten privaten Betriebsgesellschaften zuleiten.

2. (1) Die einladende Regierung kann im Einvernehmen mit dem Verwaltungsrat oder auf seinen Vorschlag eine offizielle Mitteilung an diejenigen internationalen Organisationen richten, denen daran liegt, Beobachter zu entsenden, um an den Arbeiten der Konferenz beratend teilzunehmen.

(2) Die interessierten internationalen Organisationen übersenden der einladenden Regierung einen Antrag auf Zulassung, und zwar innerhalb zweier Monate, vom Datum der Mitteilung an gerechnet.

(3) Die einladende Regierung sammelt die Anträge; die Entscheidung über die Zulassung wird durch die Konferenz selbst getroffen.

3. (1) Zu den Verwaltungskonferenzen sind zugelassen

a) die Delegationen entsprechend der Begriffsbestimmung im Anhang 3 des Vertrags;

b) die Beobachter der Vereinten Nationen;

c) die Beobachter der Sonderorganisationen nach Kapitel 1 Abs. 4;

d) die Beobachter der internationalen Organisationen, die nach den Bestimmungen des Abatzes 2 die Genehmigung zur Teilnahme erhalten haben;

e) gegebenenfalls die Beobachter der Regierungen, die dem Vertrag nicht beigetreten sind;

f) die Vertreter der anerkannten privaten Betriebsgesellschaften, die von den für sie zuständigen Mitgliedsländern ordnungsmäßig ermächtigt sind;

g) die ständigen Organe des Vereins nach den Bestimmungen im Kapitel 1 Abs. 7.

(2) Zu den besonderen Konferenzen regionaler Art sind außerdem Ordentliche und Außerordentliche Mitglieder zugelassen, die nicht dem betreffenden Gebiet angehören.

Kapitel 3

Fristen und Verfahren für die Vorlage von Vorschlägen für die Konferenzen

1. Unmittelbar nachdem die einladende Regierung die Einladungen versandt hat, bittet der Generalsekretär die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder, ihm binnen vier Monaten ihre Vorschläge zu den Arbeiten der Konferenz zu übersenden.

2. Jeder eingereichte Vorschlag, dessen Annahme zu einer Änderung des Textes des Vertrags oder der Vollzugsordnungen führt, muß durch Angabe der Nummer des Kapitels, des Artikels oder des Absatzes die zu ändernden Textteile erkennen lassen.

3. Der Generalsekretär sammelt und ordnet die erhaltenen Vorschläge und übersendet sie mindestens drei Monate vor Eröffnung der Konferenz allen Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern.

Kapitel 4

Besondere Bestimmungen über die Konferenzen am Ort des Vereinssitzes

1. Wenn eine Konferenz ohne Beteiligung einer einladenden Regierung abgehalten werden soll, ergreift der Generalsekretär im Einverständnis mit der Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft die erforderlichen Maßnahmen zu ihrer Einberufung am Ort des Vereinssitzes.

2. In diesem Fall übernimmt der Generalsekretär die organisatorischen Aufgaben, die sonst einer einladenden Regierung obliegen.

Chapitre 5

Pouvoirs aux conférences

1. (1) La délégation envoyée par un Membre de l'Union pour participer à une conférence doit être dûment accréditée en vue d'exercer son droit de vote et être munie des pouvoirs nécessaires pour signer les Actes finals.

(2) La délégation envoyée à une conférence par un Membre associé doit être dûment accréditée pour participer aux travaux, conformément à l'article 1, paragraphe 6, de la Convention.

2. Pour les conférences de plénipotentiaires:

(1) a) les délégations sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat; ou par le chef du gouvernement; ou par le ministre des Affaires étrangères;

b) elles peuvent cependant être provisoirement accréditées par le chef de la mission diplomatique près du gouvernement du pays où se tient la conférence.

(2) En vue de signer les Actes finals de la conférence, les délégations doivent être munies de pleins pouvoirs signés par les hautes autorités désignées à l'alinéa (1) a).

3. Pour les conférences administratives:

(1) les dispositions du paragraphe 2 sont applicables,

(2) en outre, une délégation peut être accréditée et munie de pleins pouvoirs signés par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.

4. Une commission spéciale est chargée de vérifier les pouvoirs de chaque délégation; elle formule ses conclusions dans le délai spécifié par l'assemblée plénière.

5. (1) La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dès l'instant où elle commence à participer aux travaux de la conférence.

(2) Toutefois une délégation n'aura plus droit de vote à partir du moment où l'assemblée plénière estime que ses pouvoirs ne sont pas en règle et tant que la situation ne sera pas régularisée.

6. En règle générale, les pays Membres doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Néanmoins, si pour des raisons exceptionnelles, un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut accréditer la délégation d'un autre Membre de l'Union et donner à cette dernière le pouvoir d'agir et signer en son nom.

7. Une délégation dûment accréditée peut donner mandat à une autre délégation dûment accréditée d'exercer son droit de vote au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. Dans ce cas, elle doit en informer le président de la conférence.

8. Dans tous les cas prévus aux paragraphes 6 et 7, une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration.

Chapitre 6

Procédure pour la convocation de conférences administratives extraordinaires à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

1. Les Membres de l'Union désirant qu'une conférence administrative extraordinaire soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposée pour la convocation.

Kapitel 5

Vollmachten für die Konferenzen

1. (1) Die von einem Ordentlichen Vereinsmitglied zur Teilnahme an einer Konferenz entsandte Delegation muß ordnungsmäßig beglaubigt sein, um ihr Stimmrecht auszuüben, und mit den nötigen Vollmachten für die Unterzeichnung der abschließenden Dokumente versehen sein.

(2) Die von einem Außerordentlichen Mitglied entsandte Delegation muß ordnungsmäßig beglaubigt sein, um an den Arbeiten nach Artikel 1 Abs. 6 des Vertrags teilzunehmen.

2. Für die Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten gilt folgendes:

(1) a) Die Vollmachten der Delegationen werden durch Urkunden nachgewiesen, die vom Staatsoberhaupt oder vom Regierungschef oder vom Minister für auswärtige Angelegenheiten unterzeichnet sind;

b) die Delegationen können jedoch vorläufig bevollmächtigt werden durch den Leiter der diplomatischen Vertretung bei der Regierung des Landes, in dem die Konferenz abgehalten wird.

(2) Zur Unterzeichnung der abschließenden Dokumente der Konferenz müssen die Delegationen Vollmachten besitzen, die von den im Absatz (1) a) genannten Staatsorganen unterzeichnet sind.

3. Für die Verwaltungskonferenzen gilt folgendes:

(1) Die Bestimmungen des Absatzes 2 werden angewendet;

(2) eine Delegation kann außerdem durch den Minister, der für die auf der Konferenz behandelten Fragen zuständig ist, zur Vertretung ermächtigt und mit von ihm unterzeichneten Vollmachten versehen werden.

4. Ein besonderer Ausschuß prüft die Vollmachten jeder Delegation; er faßt seine Beschlüsse in der von der Vollversammlung festgesetzten Frist.

5. (1) Die Delegation eines Ordentlichen Vereinsmitglieds übt ihr Stimmrecht von dem Augenblick an aus, in dem sie an den Arbeiten der Konferenz teilzunehmen beginnt.

(2) Jedoch hat eine Delegation kein Stimmrecht mehr von dem Augenblick an, in dem die Vollversammlung der Ansicht ist, daß die Vollmachten dieser Delegation nicht in Ordnung sind, und zwar solange die Angelegenheit nicht geregelt ist.

6. Im allgemeinen sollen sich die Mitgliedsländer bemühen, ihre eigenen Delegationen zu den Vereinskonferenzen zu entsenden. Wenn jedoch ein Ordentliches Mitglied aus außergewöhnlichen Gründen keine eigene Delegation entsenden kann, darf es die Delegation eines anderen Ordentlichen Vereinsmitglieds beglaubigen und dieser die Vollmacht erteilen, in seinem Namen zu handeln und zu unterzeichnen.

7. Eine ordnungsmäßig beglaubigte Delegation kann eine andere ordnungsmäßig beglaubigte Delegation bevollmächtigen, ihr Stimmrecht während einer oder mehrerer Sitzungen auszuüben, an denen teilzunehmen ihr nicht möglich ist. In diesem Fall muß sie den Präsidenten der Konferenz hierüber unterrichten.

8. In allen in den Absätzen 6 und 7 angegebenen Fällen darf eine Delegation nicht mehr als ein übertragenes Stimmrecht ausüben.

Kapitel 6

Verfahren für die Einberufung von außerordentlichen Verwaltungskonferenzen auf Antrag Ordentlicher Vereinsmitglieder oder auf Vorschlag des Verwaltungsrats

1. Die Ordentlichen Mitglieder des Vereins, welche die Einberufung einer außerordentlichen Verwaltungskonferenz wünschen, unterrichten hierüber den Generalsekretär, wobei sie die Tagesordnung sowie den Ort und den Zeitpunkt angeben, die für den Zusammentritt vorgeschlagen werden.

2. Le secrétaire général, au reçu de vingt requêtes concordantes, transmet la communication par télégramme à tous les Membres et Membres associés en priant les Membres de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

3. Si la majorité des Membres se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire acceptent à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres et Membres associés de l'Union par télégramme-circulaire.

4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

(2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

(3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions du chapitre 4 sont applicables.

6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres et Membres associés de l'Union, en invitant les Membres à se prononcer de façon définitive sur le ou les points controversés.

(2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres.

7. La procédure indiquée ci-dessus est applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative extraordinaire est présentée par le Conseil d'administration.

Chapitre 7

Procédure pour la convocation de conférences administratives spéciales à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

1. Les dispositions du chapitre 6 sont intégralement applicables aux conférences spéciales mondiales.

2. Dans le cas des conférences spéciales régionales, la procédure prévue au chapitre 6 s'applique aux seuls Membres de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres de cette région.

Chapitre 8

Dispositions communes à toutes les conférences. Changement de date et de lieu d'une conférence

1. Les dispositions des chapitres 6 et 7 s'appliquent par analogie lorsqu'l s'agit, à la demande de Membres de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu ou l'un des deux seulement de la réunion d'une conférence. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés s'est prononcée en leur faveur.

2. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au chapitre 6, paragraphe 2, les conséquences financières probables résultant du

2. Wenn der Generalsekretär zwanzig übereinstimmende Anträge erhalten hat, gibt er davon telegraphisch allen Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern Kenntnis, wobei er die Ordentlichen Mitglieder bittet, ihm binnen sechs Wochen anzugeben, ob sie den Vorschlag annehmen oder nicht.

3. Wenn die Mehrheit der Ordentlichen Mitglieder dem gesamten Vorschlag zustimmt, d. h. zugleich die Tagesordnung, den Zeitpunkt und den Tagungsort, wie vorgeschlagen, annimmt, teilt der Generalsekretär dies allen Ordentlichen und Außerordentlichen Vereinsmitgliedern durch Rundtelegramm mit.

4. (1) Wenn nach dem angenommenen Vorschlag die Tagung an einem anderen Ort als dem des Vereinssitzes abgehalten werden soll, befragt der Generalsekretär die Regierung des betreffenden Landes, ob sie bereit ist, einladende Regierung zu werden.

(2) Bejahendenfalls trifft der Generalsekretär im Einvernehmen mit dieser Regierung die für die Tagung der Konferenz erforderlichen Maßnahmen.

(3) Verneinendenfalls ersucht der Generalsekretär die Mitglieder, die die Einberufung der Konferenz gefordert haben, neue Vorschläge wegen des Tagungsortes zu machen.

5. Wenn der angenommene Vorschlag die Tagung am Orte des Vereinssitzes vorsieht, werden die Bestimmungen des Kapitels 4 angewendet.

6. (1) Wird der Vorschlag nicht in seiner Gesamtheit (Tagesordnung, Ort und Zeitpunkt) von der Mehrheit der Ordentlichen Mitglieder angenommen, übermittelt der Generalsekretär die erhaltenen Antworten den Ordentlichen und Außerordentlichen Vereinsmitgliedern, wobei er die Ordentlichen Mitglieder auffordert, sich in endgültiger Weise über den oder die strittigen Punkte zu äußern.

(2) Diese Punkte werden als angenommen angesehen, wenn ihnen die Mehrheit der Ordentlichen Mitglieder zugestimmt hat.

7. Das vorstehend angegebene Verfahren wird angewendet, wenn der Vorschlag für die Einberufung einer außerordentlichen Verwaltungskonferenz vom Verwaltungsrat ausgeht.

Kapitel 7

Verfahren für die Einberufung von besonderen Verwaltungskonferenzen auf Antrag Ordentlicher Vereinsmitglieder oder auf Vorschlag des Verwaltungsrats

1. Die Bestimmungen des Kapitels 6 werden ausnahmslos auf die besonderen Weltkonferenzen angewendet.

2. Bei besonderen regionalen Konferenzen gilt das im Kapitel 6 vorgesehene Verfahren nur für die Mitglieder des betreffenden Gebiets. Wenn das Verlangen nach einer Einberufung von Mitgliedern des Gebiets ausgeht, genügt es, wenn der Generalsekretär übereinstimmende Anträge von einem Viertel der Ordentlichen Mitglieder dieses Gebiets erhält.

Kapitel 8

Gemeinsame Bestimmungen für alle Konferenzen; Änderung des Zeitpunkts und des Orts einer Konferenz

1. Die Bestimmungen der Kapitel 6 und 7 gelten sinngemäß, wenn es sich auf Antrag Ordentlicher Vereinsmitglieder oder auf Vorschlag des Verwaltungsrats darum handelt, Zeitpunkt und Ort einer Konferenz oder einen von beiden zu ändern. Jedoch dürfen solche Änderungen nur vorgenommen werden, wenn sich die Mehrheit der beteiligten Ordentlichen Mitglieder hierfür ausspricht.

2. Gegebenenfalls gibt der Generalsekretär in der im Kapitel 6 Abs. 2 vorgesehenen Mitteilung die voraussichtlichen finanziellen Folgen bekannt, die aus der Ände-

changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque les dépenses ont été faites pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

Chapitre 9

Règlement intérieur des conférences

Article 1

Inauguration de la conférence

La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant. S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le président du Conseil d'administration ou, à défaut de celui-ci, par le secrétaire général.

Article 2

Ordre des places

Aux séances de l'assemblée plénière, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

Article 3

Election du président et des vice-présidents. Constitution du secrétariat

A la première séance de l'assemblée plénière, il est procédé:

a) à l'élection du président et des vice-présidents de la conférence;

b) à la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel de l'administration du gouvernement invitant.

Article 4

Prérogatives du président de la conférence

1. Outre l'exercise de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées par le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance de l'assemblée plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances de l'assemblée plénière. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une assemblée ou d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

Article 5

Institution des commissions

L'assemblée plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également, si cela est nécessaire, constituer des groupes de travail.

rung des Orts oder des Zeitpunkts entstehen, z. B. wenn im anfänglich vorgesehenen Ort Ausgaben für die Vorbereitung der Tagung der Konferenz gemacht worden sind.

Kapitel 9

Geschäftsordnung der Konferenzen

Artikel 1

Eröffnung der Konferenz

Die Konferenz wird durch eine von der einladenden Regierung benannte Persönlichkeit eröffnet. Gibt es keine einladende Regierung, so wird die Konferenz durch den Präsidenten des Verwaltungsrats oder, wenn er nicht anwesend ist, durch den Generalsekretär eröffnet.

Artikel 2

Sitzordnung

In den Sitzungen der Vollversammlung sind die Delegationen nach der alphabetischen Folge der französischen Namen der vertretenen Länder geordnet.

Artikel 3

Wahl des Präsidenten und der Vizepräsidenten; Bildung der Geschäftsstelle

In der ersten Sitzung der Vollversammlung

a) werden der Präsident und die Vizepräsidenten der Konferenz gewählt;

b) wird die Geschäftsstelle der Konferenz gebildet, die sich aus Personal des Vereinssekretariats und gegebenenfalls aus Personal der Verwaltung der einladenden Regierung zusammensetzt.

Artikel 4

Befugnisse des Präsidenten der Konferenz

1. Abgesehen von der Ausübung aller anderen Befugnisse, die ihm diese Geschäftsordnung erteilt, eröffnet und schließt der Präsident jede Sitzung der Vollversammlung, leitet die Beratungen, überwacht die Beachtung der Geschäftsordnung, erteilt das Wort, stellt die Fragen zur Abstimmung und verkündet die angenommenen Beschlüsse.

2. Er führt die Oberaufsicht über die Arbeiten der Konferenz und wacht über die Aufrechterhaltung der Ordnung in den Sitzungen der Vollversammlung. Er entscheidet über Anträge und Fragen zur Geschäftsordnung und ist insbesondere berechtigt, die Vertagung oder den Schluß der Beratungen und die Beendigung oder Unterbrechung einer Sitzung vorzuschlagen. Er kann auch entscheiden, daß der Zusammentritt einer Versammlung oder einer Vollsitzung verschoben wird, wenn er es für nötig hält.

3. Er schützt das Recht aller Delegationen, frei und vollständig ihre Meinung über den Beratungsgegenstand darzulegen.

4. Er überwacht, daß die Beratungen auf den Beratungsgegenstand beschränkt bleiben, und er darf jeden Redner, der von der behandelten Frage abweicht, unterbrechen, um ihn zu ermahnen, sich an diese Frage zu halten.

Artikel 5

Einsetzung von Ausschüssen

Die Vollversammlung kann zur Prüfung der Fragen, die der Konferenz zur Beratung eingereicht werden, Ausschüsse bilden. Diese Ausschüsse können Unterausschüsse und die Ausschüsse und Unterausschüsse im Bedarfsfall Arbeitsgruppen bilden.

Article 6

Composition des commissions

1. Conférences de plénipotentiaires

Les commissions sont composées des délégués des Membres et Membres associés et des observateurs prévus au chapitre 1, paragraphe 8, du Règlement général, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par l'assemblée plénière.

2. Conférences administratives

Les commissions sont composées des délégués des Membres et Membres associés, des observateurs et des représentants prévus au chapitre 2, paragraphe 3, du Règlement général qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par l'assemblée plénière.

Article 7

Présidents, vice-présidents et rapporteurs des commissions

1. Le président de la conférence soumet à l'approbation de l'assemblée plénière le choix du président et du ou des vice-présidents de chaque commission.

2. Le président de chaque commission propose à sa commission la nomination des rapporteurs et le choix des présidents, vice-présidents et rapporteurs des sous-commissions qu'elle institue.

Article 8

Convocation aux séances

Les séances de l'assemblée plénière, des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au siège de la conférence.

Article 9

Propositions soumises avant l'ouverture de la conférence

Les propositions soumises avant l'ouverture de la conférence sont réparties par l'assemblée plenière entre les commissions compétentes, constituées conformément aux dispositions de l'article 5 du présent règlement. Toutefois, l'assemblée plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

Article 10

Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence seront remis au président de la conférence ou au président de la commission compétente selon le cas, ou bien au secrétariat de la conférence en vue de la publication et de la distribution comme document de conférence.

2. Aucune proposition ou amendement ne peut être présenté s'il n'est signé ou approuvé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

3. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

4. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente, décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement doit être présenté aux délégations par écrit ou verbalement.

(2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée plénière doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

Artikel 6

Zusammensetzung der Ausschüsse

1. Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten

Die Ausschüsse setzen sich zusammen aus den Delegierten der Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder und den im Kapitel 1 Abs. 8 der Allgemeinen Geschäftsordnung aufgeführten Beobachtern, die darum ersucht haben oder die von der Vollversammlung benannt worden sind.

2. Verwaltungskonferenzen

Die Ausschüsse setzen sich zusammen aus den Delegierten der Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder, den im Kapitel 2 Abs. 3 der Allgemeinen Geschäftsordnung aufgeführten Beobachtern und Vertretern, die darum ersucht haben oder von der Vollversammlung benannt worden sind.

Artikel 7

Präsidenten, Vizepräsidenten und Berichter der Ausschüsse

1. Der Präsident der Konferenz läßt die Wahl des Präsidenten und des oder der Vizepräsidenten jedes Ausschusses durch die Vollversammlung bestätigen.

2. Der Präsident jedes Ausschusses macht seinem Ausschuß Vorschläge für die Ernennung der Berichter und die Wahl des Präsidenten, der Vizepräsidenten und Berichter der von dem Ausschuß gebildeten Unterausschüsse.

Artikel 8

Einberufung der Sitzungen

Die Sitzungen der Vollversammlung, der Ausschüsse, Unterausschüsse und Arbeitsgruppen werden rechtzeitig vorher am Sitz der Konferenz angekündigt.

Artikel 9

Vor Eröffnung der Konferenz eingereichte Vorschläge

Die vor Eröffnung der Konferenz eingereichten Vorschläge werden von der Vollversammlung auf die zuständigen Ausschüsse verteilt, die nach den Bestimmungen des Artikels 5 dieser Geschäftsordnung gebildet sind. Die Vollversammlung kann indessen jeden beliebigen Vorschlag unmittelbar behandeln.

Artikel 10

Während der Konferenz eingereichte Vorschläge oder Änderungsanträge

1. Die nach Eröffnung der Konferenz eingereichten Vorschläge oder Änderungsanträge werden dem Präsidenten der Konferenz oder dem Präsidenten des jeweils zuständigen Ausschusses oder auch der Geschäftsstelle der Konferenz zur Veröffentlichung und Verteilung als Konferenzdokument übergeben.

2. Es darf kein Vorschlag oder Änderungsantrag eingereicht werden, der nicht von dem Führer der betreffenden Delegation oder seinem Vertreter unterzeichnet oder genehmigt ist.

3. Jeder Vorschlag oder Änderungsantrag muß in klaren und genauen Ausdrücken den zu prüfenden Text enthalten.

4. (1) Der Präsident der Konferenz oder der Präsident des zuständigen Ausschusses entscheidet in jedem Fall, ob ein Vorschlag oder ein Änderungsantrag den Delegationen schriftlich oder mündlich bekanntgegeben werden soll.

(2) Im allgemeinen soll der Wortlaut jedes wichtigen Vorschlags, über den in der Vollversammlung abgestimmt werden soll, in den Arbeitssprachen der Konferenz so rechtzeitig verteilt werden, daß seine Prüfung vor der Beratung möglich ist.

(3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou les amendements visés au paragraphe 1 du présent article, doit les aiguiller selon le cas, vers les commissions compétentes ou l'assemblée plénière.

5. Toute personne autorisée peut lire ou demander qu'il soit donné lecture en séance plénière de toute proposition ou amendement présenté par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

Article 11

Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis au vote.

Article 12

Propositions ou amendements omis ou différés

Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté doit veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

Article 13

Conduite des débats en assemblée plénière

1. Quorum

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance d'assemblée plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

2. Ordre de discussion

(1) Les personnes désirant prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

(2) Toute personne ayant la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

3. Motions d'ordre et points d'ordre

(1) Au cours des débats, une délégation peut présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre au moment qu'elle juge opportun, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision du président conformément au présent règlement. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si elle n'est pas annulée par la majorité des délégations présentes et votant.

(2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

4. Ordre de priorité des motions et points d'ordre

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question au paragraphe 3 du présent article est le suivant:

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement;

(3) Im übrigen muß der Präsident der Konferenz die im Absatz 1 dieses Artikels bezeichneten Vorschläge oder Änderungsanträge, die er erhält, je nach Lage des Falles den zuständigen Ausschüssen oder der Vollversammlung zuleiten.

5. Jede berechtigte Person kann jeden von ihr im Laufe der Konferenz eingereichten Vorschlag oder Änderungsantrag in der Vollsitzung vorlesen oder verlangen, daß er vorgelesen wird, und kann ihn begründen.

Artikel 11

Voraussetzungen für die Prüfung eines Vorschlags oder Änderungsantrags und für die Abstimmung hierüber

1. Es darf kein vor Eröffnung der Konferenz oder von einer Delegation während der Konferenz eingereichter Vorschlag oder Änderungsantrag beraten werden, wenn er bei seiner Prüfung nicht von mindestens einer anderen Delegation unterstützt wird.

2. Jeder ordnungsmäßig unterstützte Vorschlag oder Änderungsantrag muß nach der Beratung zur Abstimmung gestellt werden.

Artikel 12

Übergangene oder zurückgestellte Vorschläge oder Änderungsanträge

Wenn ein Vorschlag oder Änderungsantrag übergangen oder seine Prüfung zurückgestellt worden ist, muß die Delegation, in deren Namen er eingebracht wurde, darüber wachen, daß dieser Vorschlag oder Änderungsantrag später nicht in Vergessenheit gerät.

Artikel 13

Durchführung der Beratungen in der Vollversammlung

1. Beschlußfähigkeit

Damit im Verlauf einer Sitzung der Vollversammlung eine gültige Abstimmung stattfinden kann, muß mehr als die Hälfte der für die Konferenz beglaubigten und stimmberechtigten Delegationen in der Sitzung anwesend oder vertreten sein.

2. Sprechordnung

(1) Die Personen, die das Wort zu ergreifen wünschen, können dies nur nach Zustimmung des Präsidenten tun. Im allgemeinen beginnen sie, indem sie angeben, in welcher Eigenschaft sie sprechen.

(2) Jeder, der das Wort hat, muß langsam und deutlich sprechen, die Wörter gut voneinander trennen und die nötigen Pausen einlegen, damit alle seinen Gedanken richtig erfassen können.

3. Anträge und Fragen zur Geschäftsordnung

(1) Im Verlauf der Beratungen kann eine Delegation, sobald sie es für angebracht hält, irgendeinen Antrag oder irgendeine Frage zur Geschäftsordnung stellen, über die der Präsident sogleich nach dieser Geschäftsordnung entscheiden muß. Jede Delegation kann Verwahrung gegen die Entscheidung des Präsidenten einlegen; jedoch bleibt seine Entscheidung in vollem Umfang gültig, wenn sie nicht von der Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Delegationen aufgehoben wird.

(2) Die Delegation, die einen Antrag zur Geschäftsordnung stellt, darf bei ihren Ausführungen die zur Beratung stehende Angelegenheit sachlich nicht behandeln.

4. Rangfolge der Anträge und Fragen zur Geschäftsordnung

Für die Anträge und Fragen zur Geschäftsordnung, von denen im Absatz 3 dieses Artikels die Rede ist, gilt folgende Rangfolge:

a) Jede Geschäftsordnungsfrage über die Anwendung dieser Geschäftsordnung;

b) suspension de la séance;
c) levée de la séance;
d) ajournement du débat sur la question en discussion;
e) clôture du débat sur la question en discussion;
f) toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

5. Motion de suspension ou de levée de la séance

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la clôture et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

6. Motion d'ajournement du débat

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion est suivie d'un débat, seuls trois orateurs, outre l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, l'un en faveur de la motion et deux contre.

7. Motion de clôture du débat

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos, après épuisement de la liste des orateurs inscrits à ce moment-là. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

8. Limitation des interventions

(1) L'assemblée plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

(2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

(3) Quand un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

9. Clôture de la liste des orateurs

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits; il y ajoute le nom des délégations qui en manifestent le désir et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à tout discours prononcé, même après la clôture de la liste.

(2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

10. Questions de compétence

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

11. Retrait et nouvelle présentation d'une motion

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise soit par la délégation auteur de l'amendement soit par toute autre délégation.

b) Unterbrechung der Sitzung;
c) Aufhebung der Sitzung;
d) Vertagung der Beratung über die behandelte Angelegenheit;
e) Beendigung der Beratung über die behandelte Angelegenheit;
f) alle anderen Anträge oder Fragen zur Geschäftsordnung, die gestellt werden könnten, wobei die Rangfolge innerhalb dieser Gruppe vom Präsidenten festgesetzt wird.

5. Antrag auf Unterbrechung oder Aufhebung der Sitzung

Während der Beratung einer Angelegenheit kann eine Delegation vorschlagen, die Sitzung zu unterbrechen oder aufzuheben, wobei sie ihren Vorschlag begründet. Wenn dieser Vorschlag unterstützt wird, erhalten zwei Redner, die sich gegen die Aufhebung aussprechen, nur hierzu das Wort. Hiernach wird über den Antrag abgestimmt.

6. Antrag auf Vertagung der Beratung

Während der Beratung einer Angelegenheit kann eine Delegation die Vertagung der Beratung für einen bestimmten Zeitraum vorschlagen. Falls einem solchen Antrag eine Aussprache folgt, dürfen sich an dieser außer dem Antragsteller nur drei Redner beteiligen, von denen einer für und die beiden anderen gegen den Antrag sind.

7. Antrag auf Schluß der Beratung

Eine Delegation kann jederzeit vorschlagen, daß die Beratung über die behandelte Frage beendet wird, sobald die Liste der bis zu dieser Zeit eingetragenen Redner erschöpft ist. In diesem Fall wird das Wort nur zwei Rednern erteilt, die gegen die Beendigung sind. Hiernach wird über den Antrag abgestimmt.

8. Beschränkung der Ausführungen

(1) Die Vollversammlung kann gegebenenfalls die Redezeit und die Anzahl der Wortmeldungen je Delegation für einen bestimmten Gegenstand beschränken.

(2) In Verfahrensfragen beschränkt jedoch der Präsident die Dauer jeder Redezeit auf höchstens fünf Minuten.

(3) Überschreitet ein Redner die ihm gewährte Sprechzeit, so setzt der Präsident die Versammlung hiervon in Kenntnis und bittet den Redner, seine Ausführungen in Kürze zu beenden.

9. Schließung der Rednerliste

(1) Im Verlauf einer Beratung kann der Präsident die in der Liste eingetragenen Redner verlesen lassen; er fügt ihr die Namen der Delegationen hinzu, die darum bitten, und kann hierauf mit Zustimmung der Versammlung die Liste für geschlossen erklären. Der Präsident darf jedoch, wenn er es für angebracht hält, ausnahmsweise zulassen, daß auf jede Rede, die gehalten wird, auch noch nach Schließung der Liste geantwortet wird.

(2) Wenn die Rednerliste erschöpft ist, erklärt der Präsident die Beratung für geschlossen.

10. Zuständigkeitsfragen

Möglicherweise auftretende Zuständigkeitsfragen müssen vor der Abstimmung über die behandelte Frage selbst geregelt werden.

11. Zurückziehung und neue Einreichung eines Antrags

Ein Antrag kann, bevor er zur Abstimmung gestellt wird, von dem Antragsteller zurückgezogen werden. Jeder so zurückgezogene, geänderte oder nicht geänderte Antrag kann von der Delegation, von der der Änderungsantrag ausging, oder von jeder anderen Delegation von neuem vorgelegt oder wiederaufgenommen werden.

Article 14

Droit de vote

1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer aux travaux de la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 1 de la Convention.

2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées au chapitre 5 du Règlement général.

Article 15

Vote

1. Définition de la majorité

(1) La majorité est constituée par la moitié plus une des délégations présentes et votant.

(2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

(3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

(4) Aux fins du présent règlement, est considerée comme «délégation présente et votant» toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

(5) Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes, en vue de la détermination du quorum, ni comme s'étant abstenues, pour l'application des dispositions du paragraphe 3 du présent article.

2. Majorité spéciale

En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité nécessaire est fixée par l'article 1 de la Convention.

3. Plus de cinquante pour cent d'abstentions

Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

4. Procédure de vote

(1) Sauf dans le cas prévu au paragraphe 5 ci-après, les procédures de vote sont les suivantes:

a) à main levée, en règle générale,

b) par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si une délégation le demande.

(2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

5. Vote au scrutin secret

Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.

6. Interdiction d'interrompre le vote

Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d'ordre relatif à la manière dont s'effectue le scrutin.

Artikel 14

Stimmrecht

1. Die Delegation eines Ordentlichen Vereinsmitglieds, die von diesem für die Teilnahme an den Konferenzarbeiten ordnungsmäßig bevollmächtigt ist, hat nach Artikel 1 des Vertrags in allen Sitzungen der Konferenz Anrecht auf eine Stimme.

2. Die Delegation eines Ordentlichen Vereinsmitglieds übt ihr Stimmrecht unter den im Kapitel 5 der Allgemeinen Geschäftsordnung angegebenen Bedingungen aus.

Artikel 15

Abstimmung

1. Begriffsbestimmung für „Mehrheit"

(1) Die Mehrheit wird gebildet aus der Hälfte der anwesenden und abstimmenden Delegationen, zuzüglich einer dieser Delegationen.

(2) Die Stimmenthaltungen werden bei der Berechnung der für die Mehrheit erforderlichen Stimmen nicht berücksichtigt.

(3) Bei Stimmengleichheit gilt der Vorschlag oder der Änderungsantrag als abgelehnt.

(4) Im Sinne dieser Geschäftsordnung gilt als „anwesende und abstimmende Delegation" jede Delegation, die sich für oder gegen einen Vorschlag ausspricht.

(5) Die anwesenden Delegationen, die sich nicht an einer bestimmten Abstimmung beteiligen oder die ausdrücklich erklären, daß sie nicht daran teilnehmen wollen, gelten bei Feststellung der Beschlußfähigkeit nicht als abwesend und im Sinne des Absatzes 3 dieses Artikels nicht als Delegationen, die sich der Stimme enthalten.

2. Besondere Mehrheit

Die bei Aufnahme von Vereinsmitgliedern erforderliche Mehrheit ist durch Artikel 1 des Vertrags festgesetzt.

3. Mehr als fünfzig vom Hundert Stimmenthaltungen

Wenn die Anzahl der Stimmenthaltungen die Hälfte der Anzahl der erklärten Stimmen (für, gegen, Enthaltung) übersteigt, wird die Prüfung der behandelten Angelegenheit auf eine spätere Sitzung verschoben, in der Stimmenthaltungen nicht mehr berücksichtigt werden.

4. Verfahren bei der Abstimmung

(1) Außer in dem im nachstehenden Absatz 5 vorgesehenen Fall wird abgestimmt

a) im allgemeinen durch Handerheben;

b) durch Namensaufruf, wenn sich keine eindeutige Mehrheit nach dem Verfahren unter a) ergibt oder wenn eine Delegation es verlangt.

(2) Bei Abstimmung durch Namensaufruf werden die Namen in alphabetischer Folge der französischen Namen der Mitgliedsländer, die vertreten sind, aufgerufen.

5. Geheime Abstimmung

Die geheime Abstimmung wird angewandt, wenn mindestens fünf der anwesenden, stimmberechtigten Delegationen es fordern. In diesem Fall trifft die Geschäftsstelle sogleich die nötigen Maßnahmen, um das Abstimmungsgeheimnis zu wahren.

6. Verbot der Abstimmungsunterbrechung

Keine Delegation darf eine bereits begonnene Abstimmung unterbrechen, es sei denn, daß es sich um eine Frage zur Geschäftsordnung über die Art der Abstimmung handelt.

7. Explications de vote

Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.

8. Vote d'une proposition par parties

(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

(2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

9. Ordre de vote des propositions relatives à une même question

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

(2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

10. Amendements

(1) Est considéré comme amendement toute proposition de modification comportant uniquement une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la revision d'une partie de cette proposition.

(2) Tout amendement à une proposition accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

(3) Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle se révèle incompatible avec la proposition initiale.

11. Vote sur les amendements

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, il est voté en premier lieu sur cet amendement.

(2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, il est voté en premier lieu sur celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original, il est ensuite voté sur celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

(3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

(4) Si aucun amendement n'est adopté, le vote a lieu sur la proposition initiale.

Article 16

Commissions et sous-commissions. Conduite des débats et procédure de vote

1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles dévolues par l'article 4 au président de la conférence.

2. Les dispositions prévues à l'article 13 pour la conduite des débats en assemblée plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

7. Erklärungen zur Abstimmung

Der Präsident erteilt den Delegationen das Wort, die nachträglich ihre Haltung bei der Abstimmung zu begründen wünschen.

8. Abstimmung über die einzelnen Teile eines Vorschlags

(1) Ein Vorschlag wird unterteilt und es wird über jeden einzelnen Teil abgestimmt, wenn sein Verfasser es verlangt oder die Versammlung es für zweckmäßig hält. Über die Teile des Vorschlags, die angenommen worden sind, wird alsdann insgesamt abgestimmt.

(2) Wenn alle Teile eines Vorschlags abgelehnt werden, gilt der Vorschlag selbst als abgelehnt.

9. Regelung der Abstimmung bei Vorschlägen, die dieselbe Angelegenheit betreffen

(1) Behandeln mehrere Vorschläge dieselbe Angelegenheit, so wird über die einzelnen Vorschläge in der Reihenfolge abgestimmt, in der sie eingebracht worden sind, sofern hierüber die Versammlung nicht anders beschließt.

(2) Nach jeder Abstimmung entscheidet die Versammlung darüber, ob über den nächsten Vorschlag abgestimmt werden soll oder nicht.

10. Änderungsanträge

(1) Als Änderungsantrag wird jeder Änderungsvorschlag angesehen, der nur eine Streichung, einen Zusatz zu einem Teil des ursprünglichen Vorschlags oder die Änderung eines Teils dieses Vorschlags vorsieht.

(2) Nimmt eine Delegation einen Änderungsantrag zu ihrem Vorschlag an, so wird die Änderung sogleich in den ursprünglichen Wortlaut des Vorschlags aufgenommen.

(3) Ein Änderungsvorschlag wird nicht als Änderungsantrag angesehen, wenn die Versammlung der Ansicht ist, daß er mit dem ursprünglichen Vorschlag offensichtlich unvereinbar ist.

11. Abstimmung über die Änderungsanträge

(1) Wird zu einem Vorschlag ein Änderungsantrag eingebracht, so wird zunächst über diesen Änderungsantrag abgestimmt.

(2) Werden zu einem Vorschlag mehrere Änderungsanträge eingebracht, so wird zunächst über denjenigen Antrag abgestimmt, der am weitesten von dem ursprünglichen Wortlaut abweicht. Hiernach wird unter den verbleibenden Anträgen über denjenigen abgestimmt, der dann noch am weitesten von dem ursprünglichen Wortlaut abweicht, und so fort, bis alle Änderungsanträge geprüft worden sind.

(3) Wenn ein oder mehrere Änderungsanträge angenommen worden sind, wird über den entsprechend geänderten Vorschlag selbst abgestimmt.

(4) Ist kein Änderungsantrag angenommen worden, so wird über den ursprünglichen Vorschlag abgestimmt.

Artikel 16

Ausschüsse und Unterausschüsse; Durchführung der Beratungen und Verfahren bei der Abstimmung

1. Die Befugnisse der Präsidenten der Ausschüsse und Unterausschüsse entsprechen denen, die nach Artikel 4 dem Präsidenten der Konferenz zustehen.

2. Die im Artikel 13 für die Durchführung der Beratungen in einer Vollversammlung vorgesehenen Bestimmungen gelten für die Beratungen in den Ausschüssen oder Unterausschüssen, abgesehen von den Bestimmungen über die Beschlußfähigkeit.

3. Les dispositions prévues à l'article 15 sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions sauf dans le cas du paragraphe 2.

Article 17

Réserves

1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision des Règlements, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

Article 18

Procès-verbaux des assemblées plénières

1. Les procès-verbaux des assemblées plénières sont établis par le secrétariat de la conférence qui s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examinés.

2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations intéressées peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

(2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso, de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit, en règle générale, l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence, dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée par l'alinéa 3 (2) ci-dessus, en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

Article 19

Comptes rendus et rapports des commissions et sous-commissions

1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés, séance par séance, dans des comptes rendus où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

(2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue à l'article 18, alinéa 3 (2).

(3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.

2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent, sous une forme concise, les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

3. Die Bestimmungen des Artikels 15 gelten für die Abstimmungen in den Ausschüssen oder Unterausschüssen, ausgenommen den Fall nach Absatz 2.

Artikel 17

Vorbehalte

1. Grundsätzlich sollten alle Delegationen, die ihren Standpunkt den übrigen Delegationen nicht annehmbar machen können, sich möglichst bemühen, sich der Ansicht der Mehrheit anzuschließen.

2. Wenn jedoch eine Delegation glaubt, daß irgendein Beschluß ihre Regierung daran hindern könnte, den Vertrag zu ratifizieren oder der Änderung der Vollzugsordnungen zuzustimmen, kann sie vorläufige oder endgültige Vorbehalte wegen dieses Beschlusses machen.

Artikel 18

Protokolle der Vollversammlungen

1. Die Protokolle der Vollversammlungen werden von der Geschäftsstelle der Konferenz angefertigt. Die Geschäftsstelle bemüht sich, die Protokolle möglichst früh vor dem Zeitpunkt, an dem sie geprüft werden sollen, an die Delegationen zu verteilen.

2. Sobald die Protokolle verteilt worden sind, können die Delegationen Berichtigungen, die sie für gerechtfertigt halten, der Geschäftsstelle der Konferenz, und zwar möglichst schnell, schriftlich mitteilen; das hindert sie nicht, Änderungen in der Sitzung, in der die Protokolle gebilligt werden, mündlich darzulegen.

3. (1) Im allgemeinen enthalten die Protokolle nur die Vorschläge und die Beschlüsse mit ihrer Begründung in einer möglichst kurzen Fassung.

(2) Indessen kann jede Delegation verlangen, daß jede von ihr im Verlauf der Beratungen abgegebene Erklärung dem Inhalt nach oder im Wortlaut aufgenommen wird. In einem solchen Fall muß sie dies im allgemeinen zu Beginn ihrer Ausführungen ankündigen, um die Aufgabe der Berichter zu erleichtern. Sie muß ferner der Geschäftsstelle der Konferenz den Wortlaut innerhalb zweier Stunden nach Schluß der Sitzung liefern.

4. Von dem im vorstehenden Absatz 3 (2) gewährten Recht, die Erklärungen in die Protokolle aufnehmen zu lassen, soll auf alle Fälle nur sparsam Gebrauch gemacht werden.

Artikel 19

Berichte der Ausschüsse und Unterausschüsse

1. (1) Die Beratungen der Ausschüsse und Unterausschüsse werden sitzungsweise in Berichte zusammengefaßt, welche die wichtigsten Punkte der Erörterungen, die verschiedenen bemerkenswerten Auffassungen sowie die Vorschläge und Beschlüsse, die sich aus all diesem ergeben, klar zum Ausdruck bringen.

(2) Indessen hat jede Delegation ebenfalls das Recht, die im Artikel 18 Abs. 3 (2) vorgesehene Möglichkeit auszunutzen.

(3) Von der Möglichkeit, auf die sich der vorstehende Absatz bezieht, soll nur sparsam Gebrauch gemacht werden.

2. Die Ausschüsse und Unterausschüsse können die Einzelberichte fertigen, die sie für erforderlich halten, und gegebenenfalls am Ende ihrer Arbeiten einen Schlußbericht vorlegen, in dem sie in gedrängter Form die Vorschläge und die Beschlüsse wiederholen, die sich aus den ihnen übertragenen Untersuchungen ergeben haben.

Article 20

Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance d'assemblée plénière, ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans le cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

(2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

2. (1) Le procès-verbal de la dernière assemblée plénière est examiné et approuvé par le président de cette assemblée.

(2) Le compte rendu de la dernière séance des commissions ou sous-commissions est examiné et approuvé par le président de ces commissions ou sous-commissions.

Article 21

Commission de rédaction

1. Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals de la conférence établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions, en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens, et de les assembler avec les textes anciens non amendés.

2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à l'assemblée plénière de la conférence qui les approuve ou les renvoie pour nouvel examen, à la commission compétente.

Article 22

Numérotage

1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés, jusqu'à première lecture en assemblée plénière. Les textes ajoutés prennent provisoirement des numéros bis, ter, etc... et les numéros des textes supprimés ne sont pas utilisés.

2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

Article 23

Approbation définitive

Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par l'assemblée plénière.

Article 24

Signature

Les textes définitivement approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pleins pouvoirs définis au chapitre 5 du Règlement général en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

Artikel 20

Annahme der Protokolle und Berichte

1. (1) Zu Beginn jeder Sitzung der Vollversammlung oder eines Ausschusses oder Unterausschusses fragt im allgemeinen der Präsident, ob die Delegationen zu dem Protokoll oder dem Bericht über die vorhergegangene Sitzung Bemerkungen zu machen haben. Die Protokolle oder Berichte gelten als angenommen, wenn die Geschäftsstelle keine Berichtigung erhalten hat und wenn sich kein mündlicher Widerspruch erhebt. Andernfalls wird das Protokoll oder der Bericht in der erforderlichen Weise berichtigt.

(2) Jeder Einzel- oder Schlußbericht muß von dem betreffenden Ausschuß oder Unterausschuß angenommen werden.

2. (1) Das Protokoll über die Schlußsitzung der Vollversammlung wird vom Präsidenten dieser Versammlung geprüft und genehmigt.

(2) Der Bericht über die Schlußsitzung der Ausschüsse oder Unterausschüsse wird von dem Präsidenten dieser Ausschüsse oder Unterausschüsse geprüft und genehmigt.

Artikel 21

Redaktionsausschuß

1. Der Text des Vertrags, der Geschäfts- und Vollzugsordnungen und der übrigen abschließenden Dokumente der Konferenz, den die verschiedenen Ausschüsse unter Berücksichtigung der vorgebrachten Empfehlungen möglichst in endgültiger Form abfassen, wird dem Redaktionsausschuß überwiesen. Dieser hat die Form zu verbessern, ohne den Sinn zu ändern, und den neuen Wortlaut in die alten, nicht geänderten Textstellen einzufügen.

2. Der Redaktionsausschuß legt diesen Text der Vollversammlung der Konferenz vor, die ihn genehmigt oder ihn zur erneuten Prüfung an den zuständigen Ausschuß zurückverweist.

Artikel 22

Numerierung

1. Die Nummern der Kapitel, Artikel und Absätze des Textes, der der Änderung unterliegt, werden bis zur ersten Lesung durch die Vollversammlung beibehalten. Die hinzugefügten Texte erhalten vorläufig Nummern mit dem Zusatz „bis", „ter" usw.; die Nummern der gestrichenen Texte werden nicht verwendet.

2. Die endgültige Numerierung der Kapitel, Artikel und Absätze ist nach ihrer Annahme in der ersten Lesung Sache des Redaktionsausschusses.

Artikel 23

Endgültige Annahme

Die Texte des Vertrags, der Geschäfts- oder Vollzugsordnungen und der übrigen abschließenden Dokumente der Konferenz gilt erst dann als endgültig, wenn er in zweiter Lesung von der Vollversammlung angenommen worden ist.

Artikel 24

Unterzeichnung

Der von der Konferenz endgültig angenommene Text wird den Delegierten, die mit Vollmachten nach Kapitel 5 der Allgemeinen Geschäftsordnung ausgestattet sind, zur Unterschrift vorgelegt, und zwar in alphabetischer Folge der Namen der vertretenen Länder in französischer Sprache.

Article 25

Communiqués de presse

Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents.

Article 26

Franchise

Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union et le personnel du Secrétariat de l'Union détachés à la conférence ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et avec les exploitations privées reconnues intéressées.

2e PARTIE

Comités consultatifs internationaux

Chapitre 10

Dispositions générales

1. Les dispositions de la deuxième partie du Règlement général complètent l'article 7 de la Convention où sont définies les attributions et la structure des comités consultatifs internationaux.

2. Les comités consultatifs doivent également observer dans la mesure où il leur est applicable, le règlement intérieur des conférences contenu dans la première partie du Règlement général.

Chapitre 11

Conditions de participation

1. (1) Les membres de chaque comité consultatif international sont:

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union;

b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue et sous réserve de l'application de la procédure ci-dessous, demande à participer aux travaux de ce comité.

(2) La première demande de participation aux travaux d'un comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général qui la porte à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et du directeur de ce comité consultatif. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre ou Membre associé qui l'a reconnue.

2. (1) Les organisations internationales qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union internationale des télécommunications et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des comités consultatifs.

(2) La première demande de participation aux travaux d'un comité consultatif émanant d'une organisation internationale est adressée au secrétaire général qui la porte par la voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et invite les Membres à se prononcer sur l'acceptation de cette demande; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le

Artikel 25

Pressemitteilungen

Amtliche Mitteilungen über die Arbeiten der Konferenz dürfen nur mit Ermächtigung des Präsidenten der Konferenz oder eines der Vizepräsidenten an die Presse gegeben werden.

Artikel 26

Gebührenfreiheit

Für die Dauer der Konferenz genießen die Mitglieder der Delegationen, die Mitglieder des Verwaltungsrats, die hohen Beamten der ständigen Vereinsorgane und das zur Konferenz abgeordnete Personal des Vereinssekretariats Gebührenfreiheit für Postsendungen, Telegramme und Ferngespräche in dem Umfang, über den sich die Regierung des Landes, in dem die Konferenz abgehalten wird, mit den übrigen Regierungen und den beteiligten anerkannten privaten Betriebsgesellschaften hat verständigen können.

2. TEIL

Internationale Beratende Ausschüsse

Kapitel 10

Allgemeine Bestimmungen

1. Die Bestimmungen des 2. Teils der Allgemeinen Geschäftsordnung ergänzen den Artikel 7 des Vertrags, der die Aufgaben und den Aufbau der Internationalen Beratenden Ausschüsse festlegt.

2. Die Beratenden Ausschüsse sind gleichfalls verpflichtet, die im 1. Teil der Allgemeinen Geschäftsordnung enthaltene Geschäftsordnung für Konferenzen zu befolgen, soweit sie diese Geschäftsordnung anwenden können.

Kapitel 11

Teilnahmebedingungen

1. (1) Mitglieder jedes Internationalen Beratenden Ausschusses sind

a) von Rechts wegen: die Verwaltungen aller Ordentlichen und Außerordentlichen Vereinsmitglieder;

b) jede anerkannte private Betriebsgesellschaft, die mit Zustimmung des Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglieds, das sie anerkannt hat, unter Anwendung des nachstehenden Verfahrens beantragt, an den Arbeiten dieses Ausschusses teilzunehmen.

(2) Der erste Antrag einer anerkannten privaten Betriebsgesellschaft auf Teilnahme an den Arbeiten eines Beratenden Ausschusses wird an den Generalsekretär gerichtet, der ihn allen Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern und dem Direktor dieses Beratenden Ausschusses bekanntgibt. Der von einer anerkannten privaten Betriebsgesellschaft ausgehende Antrag muß von dem Ordentlichen oder Außerordentlichen Mitglied, das sie anerkannt hat, gebilligt sein.

2. (1) Die internationalen Organisationen, die ihre Arbeiten mit denen des Internationalen Fernmeldevereins abstimmen und auf Nachbargebieten tätig sind, können zur Teilnahme an den Arbeiten der Beratenden Ausschüsse in beratender Eigenschaft zugelassen werden.

(2) Der erste Antrag einer internationalen Organisation auf Teilnahme an den Arbeiten eines Beratenden Ausschusses wird an den Generalsekretär gerichtet, der ihn allen Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern telegraphisch bekanntgibt und die Ordentlichen Mitglieder auffordert, sich über die Annahme dieses Antrags zu äußern. Der Antrag ist angenommen, wenn die Mehrheit der innerhalb eines Monats eingegangenen

secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et du directeur du comité consultatif intéressé.

(3) Les conditions dans lesquelles toute administration, exploitation privée reconnue ou organisation internationale peut cesser de participer aux travaux d'un comité consultatif sont stipulées au chapitre 20, paragraphe 5, du présent Règlement.

3. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunication, ou à l'étude ou à la fabrication de matériels destinés aux services de télécommunication peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

(2) La première demande d'admission aux séances des commissions d'études d'un comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel, est adressée au directeur de ce comité consultatif. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé.

Chapitre 12

Rôle de l'assemblée plénière

L'assemblée plénière,

a) examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports;

b) arrête la liste des questions nouvelles à mettre à l'étude, conformément aux dispositions de l'article 7, paragraphe 2, de la Convention et, si besoin est, établit un programme d'études;

c) selon les nécessités, maintient les commissions d'études existantes et en crée de nouvelles;

d) attribue aux commissions d'études les questions à étudier;

e) examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière;

f) approuve un rapport sur les besoins financiers du comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière, rapport qui sera soumis par le directeur au Conseil d'administration;

g) examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 7 de la Convention et de la deuxième partie du Règlement général.

Chapitre 13

Réunions de l'assemblée plénière

1. L'assemblée plénière se réunit normalement tous les trois ans.

2. La date d'une réunion de l'assemblée plénière peut être modifiée avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui avaient participé à l'assemblée plénière précédente ou qui, n'ayant pas participé à cette assemblée, ont néanmoins fait savoir au secrétaire général leur intention de prendre une part active aux travaux du comité.

3. (1) Autant que possible l'assemblée plénière se réunit au siège de l'Union.

(2) Toutefois chaque réunion de l'assemblée plénière peut fixer un autre endroit pour la réunion suivante. Cet endroit peut être changé ultérieurement en appliquant la procédure mentionnée au paragraphe 2.

4. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque

Antworten der Ordentlichen Mitglieder zustimmt. Der Generalsekretär gibt das Ergebnis dieser Befragung allen Ordentlichen und Außerordentlichen Mitgliedern und dem Direktor des betreffenden Beratenden Ausschusses bekannt.

(3) Die Bedingungen, unter denen jede Verwaltung, jede anerkannte private Betriebsgesellschaft oder jede internationale Organisation die Teilnahme an den Arbeiten eines Beratenden Ausschusses beenden kann, sind im Kapitel 20 Abs. 5 dieser Geschäftsordnung enthalten.

3. (1) Die wissenschaftlichen oder industriellen Körperschaften, die sich mit dem Studium von Fernmeldefragen oder mit der Entwicklung oder Herstellung der für den Fernmeldedienst bestimmten Geräte befassen, können zu den Tagungen der Studienkommissionen der Beratenden Ausschüsse in beratender Eigenschaft zugelassen werden, wenn die Verwaltungen der beteiligten Länder hierzu ihr Einverständnis gegeben haben.

(2) Der erste Antrag einer wissenschaftlichen oder industriellen Körperschaft auf Zulassung zu den Sitzungen der Studienkommissionen eines Beratenden Ausschusses wird an den Direktor dieses Beratenden Ausschusses gerichtet. Der Antrag muß von der Verwaltung des betreffenden Landes gebilligt sein.

Kapitel 12

Aufgaben der Vollversammlung

Die Vollversammlung

a) prüft die Berichte der Studienkommissionen und genehmigt, ändert oder verwirft die in diesen Berichten enthaltenen Entwürfe zu Empfehlungen;

b) stellt das Verzeichnis über die neuen Fragen, die nach Artikel 7 Abs. 2 des Vertrags zu untersuchen sind, und bei Bedarf ein Studienprogramm auf;

c) behält je nach den Erfordernissen die bestehenden Studienkommissionen bei und bildet neue;

d) weist den Studienkommissionen die zu untersuchenden Fragen zu;

e) prüft und genehmigt den Bericht des Direktors über die Arbeiten des Ausschusses seit der letzten Tagung der Vollversammlung;

f) genehmigt einen Bericht über die finanziellen Bedürfnisse des Ausschusses bis zur nächsten Vollversammlung; der Direktor legt diesen Bericht dem Verwaltungsrat vor;

g) prüft die übrigen Fragen, die im Rahmen der Bestimmungen des Artikels 7 des Vertrags und des 2. Teils der Allgemeinen Geschäftsordnung für erforderlich gehalten werden.

Kapitel 13

Tagungen der Vollversammlung

1. Die Vollversammlung tritt für gewöhnlich alle drei Jahre zusammen.

2. Der Zeitpunkt für eine Tagung der Vollversammlung kann mit Zustimmung der Mehrheit derjenigen Ordentlichen Vereinsmitglieder geändert werden, die an der vorhergehenden Vollversammlung teilgenommen haben oder die, falls sie nicht daran teilgenommen haben, den Generalsekretär über ihre Absicht, sich an den Arbeiten des Ausschusses zu beteiligen, unterrichtet haben.

3. (1) Die Vollversammlung tritt möglichst am Sitz des Vereins zusammen.

(2) Indessen kann jede Tagung der Vollversammlung einen anderen Ort für die nächste Tagung festsetzen. Dieser Ort kann nachträglich geändert werden, wobei das im Absatz 2 angegebene Verfahren angewendet wird.

4. Auf jeder Vollversammlung eines Beratenden Ausschusses ist der Delegationsführer des Landes, in dem die Tagung abgehalten wird, Präsident der Vollversammlung.

cette réunion se tient au siége de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.

5. Le secrétariat de l'assemblée plénière d'un comité consultatif est assuré par le secrétariat spécialisé de ce comité, avec, si cela est nécessaire, le concours de l'administration du gouvernement invitant et du personnel du Secrétariat général.

Wird diese Tagung am Sitz des Vereins abgehalten, so wählt die Vollversammlung den Präsidenten selbst. Der Präsident wird von Vizepräsidenten unterstützt, die von der Vollversammlung gewählt werden.

5. Die Geschäftsstelle der Vollversammlung eines Beratenden Ausschusses wird vom Fachsekretariat dieses Ausschusses gestellt, erforderlichenfalls unter Mithilfe der Verwaltung der einladenden Regierung und des Personals des Generalsekretariats.

Chapitre 14

Langues et mode de votation des assemblées plénières

1. Les langues utilisées au cours des assemblées plénières et dans les documents officiels des comités consultatifs sont celles prévues à l'article 14 de la Convention.

2. Les pays qui sont autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des comités consultatifs sont ceux qui sont visés dans l'article 1, alinéa 3 (2) et dans l'article 15, paragraphe 2, de la Convention. Toutefois, lorsqu'un pays n'est pas représenté par une administration, les représentants de ses exploitations privées reconnues ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix.

Kapitel 14

Sprachen und Verfahren bei der Abstimmung in den Vollversammlungen

1. Die Sprachen, die in den Vollversammlungen und in den amtlichen Dokumenten der Beratenden Ausschüsse verwendet werden, sind im Artikel 14 des Vertrags aufgeführt.

2. Die Länder, die berechtigt sind, in den Sitzungen der Vollversammlungen der Beratenden Ausschüsse abzustimmen, sind im Artikel 1 Abs. 3 (2) und Artikel 15 Abs. 2 des Vertrags bezeichnet. Wird jedoch ein Land nicht durch eine Verwaltung vertreten, so haben die Vertreter seiner anerkannten privaten Betriebsgesellschaften, unabhängig von ihrer Anzahl, insgesamt Anspruch auf eine Stimme.

Chapitre 15

Constitution des commissions d'études

1. L'assemblée plénière constitue les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues et les organisations internationales admises conformément aux dispositions du chapitre 11, paragraphe 2, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, donnent leur nom à la réunion de l'assemblée plénière, soit ultérieurement, au directeur du comité consultatif intéressé.

2. En outre, et sous réserve des dispositions du chapitre 11, paragraphe 3, du présent Règlement, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.

3. L'assemblée plénière nomme le rapporteur principal qui doit présider chacune de ces commissions d'études et un vice-rapporteur principal. Si dans l'intervalle de deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, le vice-rapporteur principal prend sa place, et la commission d'études élit parmi ses membres un nouveau vice-rapporteur principal.

Kapitel 15

Bildung der Studienkommissionen

1. Die Vollversammlung bildet die erforderlichen Studienkommissionen zur Behandlung der Fragen, die sie zur Untersuchung gestellt hat. Die Verwaltungen, die anerkannten privaten Betriebsgesellschaften und die nach Kapitel 11 Abs. 2 zugelassenen internationalen Organisationen, die an den Arbeiten der Studienkommissionen teilzunehmen wünschen, teilen dies auf der Tagung der Vollversammlung oder später dem Direktor des betreffenden Beratenden Ausschusses mit.

2. Ferner können — vorbehaltlich der Bestimmungen des Kapitels 11 Abs. 3 dieser Geschäftsordnung — die Sachverständigen der wissenschaftlichen oder industriellen Körperschaften zur Teilnahme an jeder Tagung irgendeiner Studienkommission in beratender Eigenschaft zugelassen werden.

3. Die Vollversammlung ernennt für jede Studienkommission den Hauptberichter, der den Vorsitz führen soll, und einen stellvertretenden Hauptberichter. Kann ein Hauptberichter zwischen zwei Tagungen der Vollversammlung seine Tätigkeit nicht ausüben, so tritt an seine Stelle der stellvertretende Hauptberichter, und die Studienkommission wählt unter ihren Mitgliedern einen neuen stellvertretenden Hauptberichter.

Chapitre 16

Traitement des affaires des commissions d'études

1. Les questions confiées aux commissions d'études sont normalement traitées par correspondance.

2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.

(2) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une réunion de sa commission d'études non prévue par l'assemblée plénière est nécessaire pour discuter verbalement des questions qui n'ont pu être traitées par correspondance, alors le rapporteur principal peut, avec l'autorisation de son administration et aprés consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.

Kapitel 16

Arbeitsverfahren der Studienkommissionen

1. Die den Studienkommissionen zugewiesenen Fragen werden gewöhnlich im Schriftwechsel bearbeitet.

2. (1) Die Vollversammlung kann jedoch Richtlinien aufstellen für Tagungen, die zur Behandlung wichtiger Fragengruppen durch die Studienkommissionen notwendig erscheinen.

(2) Wenn ein Hauptberichter nach der Vollversammlung glaubt, daß eine Tagung seiner Studienkommission, die von der Vollversammlung nicht vorgesehen worden ist, nötig ist, um mündlich über Fragen zu beraten, die schriftlich nicht geklärt werden konnten, kann er mit Ermächtigung seiner Verwaltung und nach Befragung des zuständigen Direktors und der Mitglieder seiner Kommission eine Tagung an einem geeigneten Ort vorschlagen, wobei er berücksichtigt, daß die Kosten so weit wie möglich herabgesetzt werden müssen.

3. Toutefois, pour éviter des voyages inutiles et des absences prolongées, le directeur d'un comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux, présidents des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu, pendant la même période.

4. Le directeur envoi les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du comité consultatif et, éventuellement, aux organisations internationales qui auront participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils leur parviennent au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière; les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

3. Um jedoch unnütze Reisen und längere Abwesenheit zu vermeiden, stellt der Direktor eines Beratenden Ausschusses im Einvernehmen mit den Hauptberichtern als den Präsidenten der verschiedenen beteiligten Studienkommissionen einen allgemeinen Plan für die Tagungen derjenigen Studienkommissionen auf, die zur gleichen Zeit und am gleichen Ort tagen.

4. Der Direktor übersendet die Schlußberichte der Studienkommissionen an die teilnehmenden Verwaltungen und an die anerkannten privaten Betriebsgesellschaften des Beratenden Ausschusses und gegebenenfalls an die internationalen Organisationen, die teilgenommen haben. Diese Berichte werden so bald wie möglich, auf jeden Fall aber so rechtzeitig versandt, daß sie den Empfängern mindestens einen Monat vor Beginn der nächsten Vollversammlung zugehen. Die Fragen, die nicht in einem der unter den vorstehenden Bedingungen übersandten Bericht behandelt sind, können nicht in die Tagesordnung der Vollversammlung aufgenommen werden.

Chapitre 17

Fonctions du directeur. Secrétariat spécialisé

1. (1) Le directeur d'un comité consultatif coordonne les travaux du comité consultatif, y compris ceux de son assemblée plénière et de ses commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du comité consultatif.

(2) Il a la garde des archives du comité.

(3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du comité.

(4) Le directeur du Comité consultatif international des radiocommunications est également assisté d'un vice-directeur, conformément à l'article 7 de la Convention.

2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêté par le secrétaire général, en accord avec le directeur.

3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.

4. Le vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études lorsque des questions à l'ordre du jour intéressent son activité.

5. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du comité consultatif, depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.

6. Le directeur soumet à l'approbation de l'assemblée plénière un rapport sur les besoins financiers du comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière; ce rapport, après approbation par l'assemblée plénière, est transmis au secrétaire général à toutes fins utiles.

Kapitel 17

Aufgaben des Direktors; Fachsekretariat

1. (1) Der Direktor eines Beratenden Ausschusses stimmt die Arbeiten des Beratenden Ausschusses, und zwar auch die seiner Vollversammlung und seiner Studienkommissionen, aufeinander ab; er ist für die Organisation der Arbeiten des Beratenden Ausschusses verantwortlich.

(2) Ihm untersteht das Archiv des Ausschusses.

(3) Der Direktor wird von einem aus Fachpersonal gebildeten Sekretariat unterstützt, das unter seiner unmittelbaren Leitung die organisatorischen Arbeiten des Ausschusses erledigt.

(4) Der Direktor des Internationalen Beratenden Ausschusses für den Funkdienst wird außerdem nach Artikel 7 des Vertrags von einem stellvertretenden Direktor unterstützt.

2. Der Direktor wählt das technische Personal und das Verwaltungspersonal dieses Sekretariats im Rahmen des von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten oder von dem Verwaltungsrat genehmigten Haushalts aus. Dieses technische Personal und dieses Verwaltungspersonal werden im Einvernehmen mit dem Direktor durch den Generalsekretär ernannt.

3. Der Direktor nimmt von Rechts wegen in beratender Eigenschaft an den Verhandlungen der Vollversammlung und der Studienkommissionen teil. Er trifft alle Maßnahmen für die Vorbereitung der Tagungen der Vollversammlung und der Studienkommissionen.

4. Der stellvertretende Direktor des Internationalen Beratenden Ausschusses für den Funkdienst nimmt von Rechts wegen in beratender Eigenschaft an den Verhandlungen der Vollversammlung und der Studienkommissionen teil, wenn Fragen der Tagesordnung seine Aufgaben berühren.

5. Der Direktor gibt in einem der Vollversammlung vorgelegten Bericht Rechenschaft über die Tätigkeit des Beratenden Ausschusses seit der letzten Tagung der Vollversammlung. Dieser Bericht wird nach Genehmigung dem Generalsekretär übersandt, der ihn an den Verwaltungsrat weitergibt.

6. Der Direktor unterbreitet der Vollversammlung zur Genehmigung einen Bericht über die bis zur nächsten Vollversammlung auftretenden finanziellen Bedürfnisse des Beratenden Ausschusses. Dieser Bericht wird nach Genehmigung durch die Vollversammlung dem Generalsekretär zur weiteren Veranlassung übersandt.

Chapitre 18

Préparation des propositions pour les conférences administratives

Un an avant la conférence administrative compétente, des représentants des commissions d'études intéressées de chaque comité consultatif entrent en correspondance

Kapitel 18

Vorbereitung der Vorschläge für die Verwaltungskonferenzen

Ein Jahr vor Einberufung der zuständigen Verwaltungskonferenz treten die Vertreter der beteiligten Studienkommissionen jedes Beratenden Ausschusses miteinander

ou se réunissent avec des représentants du Secrétariat général pour extraire des avis émis par ce comité depuis la conférence administrative précédente, les propositions de modifications au règlement y relatif.

Chapitre 19

Relations des comités consultatifs entre eux et avec d'autres organisations internationales

1. (1) Les assemblées plénières des comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.

(2) Les directeurs des comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études de comités consultatifs différents, en vue d'étudier et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chaque comité consultatif intéressé.

2. L'assemblée plénière ou le directeur d'un comité consultatif peut désigner un représentant de ce comité pour assister, à titre consultatif, aux réunions des autres comités consultatifs ou aux réunions d'autres organisations internationales auxquelles ce comité consultatif a été invité.

3. Le secrétaire général de l'Union ou l'un des deux secrétaires généraux adjoints, les représentants du Comité international d'enregistrement des fréquences, les directeurs des autres comités consultatifs ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un comité consultatif.

Chapitre 20

Finances des comités consultatifs

1. Les traitements des directeurs des comités consultatifs, y compris le traitement du vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications, et les dépenses ordinaires des secrétariats spécialisés sont inclus dans les dépenses ordinaires de l'Union, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Convention.

2. La totalité des dépenses extraordinaires de chaque comité consultatif, qui doit comprendre les dépenses extraordinaires des directeurs, du vice-directeur du Comité consultatif international des radiocommunications ainsi que celles de la totalité du secrétariat employé à une réunion quelconque des commissions d'études, ou d'une assemblée plénière, et le coût de tous les documents de travail des commissions d'études et de l'assemblée plénière, est supportée, conformément à l'article 13, paragraphes 3 et 6, de la Convention par:

a) les administrations qui ont notifié au secrétaire général leur désir de participer activement aux travaux d'un comité consultatif, même si elles n'ont pas assisté à la réunion de l'assemblée plénière;

b) les administrations qui, n'ayant pas notifié au secrétaire général leur désir de participer aux travaux d'un comité consultatif, ont néanmoins participé à la réunion de l'assemblée plénière ou d'une commission d'études;

c) les exploitations privées reconnues qui, conformément au chapitre 11, alinéa 1 (2), ont demandé à participer aux travaux d'un comité consultatif, même si elles n'ont pas assisté à la réunion de l'assemblée plénière;

in Briefwechsel oder versammeln sich mit Vertretern des Generalsekretariats, um aus den von diesem Ausschuß seit der letzten Verwaltungskonferenz herausgegebenen Empfehlungen die Vorschläge für die Änderung der betreffenden Vollzugsordnung zu entnehmen.

Kapitel 19

Beziehungen der Beratenden Ausschüsse untereinander und zu anderen internationalen Organisationen

1. (1) Die Vollversammlungen der Beratenden Ausschüsse können gemischte Ausschüsse bilden, die über Fragen von gemeinsamer Bedeutung Untersuchungen durchführen und Empfehlungen herausgeben sollen.

(2) Die Direktoren der Beratenden Ausschüsse können zusammen mit den Hauptberichtern gemischte Tagungen der Studienkommissionen verschiedener Beratender Ausschüsse veranstalten, damit Entwürfe für Empfehlungen über Fragen von gemeinsamer Bedeutung geprüft und vorbereitet werden können. Diese Entwürfe für Empfehlungen werden der nächsten Tagung der Vollversammlung eines jeden beteiligten Beratenden Ausschusses unterbreitet.

2. Die Vollversammlung oder der Direktor eines Beratenden Ausschusses kann einen Vertreter dieses Ausschusses bestimmen, der in beratender Eigenschaft an den Tagungen der anderen Beratenden Ausschüsse oder an den Tagungen anderer internationaler Organisationen teilnimmt, zu denen dieser Beratende Ausschuß eingeladen worden ist.

3. Der Generalsekretär des Vereins oder einer der beiden stellvertretenden Generalsekretäre, die Vertreter des Internationalen Ausschusses zur Frequenzregistrierung und die Direktoren der anderen Beratenden Ausschüsse oder ihre Vertreter können in beratender Eigenschaft an den Tagungen eines Beratenden Ausschusses teilnehmen.

Kapitel 20

Finanzen der Beratenden Ausschüsse

1. Die Gehälter der Direktoren der Beratenden Ausschüsse, einschließlich des Gehalts des stellvertretenden Direktors des Internationalen Beratenden Ausschusses für den Funkdienst, und die ordentlichen Ausgaben der Fachsekretariate sind nach den Bestimmungen des Artikels 13 des Vertrags in den ordentlichen Ausgaben des Vereins enthalten.

2. Die Gesamtheit der außerordentlichen Ausgaben jedes Beratenden Ausschusses, in der enthalten sein müssen die außerordentlichen Ausgaben der Direktoren, des stellvertretenden Direktors des Internationalen Beratenden Ausschusses für den Funkdienst sowie die Gesamtausgaben für das auf den Tagungen der Studienkommissionen oder einer Vollversammlung eingesetzte Sekretariat und die Kosten für alle Arbeitsdokumente der Studienkommissionen und der Vollversammlung, wird nach Artikel 13 Abs. 3 und 6 des Vertrags getragen von

a) den Verwaltungen, die dem Generalsekretär mitgeteilt haben, daß sie sich an den Arbeiten eines Beratenden Ausschusses zu beteiligen wünschen, selbst wenn sie auf der Tagung der Vollversammlung nicht vertreten waren;

b) den Verwaltungen, die zwar dem Generalsekretär nicht mitgeteilt haben, daß sie sich an den Arbeiten eines Beratenden Ausschusses zu beteiligen wünschen, jedoch an der Tagung der Vollversammlung oder einer Studienkommission teilgenommen haben;

c) den anerkannten privaten Betriebsgesellschaften, die nach Kapitel 11 Abs. 1 (2) beantragt haben, an den Arbeiten eines Beratenden Ausschusses teilzunehmen, selbst wenn sie auf der Tagung der Vollversammlung nicht vertreten waren;

d) les organisations internationales qui, conformément au chapitre 11, alinéa 2 (2), ont été admises à participer aux travaux du comité consultatif et qui n ont pas été exonérées de toute contribution aux dépenses, en vertu de l'article 13, alinéa 3 (5), de la Convention;

e) les organismes scientifiques ou industriels qui ont, conformément au chapitre 11, paragraphe 3, participé aux travaux des commissions d'études d'un comité consultatif.

3. Les exploitations privées reconnues, les organisations internationales et les organismes scientifiques ou industriels mentionnés aux alinéas 2c), 2d) et 2e) ci-dessus, indiquent la classe parmi celles qui sont mentionnées à l'article 13, paragraphe 4, de la Convention, dans laquelle ils désirent être placés en vue de leur contribution aux dépenses extraordinaires du comité consultatif.

4. Les dépenses des commissions d'études sont incorporées aux dépenses extraordinaires de la réunion suivante de l'assemblée plénière. Toutefois, dans le cas où des réunions des commissions d'études ont lieu plus d'une année avant la date de la prochaine réunion de l'assemblée plénière, le secrétaire général soumet aux administrations, exploitations, organisations et organismes intéressés, des comptes provisoires des dépenses extraordinaires encourues.

5. Les administrations, exploitations privées reconnues, organisations internationales et organismes scientifiques ou industriels visés au paragraphe 2 doivent contribuer aux dépenses extraordinaires à partir de la date de clôture de la réunion précédente de l'assemblée plénière. Cette obligation demeure valable jusqu'à dénonciation. La notification de dénonciation prend effet à dater de la clôture de la réunion de l'assemblée plénière qui suit la date de réception de cette notification, mais n'entraîne pas la perte du droit de recevoir les documents concernant cette réunion de l'assemblée plénière.

6. Chaque administration, exploitation privée reconnue, organisation internationale ou organisme scientifique ou industriel supporte la charge des dépenses personnelles de ses représentants.

7. Néanmoins, les dépenses personnelles du représentant d'un comité consultatif, occasionnées par sa participation aux réunions visées au chapitre 19, paragraphe 2, sont supportées par le comité qu'il représente.

d) den internationalen Organisationen, die nach Kapitel 11 Abs. 2 (2) zur Teilnahme an den Arbeiten des Beratenden Ausschusses zugelassen worden sind, soweit sie nicht von jeglichem Beitrag zu den Kosten auf Grund des Artikels 13 Abs. 3 (5) des Vertrags befreit worden sind;

e) den wissenschaftlichen oder industriellen Körperschaften, die nach Kapitel 11 Abs. 3 an den Arbeiten der Studienkommissionen eines Beratenden Ausschusses teilgenommen haben.

3. Die in den vorstehenden Absätzen 2c), 2d) und 2e) erwähnten anerkannten privaten Betriebsgesellschaften, internationalen Organisationen und wissenschaftlichen oder industriellen Körperschaften bezeichnen diejenige der im Artikel 13 Abs. 4 des Vertrags aufgeführten Klassen, in die sie für ihren Beitrag zu den außerordentlichen Ausgaben des Beratenden Ausschusses eingestuft werden wollen.

4. Die Ausgaben der Studienkommissionen werden mit den außerordentlichen Ausgaben der nächsten Tagung der Vollversammlung zusammengefaßt. Wenn jedoch Tagungen der Studienkommissionen mehr als ein Jahr vor der nächsten Tagung der Vollversammlung stattfinden, übersendet der Generalsekretär den in Betracht kommenden Verwaltungen, Betriebsgesellschaften, Organisationen und Körperschaften vorläufige Rechnungen über die entstandenen außerordentlichen Ausgaben.

5. Die im Absatz 2 bezeichneten Verwaltungen, anerkannten privaten Betriebsgesellschaften, internationalen Organisationen und wissenschaftlichen oder industriellen Körperschaften müssen zu den außerordentlichen Ausgaben von dem Tage der Beendigung der letzten Tagung der Vollversammlung an beitragen. Diese Verpflichtung bleibt bis zur Kündigung gültig. Die Kündigung wird wirksam vom Tage der Beendigung der Tagung der Vollversammlung an, die dem Tage des Eingangs dieser Kündigung folgt; sie hat aber nicht den Verlust des Rechts auf Lieferung der Dokumente zur Folge, die sich auf diese Tagung der Vollversammlung beziehen.

6. Jede Verwaltung, anerkannte private Betriebsgesellschaft, internationale Organisation oder wissenschaftliche oder industrielle Körperschaft trägt die Kosten für die persönlichen Ausgaben ihrer Vertreter.

7. Die persönlichen Ausgaben des Vertreters eines Beratenden Ausschusses, die infolge seiner Teilnahme an den im Kapitel 19 Abs. 2 bezeichneten Tagungen entstehen, werden jedoch von dem Ausschuß getragen, den er vertritt.

ANNEXE 6

(Voir article 26)

Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications

Préambule

En raison des dispositions de l'article 57 de la Charta des Nations Unies et de l'article 26 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947, les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications conviennent de ce qui suit:

Article I

Les Nations Unies reconnaissent l'Union internationale des télécommunications, appelée ci-après «l'Union» comme l'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures appropriées conformes à son Acte constitutif pour atteindre les buts qu'elle s'est fixés dans cet Acte.

Article II

Représentation réciproque

1. L'Organisation des Nations Unies sera invitée à envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de toutes les conférences plénipotentiaires et administratives de l'Union; elle sera également invitée, après s'être dûment concertée avec l'Union, à envoyer des représentants pour assister à des réunions de comités consultatifs internationaux ou à toutes autres réunions convoquées par l'Union, avec le droit de participer, sans vote, à la discussion de questions intéressant les Nations Unies.

2. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances de l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins de consultation sur les questions de télécommunications.

3. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances du Conseil économique et social des Nations Unies et du Conseil de tutelle, de leurs commissions et comités et à participer, sans droit de vote, à leurs délibérations quand il sera traité de points de l'ordre du jour auxquels l'Union serait intéressée.

4. L'Union sera invitée à envoyer des représentants pour assister aux séances des commissions principales de l'Assemblée générale au cours desquelles doivent être discutées des questions relevant de la compétence de l'Union, et à participer, sans droit de vote, à ces discussions.

5. Le Secrétariat des Nations Unies effectuera la distribution de tous exposés écrits présentés par l'Union aux Membres de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de ses commissions, et du Conseil de tutelle, selon le cas. De même, les exposés écrits présentés par les Nations Unies seront distribués par l'Union à ses Membres.

Article III

Inscription de questions à l'ordre du jour

Après les consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires, l'Union inscrira à l'ordre du jour des conférences plénipotentiaires ou administratives, ou des réunions d'autres organes de l'Union, les questions qui lui seront proposées par les Nations Unies. Le Conseil économique et social et ses commissions, ainsi que le Conseil de tutelle inscriront pareillement à leur ordre du jour les questions proposées par les conférences ou les autres organes de l'Union.

ANHANG 6

(Siehe Artikel 26)

Abkommen zwischen den Vereinten Nationen und dem Internationalen Fernmeldeverein

Präambel

Auf Grund der Bestimmungen des Artikels 57 der Charta der Vereinten Nationen und des Artikels 26 des im Jahre 1947 in Atlantic City abgeschlossenen Internationalen Fernmeldevertrags haben die Vereinten Nationen und der Internationale Fernmeldeverein folgendes vereinbart:

Artikel I

Die Vereinten Nationen erkennen den Internationalen Fernmeldeverein, im folgenden „Verein" genannt, als Sonderorganisation an, welche die Aufgabe hat, im Rahmen ihrer Satzungen alle geeigneten Maßnahmen zu ergreifen, um die darin festgelegten Ziele zu erreichen.

Artikel II

Gegenseitige Vertretung

1. Die Vereinten Nationen werden eingeladen, Vertreter ohne Stimmrecht zur Teilnahme an den Beratungen aller Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten und Verwaltungskonferenzen des Vereins zu entsenden. Sie werden auch nach entsprechender Vereinbarung mit dem Verein eingeladen, Vertreter zu entsenden, die den Tagungen der Internationalen Beratenden Ausschüsse oder allen anderen vom Verein einberufenen Tagungen beiwohnen und ohne Stimmrecht an der Erörterung der die Vereinten Nationen berührenden Fragen teilnehmen.

2. Der Verein wird eingeladen, Vertreter zu entsenden, die an den Sitzungen der Generalversammlung der Vereinten Nationen zur Beratung von Fragen des Fernmeldewesens teilnehmen.

3. Der Verein wird eingeladen, Vertreter zu entsenden, die an den Sitzungen des Wirtschafts- und Sozialrats der Vereinten Nationen und des Treuhänderrats sowie deren Ausschüssen und ohne Stimmrecht an ihren Beratungen teilnehmen, wenn Punkte der Tagesordnung behandelt werden, an denen der Verein interessiert sein könnte.

4. Der Verein wird eingeladen, Vertreter zu entsenden, die an den Sitzungen der Hauptausschüsse der Generalversammlung, in deren Verlauf in die Zuständigkeit des Vereins fallende Fragen erörtert werden sollen, und ohne Stimmrecht an diesen Erörterungen teilnehmen.

5. Das Sekretariat der Vereinten Nationen wird alle vom Verein vorgelegten schriftlichen Berichte je nach Lage des Falles an die Mitglieder der Generalversammlung, des Wirtschafts- und Sozialrats und seiner Ausschüsse und des Treuhänderrats verteilen. Ebenso verteilt der Verein die von den Vereinten Nationen übersandten schriftlichen Berichte an seine Mitglieder.

Artikel III

Aufnahme von Fragen in die Tagesordnung

Nach den etwa notwendigen Vorbesprechungen wird der Verein die Fragen, die ihm von den Vereinten Nationen vorgeschlagen werden, in die Tagesordnung der Konferenzen der Regierungsbevollmächtigten oder Verwaltungskonferenzen oder der Tagungen anderer Organe des Vereins aufnehmen. Der Wirtschafts- und Sozialrat und seine Ausschüsse sowie der Treuhänderrat werden die Fragen, die von den Konferenzen oder den anderen Organen des Vereins vorgeschlagen werden, gleichfalls in ihre Tagesordnung aufnehmen.

Article IV

Recommandations des Nations Unies

1. L'Union, tenant compte du fait que les Nations Unies sont tenues de favoriser la réalisation des objectifs prévus à l'article 55 de la Charte, et d'aider le Conseil économique et social à exercer la fonction et le pouvoir que lui confère l'article 62 de la Charte de faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économiques, sociaux, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, et d'adresser des recommandations sur toutes ces questions aux institutions spécialisées intéressées; tenant compte également du fait que les articles 58 et 63 de la Charte disposent que l'Organisation des Nations Unies doit faire des recommandations pour coordonner les activités de ces institutions spécialisées et les principes généraux dont elles s'inspirent, convient de prendre les mesures nécessaires pour soumettre le plus tôt possible, à son organe approprié, à toutes fins utiles, toutes recommandations officielles que l'Organisation des Nations Unies pourra lui adresser.

2. L'Union convient d'entrer en consultation avec l'Organisation des Nations Unies, à la demande de celle-ci au sujet de ces recommandations, et de faire connaître en temps voulu, à l'Organisation des Nations Unies, les mesures qu'auront prises l'Union ou ses Membres, pour donner effet à ces recommandations ou sur tout autre résultat de ces mesures.

3. L'Union coopérera à toute autre mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer la coordination pleinement effective des activités des institutions spécialisées et de celles des Nations Unies. Elle convient notamment de collaborer avec tout organe ou à tous organes que le Conseil économique et social pourrait établir pour faciliter cette coordination et de fournir tous renseignements qui pourraient être nécessaires pour atteindre ces fins.

Artikel IV

Empfehlungen der Vereinten Nationen

1. Da die Vereinten Nationen gehalten sind, die Durchführung der in Artikel 55 der Charta vorgesehenen Ziele zu unterstützen und den Wirtschafts- und Sozialrat bei der Ausübung seiner Tätigkeit und Wahrnehmung seiner Vollmachten, die ihm durch Artikel 62 der Charta auferlegt sind, zu helfen, nämlich Studien und Berichte über internationale Fragen auf wirtschaftlichem und sozialem Gebiet, auf den Gebieten der Kultur und der Erziehung, des öffentlichen Gesundheitswesens und anderer verwandter Gebiete zu machen oder anzuregen und Empfehlungen über alle diese Fragen an die interessierten Sonderorganisationen zu richten,

und da ferner nach den in den Artikeln 58 und 63 der Charta festgelegten Bestimmungen die Vereinten Nationen Empfehlungen machen sollen, damit die Tätigkeit dieser Sonderorganisationen mit den allgemeinen von ihnen verfolgten Grundsätzen abgestimmt wird,

verpflichtet sich der Verein, dafür zu sorgen, daß alle offiziellen Empfehlungen, die von den Vereinten Nationen etwa an ihn gerichtet werden, dem zuständigen Vereinsorgan so bald wie möglich zur entsprechenden Erledigung vorgelegt werden.

2. Der Verein wird mit den Vereinten Nationen auf deren Ersuchen über diese Empfehlungen in Beratungen eintreten und den Vereinten Nationen zu gegebener Zeit mitteilen, welche Maßnahmen der Verein oder seine Mitglieder getroffen haben, um diese Empfehlungen auszuführen, oder welches Ergebnis sonst erzielt wurde.

3. Der Verein wird bei jeder anderen Maßnahme mitwirken, die notwendig sein könnte, um eine völlige Übereinstimmung zwischen der Tätigkeit der Sonderorganisationen und der Tätigkeit der Vereinten Nationen zu gewährleisten. Er wird insbesondere mit den Organen einzeln oder in ihrer Gesamtheit zusammenarbeiten, die der Wirtschafts- und Sozialrat bilden könnte, um diese Zusammenarbeit zu fördern; er wird alle Auskünfte erteilen, die hierfür notwendig sein könnten.

Article V

Echange de renseignements et de documents

1. Sous réserve des mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents, les Nations Unies et l'Union procéderont à l'échange le plus complet et le plus rapide possible de renseignements et de documents, pour satisfaire aux besoins de chacune d'elles.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions du paragraphe précédent:

a) l'Union présentera aux Nations Unies un rapport annuel sur son activité;

b) l'Union donnera suite, dans toute la mesure du possible, à toute demande de rapports spéciaux, d'études ou de renseignements que les Nations Unies pourraient lui adresser;

c) le Secrétaire général des Nations Unies procédera à des échanges de vues avec l'autorité compétente de l'Union, à la demande de celle-ci, pour fournir à l'Union les renseignements qui présenteraient pour elle un intérêt particulier.

Artikel V

Austausch von Unterlagen und Dokumenten

1. Die Vereinten Nationen und der Verein werden einen vollständigen und möglichst schnellen Austausch von Unterlagen und Dokumenten vornehmen, der den beiderseitigen Bedürfnissen entspricht, vorbehaltlich von Maßnahmen, die zur Wahrung des vertraulichen Charakters gewisser Dokumente notwendig sein könnten.

2. Unbeschadet des allgemeinen Inhalts der Bestimmungen des vorstehenden Absatzes wird

a) der Verein den Vereinten Nationen einen Jahresbericht über seine Tätigkeit vorlegen;

b) der Verein im Rahmen des Möglichen jedem etwaigen Ersuchen der Vereinten Nationen um Sonderberichte, Studien oder Auskünfte Folge leisten;

c) der Generalsekretär der Vereinten Nationen auf Ersuchen des Vereins mit dessen zuständigem Organ einen Meinungsaustausch vornehmen, um dem Verein die Auskünfte zu erteilen, die für den Verein von besonderem Interesse sind.

Article VI

Assistance aux Nations Unies

L'Union convient de coopérer avec les Nations Unies, leurs organismes principaux et subsidiaires, et de leur fournir toute l'assistance qu'il lui sera possible, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Convention internationale des télécommunications, en tenant pleinement compte de la situation particulière de ceux des Membres de l'Union qui ne sont pas Membres des Nations Unies.

Artikel VI

Unterstützung der Vereinten Nationen

Der Verein wird mit den Vereinten Nationen sowie ihren Haupt- und Hilfsorganen zusammenarbeiten und ihnen gemäß der Charta der Vereinten Nationen und dem Internationalen Fernmeldevertrag jede mögliche Unterstützung zukommen lassen, wobei er der besonderen Lage jener Ordentlichen Vereinsmitglieder in vollem Umfang Rechnung trägt, die nicht Mitglieder der Vereinten Nationen sind.

Article VII

Relations avec la Cour internationale de Justice

1. L'Union convient de fournir à la Cour internationale de Justice tous renseignements que celle-ci peut lui demander en application de l'article 34 de son Statut.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies autorise l'Union à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur les questions juridiques qui se posent dans le domaine de sa compétence autres que les questions concernant les relations mutuelles de l'Union avec l'Organisation des Nations Unies ou les autres institutions spécialisées.

3. Une requête de ce genre peut être adressée à la Cour par la Conférence plénipotentiaire ou par le Conseil administratif agissant en vertu d'une autorisation de la Conférence plénipotentiaire.

4. Quand elle demande un avis consultatif à la Cour internationale de Justice, l'Union informe de cette requête le Conseil économique et social.

Artikel VII

Beziehungen zum Internationalen Gerichtshof

1. Der Verein wird dem Internationalen Gerichtshof alle Auskünfte erteilen, die dieser von ihm in Anwendung von Artikel 34 seiner Satzungen verlangen kann.

2. Die Generalversammlung der Vereinten Nationen ermächtigt den Verein, den Internationalen Gerichtshof um Gutachten über Rechtsfragen zu ersuchen, die sich im Rahmen der Zuständigkeit des Vereins ergeben, sofern sie nicht die Beziehungen zwischen dem Verein und den Vereinten Nationen oder den anderen Sonderorganisationen zum Gegenstand haben.

3. Ein solches Gesuch kann von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten oder dem von ihr ermächtigten Verwaltungsrat dem Gerichtshof vorgelegt werden.

4. Wenn der Verein den Internationalen Gerichtshof um ein Gutachten ersucht, wird der Wirtschafts- und Sozialrat über dieses Gesuch durch den Verein unterrichtet.

Article VIII

Dispositions concernant le personnel

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent d'établir pour le personnel, dans toute la mesure du possible, des normes, méthodes et dispositions communes destinées à éviter des contradictions graves dans les termes et conditions d'emploi, ainsi que la concurrence dans le recrutement du personnel et à faciliter les échanges de personnel qui paraîtraient souhaitables de part et d'autre pour utiliser au mieux les services de ce personnel.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de coopérer, dans toute la mesure du possible, en vue d'atteindre les fins ci-dessus.

Artikel VIII

Bestimmungen über das Personal

1. Die Vereinten Nationen und der Verein werden im Rahmen des Möglichen gemeinsame Regeln, Arbeitsweisen und Vorschriften für das Personal aufstellen, um schwerwiegende Widersprüche in den Bestimmungen und Arbeitsbedingungen sowie einen Wettbewerb bei der Personaleinstellung zu vermeiden und den Austausch von Personal zu erleichtern, den die eine oder andere Seite für wünschenswert halten könnte, um das Personal möglichst gut zu verwenden.

2. Die Vereinten Nationen und der Verein werden so eng wie möglich zusammenarbeiten, um die obenerwähnten Ziele zu erreichen.

Article IX

Services statistiques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent de s'efforcer de réaliser une collaboration aussi étroite que possible, l'élimination de tout double emploi dans leur activité et l'utilisation la plus efficace possible de leur personnel technique dans le rassemblement, l'analyse, la publication, la normalisation, l'amélioration et la diffusion de renseignements statistiques. Elles conviennent d'unir leurs efforts pour tirer le meilleur parti possible des renseignements statistiques et pour alléger la tâche des gouvernements et des autres organismes appelés à fournir ces renseignements.

2. L'Union reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques servant aux buts généraux des organisations internationales.

3. L'Organisation des Nations Unies reconnaît que l'Union est l'organisme central chargé de recueillir, analyser, publier, normaliser, perfectionner et répandre les statistiques dans le domaine qui lui est propre, sans préjudice des droits de l'Organisation des Nations Unies de s'intéresser à de telles statistiques, dans la mesure où elles peuvent être nécessaires à la réalisation de ses propres objectifs ou au perfectionnement des statistiques du monde entier. Il appartiendra à l'Union de prendre toutes décisions concernant la forme sous laquelle ses documents de service seront établis.

4. En vue de constituer un centre de renseignements statistiques destiné à l'usage général, il est convenu que les données fournies à l'Union aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront, dans toute la mesure du possible, accessibles à l'Organisation des Nations Unies, sur sa demande.

Artikel IX

Statistiken

1. Die Vereinten Nationen und der Verein werden bemüht sein, bei der Sammlung, Auswertung, Veröffentlichung, Vereinheitlichung, Verbesserung und Verbreitung statistischer Unterlagen möglichst eng zusammenzuarbeiten, jede Doppelarbeit zu vermeiden und ihr technisches Personal möglichst wirksam zu verwenden. Sie werden sich gemeinsam bemühen, einen möglichst großen Nutzen aus den statistischen Unterlagen zu ziehen und die Aufgaben der Regierungen und anderer Organe zu erleichtern, die aufgefordert werden, solche Unterlagen zur Verfügung zu stellen.

2. Der Verein erkennt die Vereinten Nationen als das zentrale Organ für die Aufgabe an, die den allgemeinen Zwecken der internationalen Organisationen dienenden Statistiken zu sammeln, auszuwerten, zu veröffentlichen, zu vereinheitlichen, zu verbessern und zu verbreiten.

3. Die Vereinten Nationen erkennen den Verein als das zentrale Organ für die Aufgabe an, die Statistiken auf seinem eigenen Fachgebiet zu sammeln, auszuwerten, zu veröffentlichen, zu vereinheitlichen, zu verbessern und zu verbreiten, unbeschadet der Rechte der Vereinten Nationen, sich an solchen Statistiken in dem Umfang zu beteiligen, wie es zur Verwirklichung ihrer eigenen Ziele oder zur Verbesserung der Statistiken der ganzen Welt notwendig sein könnte. Dem Verein bleiben alle Entscheidungen darüber vorbehalten, in welcher Form seine Dienstbehelfe aufgestellt werden.

4. Damit eine Zentralstelle für Statistiken zum allgemeinen Gebrauch entstehen kann, werden die dem Verein zur Aufnahme in seine grundlegenden statistischen Aufstellungen oder seine Sonderberichte gelieferten Unterlagen im Rahmen des Möglichen den Vereinten Nationen auf Verlangen zugänglich gemacht werden.

5. Il est convenu que les données fournies à l'Organisations des Nations Unies aux fins d'incorporation à ses séries statistiques de base ou à ses rapports spéciaux seront accessibles à l'Union sur sa demande, dans toute la mesure où cela sera possible et opportun.

Article X

Services administratifs et techniques

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union reconnaissent qu'il est souhaitable, pour utiliser de la manière la plus efficace le personnel et les ressources disponibles, d'éviter, chaque fois que cela sera possible, la création de services dont les travaux se font concurrence ou chevauchent, et, en cas de besoin, de se consulter à cette fin.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union prendront ensemble des dispositions en ce qui concerne l'enregistrement et le dépôt des documents officiels.

Article XI

Dispositions budgétaires et financières

1. Le budget ou le projet de budget de l'Union sera transmis à l'Organisation des Nations Unies en même temps qu'il sera transmis aux Membres de l'Union; l'Assemblée générale pourra faire des recommandations à l'Union à ce sujet.

2. L'Union aura le droit d'envoyer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux délibérations de l'Assemblée générale ou de toutes commissions de cette Assemblée à tout moment où le budget de l'Union sera en discussion.

Article XII

Financement des services spéciaux

1. Si l'Union se trouve contrainte, à la suite d'une demande d'assistance, de rapports spéciaux ou d'études, présentés par l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article VI ou à d'autres dispositions du présent accord, de faire face à d'importantes dépenses supplémentaires, les parties se consulteront pour déterminer comment faire face à ces dépenses de la manière la plus équitable possible.

2. L'Organisation des Nations Unies et l'Union se consulteront également pour prendre les dispositions qu'elles jugeront équitables pour couvrir les frais des services centraux administratifs, techniques ou fiscaux et de toutes facilités ou assistance spéciales accordées par l'Organisation des Nations Unies à la demande de l'Union.

Article XIII

Laissez-passer des Nations Unies

Les fonctionnaires de l'Union auront le droit d'utiliser le laissez-passer des Nations Unies conformément aux accords spéciaux qui seront conclus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les autorités compétentes de l'Union.

Article XIV

Accords entre institutions

1. L'Union convient d'informer le Conseil économique et social de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé entre l'Union et toute autre institution spécialisée ou toute autre organisation intergouvernementale ou toute organisation internationale non gouvernementale, et informera en outre le Conseil économique et social des détails de cet accord quand il sera conclu.

5. Die den Vereinten Nationen zur Aufnahme in ihre grundlegenden statistischen Aufstellungen oder ihre Sonderberichte gelieferten Unterlagen werden, soweit es möglich und zweckmäßig ist, dem Verein auf Verlangen zugänglich gemacht werden.

Artikel X

Verwaltungsdienste und technische Dienste

1. Die Vereinten Nationen und der Verein halten es, um das Personal und die vorhandenen Hilfsquellen möglichst gut zu verwenden, für wünschenswert, nach Möglichkeit keine Dienste einzurichten, die miteinander in Wettbewerb stehen oder deren Bereiche sich überschneiden; hierüber werden sie sich erforderlichenfalls verständigen.

2. Die Vereinten Nationen und der Verein erlassen gemeinsame Bestimmungen für die Registrierung und die Aufbewahrung der offiziellen Dokumente.

Artikel XI

Haushalts- und Finanzbestimmungen

1. Der Haushaltsplan oder der Voranschlag des Vereins wird gleichzeitig den Vereinten Nationen und den Ordentlichen Mitgliedern des Vereins übermittelt; die Generalversammlung kann dem Verein für den Haushaltsplan oder Voranschlag Empfehlungen übermitteln.

2. Der Verein hat das Recht, Vertreter ohne Stimmrecht zur Teilnahme an den Beratungen der Generalversammlung oder aller Ausschüsse dieser Versammlung jederzeit zu entsenden, wenn der Haushalt des Vereins erörtert wird.

Artikel XII

Finanzierung der Sonderleistungen

1. Wenn der Verein sich infolge eines Ersuchens der Vereinten Nationen um Unterstützung, Sonderberichte oder Studien nach Artikel VI oder anderen Bestimmungen dieses Abkommens gezwungen sieht, bedeutende zusätzliche Ausgaben zu machen, beraten die Parteien, wie diese Ausgaben möglichst gerecht zu verteilen sind.

2. Die Vereinten Nationen und der Verein verständigen sich ebenfalls über die ihnen gerecht erscheinende Regelung zur Deckung der Kosten für die zentralen Verwaltungsdienste, technischen oder fiskalischen Dienste und für alle von den Vereinten Nationen dem Verein auf sein Ersuchen gegebenen Hilfen oder besonderen Unterstützungen.

Artikel XIII

Ausweise der Vereinten Nationen

Die Vereinsangestellten sind berechtigt, die Ausweise der Vereinten Nationen nach den Sonderabmachungen zu verwenden, die zwischen dem Generalsekretär der Vereinten Nationen und den zuständigen Stellen des Vereins getroffen werden.

Artikel XIV

Vereinbarungen zwischen verschiedenen Institutionen

1. Der Verein wird den Wirtschafts- und Sozialrat über Art und Bedeutung jeder in Aussicht genommenen offiziellen Vereinbarung zwischen dem Verein und jeder anderen Sonderorganisation oder jeder anderen von Regierungen gebildeten oder jeder nichtstaatlichen internationalen Organisation in Kenntnis setzen; er wird darüber hinaus den Wirtschafts- und Sozialrat über Einzelheiten dieser Vereinbarung nach ihrem Abschluß unterrichten.

2. L'Organisation des Nations Unies convient d'informer l'Union de la nature et de la portée de tout accord officiel envisagé par toutes autres institutions spécialisées sur des questions qui peuvent intéresser l'Union et, en outre, fera part à l'Union des détails de cet accord quand il sera conclu.

Article XV

Liaison

1. L'Organisation des Nations Unies et l'Union conviennent des dispositions ci-dessus dans la conviction qu'elles contribueront à maintenir une liaison effective entre les deux organisations. Elles affirment leur intention de prendre les mesures qui pourraient être nécessaires à cette fin.

2. Les dispositions concernant la liaison prévue par le présent accord s'appliqueront, dans toute la mesure appropriée, aux relations entre l'Union et l'Organisation des Nations Unies, y compris ses bureaux régionaux ou auxiliaires.

Article XVI

Service de télécommunication des Nations Unies

1. L'Union reconnaît qu'il est important pour l'Organisation des Nations Unies de bénéficier des mêmes droits que les Membres de l'Union dans l'exploitation des services de télécommunication.

2. L'Organisation des Nations Unies s'engage à exploiter les services de télécommunication qui dépendent d'elle conformément aux termes de la Convention internationale des télécommunications et du Règlement annexé à cette Convention.

3. Les modalités précises d'application de cet article feront l'objet d'arrangements distincts.

Article XVII

Exécution de l'accord

Le Secrétaire général des Nations Unies et l'autorité compétente de l'Union pourront conclure tous arrangements complémentaires qui paraîtront souhaitables en vue de l'application du présent accord.

Article XVIII

Revision

Cet accord sera sujet à revision par entente entre les Nations Unies et l'Union sous réserve d'un préavis de six mois de la part de l'une ou de l'autre partie.

Article XIX

Entrée en vigueur

1. Le présent accord entrera provisoirement en vigueur après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence plénipotentiaire des télécommunications tenue à Atlantic City, en 1947.

2. Sous réserve de l'approbation mentionnée au paragraphe 1, le présent accord entrera officiellement en vigueur en même temps que la Convention internationale des télécommunications conclue à Atlantic City en 1947 ou à une date antérieure selon la décision de l'Union.

2. Die Vereinten Nationen werden den Verein über Art und Bedeutung jeder von allen anderen Sonderorganisationen in Aussicht genommenen offiziellen Vereinbarung über Fragen, die für den Verein von Interesse sein können, in Kenntnis setzen; sie werden darüber hinaus dem Verein Einzelheiten dieser Vereinbarung nach ihrem Abschluß mitteilen.

Artikel XV

Zusammenarbeit

1. Die Vereinten Nationen und der Verein beschließen die obigen Bestimmungen in der Überzeugung, daß sie dazu beitragen werden, eine wirksame Zusammenarbeit zwischen diesen beiden Organisationen aufrechtzuerhalten. Sie bestätigen ihre Absicht, die Maßnahmen zu ergreifen, die zu diesem Zweck notwendig sein könnten.

2. Die Bestimmungen über die durch dieses Abkommen beabsichtigte Zusammenarbeit werden auf die Beziehungen zwischen dem Verein und den Vereinten Nationen einschließlich ihrer regionalen Büros oder Zweigstellen, soweit es irgend angemessen ist, angewendet.

Artikel XVI

Fernmeldedienst der Vereinten Nationen

1. Der Verein erkennt an, daß es für die Vereinten Nationen wichtig ist, für den Betrieb der Fernmeldedienste die gleichen Rechte zu besitzen wie die Ordentlichen Mitglieder des Vereins.

2. Die Vereinten Nationen verpflichten sich, die ihnen unterstehenden Fernmeldedienste nach den Bestimmungen des Internationalen Fernmeldevertrags und der zugehörigen Vollzugsordnungen zu betreiben.

3. Die genauen Einzelheiten der Anwendung dieses Artikels werden Gegenstand besonderer Vereinbarungen sein.

Artikel XVII

Durchführung des Abkommens

Der Generalsekretär der Vereinten Nationen und die zuständige Stelle des Vereins können alle zusätzlichen Abmachungen treffen, die für die Anwendung dieses Abkommens wünschenswert erscheinen.

Artikel XVIII

Änderung des Abkommens

Dieses Abkommen kann nach Vereinbarung zwischen den Vereinten Nationen und dem Verein geändert werden, wenn ein entsprechender Antrag sechs Monate zuvor von der einen oder der anderen Partei gestellt worden ist.

Artikel XIX

Inkrafttreten

1. Dieses Abkommen tritt nach Genehmigung durch die Generalversammlung der Vereinten Nationen und durch die in Atlantic City im Jahre 1947 abgehaltene Konferenz der Regierungsbevollmächtigten des Internationalen Fernmeldevereins vorläufig in Kraft.

2. Unter Vorbehalt der in Absatz 1 erwähnten Genehmigung tritt dieses Abkommen offiziell zur gleichen Zeit wie der im Jahre 1947 in Atlantic City abgeschlossene Internationale Fernmeldevertrag in Kraft oder, wenn der Verein so entscheidet, zu einem früheren Zeitpunkt.

Protocole Final à la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952)

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires, les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes:

I

Pour la République populaire d'Albanie:

Au moment de signer la Convention des télécommunications de Buenos Aires, la délégation de la République populaire d'Albanie déclare ce qui suit:

1. a) les représentants des gens du Kuomintang ne sont pas en réalité les représentants de la Chine et, par conséquent, la décision de la Conférence de plénipotentiaires de leur accorder le droit de signer la Convention est illégale. Le droit de signer la Convention au nom de la Chine n'appartient qu'aux représentants nommés par le Gouvernement de la République populaire de Chine.

b) La signature de la Convention des télécommunications au nom de l'Allemagne par les représentants des autorités de Bonn est illégale, car les autorités de Bonn ne représentent pas toute l'Allemagne. Le Gouvernement de la République Démocratique d'Allemagne a adhéré légalement à la Convention des télécommunications de 1947, de sorte que la République Démocratique d'Allemagne est partie à la Convention de 1947 et Membre de plein droit de l'Union internationale des télécommunications.

c) La décision de la Conférence de plénipotentiaires d'accorder aux représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud le droit de signer la Convention des télécommunications est illégale, car en réalité ces représentants ne représentent pas le Viêt-Nam et la Corée.

2. La nouvelle Liste internationale des fréquences visée à l'article 47 du Règlement des radiocommunications (Atlantic City) n'est pas encore établie ni approuvée. Par conséquent, les décisions prises par la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications sont contraires au Règlement des radiocommunications et sont, par conséquent, illégales.

Prenant en considération ce qui vient d'être exposé, la délégation de la République populaire d'Albanie déclare que la Résolution N° 30 prise par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, qui considère les décisions illégales de la C.A.E.R comme remplaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications en vigueur, viole la procédure établie pour la révision des Règlements et, par conséquent, est inacceptable pour la République populaire d'Albanie.

Cela étant, la République populaire d'Albanie se réserve le droit de suivre, dans les questions d'enregistrement et d'utilisation des fréquences, les dispositions de l'article 47 du Règlement des radiocommunications en vigueur.

Elle réserve aussi son droit d'adopter ou de ne pas adopter les dispositions de l'article 6 de la Convention.

II

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite:

1. La délégation de l'Arabie Saoudite déclare formellement qu'elle s'oppose au paragraphe 12, alinéa b) 1°, de l'article 5. La signature de la présente Convention au nom de l'Arabie Saoudite est donnée sous réserve que l'Arabie Saoudite ne sera pas liée par les accords provisoires que le Conseil d'administration aura pu conclure au nom de l'Union et qu'elle considérera comme contraires à ses intérêts.

Schlußprotokoll zum Internationalen Fernmeldevertrag Buenos Aires, 1952

Bei der Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags von Buenos Aires nehmen die unterzeichneten Delegierten von folgenden Erklärungen Kenntnis:

I

Für die Volksrepublik Albanien:

Bei der Unterzeichnung des Fernmeldevertrags von Buenos Aires erklärt die Delegation der Volksrepublik Albanien folgendes:

1. a) Die Vertreter der Kuomintang sind in Wirklichkeit nicht die Vertreter Chinas; infolgedessen ist der Beschluß der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten, ihnen das Recht zur Unterzeichnung des Vertrags zu gewähren, rechtswidrig. Das Recht zur Unterzeichnung des Vertrags im Namen Chinas steht nur den Vertretern zu, die von der Regierung der Volksrepublik China ernannt sind.

b) Die Unterzeichnung des Fernmeldevertrags im Namen Deutschlands durch die Vertreter der Bonner Behörden ist rechtswidrig, da die Bonner Behörden nicht Gesamtdeutschland vertreten. Die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik ist dem Fernmeldevertrag von 1947 rechtsgültig beigetreten, so daß die Deutsche Demokratische Republik Vertragspartei des Vertrags von 1947 und vollberechtigtes Ordentliches Mitglied des Internationalen Fernmeldevereins ist.

c) Der Beschluß der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten, den Vertretern Bao-Dai-Vietnams und Südkoreas das Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags zu gewähren, ist rechtswidrig, da diese Vertreter in Wirklichkeit Vietnam und Korea nicht vertreten.

2. Die im Artikel 47 der Vollzugsordnung für den Funkdienst (Atlantic City) vorgesehene neue Internationale Frequenzliste ist noch nicht aufgestellt und genehmigt. Die Beschlüsse der Außerordentlichen Funkverwaltungskonferenz (C. A. E. R.) stehen daher in Widerspruch zu der Vollzugsordnung für den Funkdienst und sind infolgedessen rechtswidrig.

Unter Berücksichtigung der vorstehenden Ausführungen erklärt die Delegation der Volksrepublik Albanien, daß die Entschließung Nr. 30 der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires, nach der die rechtswidrigen Beschlüsse der C. A. E. R. als Ersatz für die Bestimmungen der in Kraft befindlichen Vollzugsordnung für den Funkdienst angesehen werden sollen, die Verfahrensvorschriften für die Änderung der Vollzugsordnungen verletzt und infolgedessen für die Volksrepublik Albanien unannehmbar ist.

In Anbetracht dessen behält sich die Volksrepublik Albanien das Recht vor, hinsichtlich der Eintragung und der Benutzung der Frequenzen die Bestimmungen des Artikels 47 der in Kraft befindlichen Vollzugsordnung für den Funkdienst anzuwenden.

Sie behält sich auch das Recht vor, die Bestimmungen des Artikels 6 des Vertrags anzunehmen oder nicht anzunehmen.

II

Für das Königreich Saudi-Arabien:

1. Die Delegation von Saudi-Arabien erklärt förmlich, daß sie sich dem Absatz 12 b) Nr. 1 des Artikels 5 widersetzt. Die Unterzeichnung dieses Vertrags im Namen Saudi-Arabiens geschieht unter dem Vorbehalt, daß Saudi-Arabien nicht durch die vorläufigen Vereinbarungen gebunden wird, die der Verwaltungsrat im Namen des Vereins abschließen kann und die Saudi-Arabien als seinen Interessen entgegenstehend betrachtet.

2. En signant la présente Convention au nom de l'Arabie Saoudite, la délégation de l'Arabie Saoudite réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non toute obligation ayant trait au Règlement télégraphique ou au Règlement additionnel des radiocommunications visés à l'article 12 de la présente Convention.

III

Pour la Fédération de l'Australie:

La délégation de l'Australie déclare que la signature de la présente Convention par l'Australie est donnée sous la réserve que ce pays n'accepte pas d'être lié par le Règlement téléphonique mentionné à l'article 12 de ladite Convention.

IV

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Tenant compte
de ce que, sur la base de l'article 47 du Règlement des radiocommunications qui complète la Convention des télécommunications, l'entrée en vigueur de la partie la plus importante de ce Règlement est subordonnée aux décisions de la future Conférence administrative spéciale mentionnées dans cet article;

ayant en vue
que, lors de l'adoption des décisions de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications (C.A.E.R.), en 1951, les dispositions de l'article 47 du Règlement des radiocommunications ont été violées et que, par conséquent, les décisions ci-dessus de la C.A.E.R. sont illégales;

prenant de même en considération
le fait que la Conférence de plénipotentiaires de 1952, en adoptant la Résolution selon laquelle ces décisions illégales de la C.A.E.R. sont considérées comme remplaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications, a violé par cela les dispositions de l'article 13 de la Convention des télécommunications relatives au caractère obligatoire des règlements,

la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, dans ces conditions, laisse ouverte la question d'accepter les dispositions de la Convention des télécommunications relatives au Comité international d'enregistrement des fréquences ainsi que la question d'adopter le Règlement des radiocommunications.

V

Pour la République populaire de Bulgarie:

Au moment de la signature de la Convention des télécommunications de Buenos Aires, la délégation de la République populaire de Bulgarie déclare:

1. La décision de la Conférence de plénipotentiaires selon laquelle les représentants du Kuomintang ont le droit de signer la Convention des télécommunications est illégale, étant donné qu'en réalité ils ne représentent pas la Chine. Ont seulement le droit de signer la Convention les représentants nommés par le Gouvernement central populaire de la République populaire de Chine.

Les autorités de Bonn ne repésentent pas l'Allemagne entière et c'est pourquoi la signature de la Convention des télécommunications par ses représentants est illégale. Le Gouvernement de la République Démocratique allemande a adhéré à la Convention d'Atlantic City conformément à la procédure prévue dans le Protocole additionnel II de la même Convention. Dans ces conditions, la République Démocratique allemande est participant à la Convention d'Atlantic City et Membre de plein droit de l'Union internationale des télécommunications.

La décision de la Conférence de plénipotentiaires d'après laquelle les représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud ont le droit de signer la Convention des télécommunications est illégale, étant donné que lesdits représentants, en réalité, ne représentent pas le Viêt-Nam et la Corée.

2. Bei der Unterzeichnung dieses Vertrags im Namen Saudi-Arabiens behält die Delegation Saudi-Arabiens ihrer Regierung das Recht vor, die Verpflichtungen anzunehmen oder nicht anzunehmen, die sich auf die Vollzugsordnung für den Telegraphendienst oder die Zusatz-Vollzugsordnung für den Funkdienst beziehen, die im Artikel 12 dieses Vertrags genannt sind.

III

Für den Australischen Bund:

Die Delegation Australiens erklärt, daß Australien diesen Vertrag mit dem Vorbehalt unterzeichnet, daß dieses Land keine Bindung durch die im Artikel 12 dieses Vertrags erwähnte Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst annimmt.

IV

Für die Weißrussische Sozialistische Sowjet-Republik:

Unter Berücksichtigung dessen, daß auf Grund des Artikels 47 der Vollzugsordnung für den Funkdienst, die den Fernmeldevertrag ergänzt, das Inkrafttreten des wichtigsten Teils dieser Vollzugsordnung von den in diesem Artikel genannten Beschlüssen der künftigen besonderen Verwaltungskonferenz abhängig gemacht wird;

in Anbetracht dessen, daß bei der Annahme der Beschlüsse der Außerordentlichen Funkverwaltungskonferenz von 1951 (C. A. E. R.) gegen die Bestimmungen des Artikels 47 der Vollzugsordnung für den Funkdienst verstoßen worden ist und daß infolgedessen die Beschlüsse der C. A. E. R. rechtswidrig sind;

ferner unter Berücksichtigung der Tatsache, daß die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von 1952 bei der Annahme der Entschließung, nach der diese rechtswidrigen Beschlüsse der C. A. E. R. als Ersatz für die Bestimmungen der Vollzugsordnung für den Funkdienst angesehen werden sollen, die Bestimmungen des Artikels 13 des Fernmeldevertrags über den verpflichtenden Charakter der Vollzugsordnungen verletzt hat,

läßt die Weißrussische Sozialistische Sowjet-Republik unter diesen Umständen die Frage offen, ob sie die Bestimmungen des Fernmeldevertrags über den Internationalen Ausschuß zur Frequenzregistrierung und die Vollzugsordnung für den Funkdienst annimmt.

V

Für die Volksrepublik Bulgarien:

Bei der Unterzeichnung des Fernmeldevertrags von Buenos Aires erklärt die Delegation der Volksrepublik Bulgarien:

1. Der Beschluß der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten, nach dem die Vertreter der Kuomintang das Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags haben, ist rechtswidrig, da sie in Wirklichkeit China nicht vertreten. Das Recht zur Unterzeichnung des Vertrags haben nur die Vertreter, die von der Zentralen Volksregierung der Volksrepublik China ernannt sind.

Die Bonner Behörden vertreten nicht Gesamtdeutschland; deshalb ist die Unterzeichnung des Fernmeldevertrags durch ihre Vertreter rechtswidrig. Die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik ist dem Vertrag von Atlantic City nach dem in seinem Zusatzprotokoll II vorgesehenen Verfahren beigetreten. Unter diesen Umständen ist die Deutsche Demokratische Republik Partner des Vertrages von Atlantic City und vollberechtigtes Ordentliches Mitglied des Internationalen Fernmeldevereins.

Der Beschluß der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten, nach dem die Vertreter Bao-Dai-Vietnams und Südkoreas das Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags haben, ist rechtswidrig, da diese Vertreter in Wirklichkeit Vietnam und Korea nicht vertreten.

2. La nouvelle Liste internationale des fréquences, prévue à l'article 47 du Règlement des radiocommunications (Atlantic City) n'est pas encore ni élaborée, ni approuvée. Ceci dit, les décisions prises par la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications sont illégales, étant donné qu'elles sont en contradiction avec le Règlement des radiocommunications.

Prenant en considération ce qui précède, la délégation de la République populaire de Bulgarie déclare que la Résolution No 30 prise par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, d'après laquelle les décisions illégales de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications sont considérées comme remplaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications est en contradiction avec les dispositions de la Convention en vigueur, viole la procédure normale de révision des règlements et par conséquent ne peut pas être acceptée par la République populaire de Bulgarie.

Ceci étant, la République populaire de Bulgarie déclare que la question concernant l'adoption du Règlement des radiocommunications reste ouverte.

La République populaire de Bulgarie se réserve également le droit d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions de l'article 6 de la Convention.

VI

Pour le Canada:

En signant la présente Convention, le Canada se réserve de ne pas accepter le paragraphe 2 (1) de l'article 12 de la Convention des télécommunications de Buenos Aires. Le Canada reconnaît les obligations du Règlement des radiocommunications et du Règlement télégraphique annexés à cette Convention, mais il n'accepte pas d'être lié actuellement par le Règlement additionnel des radiocommunications, ni par le Règlement téléphonique.

VII

Pour la Chine:

La délégation de la République de Chine à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Buenos Aires est la seule représentation légitime de la Chine à cette Conférence, et elle a été reconnue comme telle par ladite Conférence. Toutes les déclarations ou réserves soumises à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention, faites par différents Membres de l'Union et qui sont incompatibles avec la position de la République de Chine exposée plus haut sont illégales et, par conséquent, nulles et non avenues. En signant la présente Convention, la République de Chine n'accepte, vis-à-vis de ces Membres de l'Union, aucune obligation provenant de la Convention de Buenos Aires, ni d'aucun Protocole s'y rapportant.

VIII

Pour la République de Colombie:

La République de Colombie déclare formellement qu'en signant la présente Convention, elle n'accepte aucune obligation ayant trait au Règlement télégraphique, ni au Règlement téléphonique visés à l'article 12 de ladite Convention.

IX

Pour Cuba:

Etant donné les dispositions de l'article 12 de la Convention de Buenos Aires, et considérant la clause contenue dans ce même article, la République de Cuba déclare qu'elle fait une réserve formelle au sujet de l'acceptation du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique.

2. Die im Artikel 47 der Vollzugsordnung für den Funkdienst (Atlantic City) vorgesehene neue Internationale Frequenzliste ist bisher weder aufgestellt noch genehmigt worden. Dies besagt, daß die Beschlüsse der Außerordentlichen Funkverwaltungskonferenz rechtswidrig sind, da sie in Widerspruch zu der Vollzugsordnung für den Funkdienst stehen.

Unter Berücksichtigung der vorstehenden Ausführungen erklärt die Delegation der Volksrepublik Bulgarien, daß die Entschließung Nr. 30 der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires, nach der die rechtswidrigen Beschlüsse der Außerordentlichen Funkverwaltungskonferenz als Ersatz für die Bestimmungen der Vollzugsordnung für den Funkdienst angesehen werden, in Widerspruch zu den Bestimmungen des in Kraft befindlichen Vertrags steht, die ordnungsgemäßen Verfahrensvorschriften für die Änderung der Vollzugsordnungen verletzt und deshalb von der Volksrepublik Bulgarien nicht angenommen werden kann.

In Anbetracht dessen erklärt die Volksrepublik Bulgarien, daß die Frage der Annahme der Vollzugsordnung für den Funkdienst offen bleibt.

Die Volksrepublik Bulgarien behält sich ebenfalls das Recht vor, die Bestimmungen des Artikels 6 des Vertrags anzunehmen oder nicht anzunehmen.

VI

Für Kanada:

Bei der Unterzeichnung dieses Vertrags behält sich Kanada vor, den Absatz 2 (1) des Artikels 12 des Fernmeldevertrags von Buenos Aires nicht anzunehmen. Kanada erkennt die Verpflichtungen an, die sich aus den diesem Vertrag zugehörigen Vollzugsordnungen für den Funkdienst und für den Telegraphendienst ergeben, stimmt jedoch zur Zeit keiner Bindung durch die Zusatz-Vollzugsordnung für den Funkdienst und die Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst zu.

VII

Für China:

Die Delegation der Republik China auf der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten des Internationalen Fernmeldevereins von Buenos Aires ist die einzige rechtmäßige Vertretung Chinas auf dieser Konferenz und ist von dieser auch als solche anerkannt worden. Alle Erklärungen oder Vorbehalte, die verschiedene Vereinsmitglieder anläßlich dieses Vertrags oder mit ihm im Zusammenhang abgegeben haben und die mit der oben dargelegten Stellung der Republik China unvereinbar sind, sind ohne Rechtsgrundlage und daher null und nichtig. Indem die Republik China diesen Vertrag unterzeichnet, übernimmt sie gegenüber diesen Vereinsmitgliedern keine Verpflichtung, die sich aus dem Vertrag von Buenos Aires und den zugehörigen Protokollen ergibt.

VIII

Für die Republik Kolumbien:

Die Republik Kolumbien erklärt förmlich, daß sie bei der Unterzeichnung dieses Vertrags keine Verpflichtung in bezug auf die im Artikel 12 dieses Vertrags genannten Vollzugsordnungen für den Telegraphendienst und für den Fernsprechdienst übernimmt.

IX

Für Kuba:

In Anbetracht der Bestimmungen des Artikels 12 des Vertrags von Buenos Aires und der darin enthaltenen Bindung erklärt die Republik Kuba, daß sie einen förmlichen Vorbehalt in bezug auf die Annahme der Vollzugsordnung für den Telegraphendienst und der Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst macht.

X

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

La signature de la présente Convention pour et au nom des Etats-Unis d'Amérique vaut aussi, conformément à la procédure constitutionnelle, pour tous les Territoires des Etats-Unis d'Amérique.

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

XI

Pour la Grèce:

La délégation hellénique déclare formellement, qu'en signant la présente Convention, elle maintient les réserves faites par la Grèce lors de la signature des Règlements administratifs visés à l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

XII

Pour le Guatemala:

Le fait de signer la présente Convention au nom de la République du Guatemala n'oblige pas mon Gouvernement à la ratifier dans sa totalité, rédaction finale et application, étant entendu que le Congrès national de mon pays pourra présenter les réserves qu'il estimera nécessaires au moment de la ratification.

Je déclare au nom de mon Gouvernement que celui-ci n'acceptera aucune incidence financière qui pourrait résulter des réserves faites par les pays participant à la présente Conférence.

XIII

Pour la République Populaire Hongroise:

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications, la délégation de la République Populaire Hongroise déclare ce qui suit:

Considérant que la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires a adopté une résolution selon laquelle les décisions illégales de la C.A.E.R. remplacent les dispositions de la Convention relatives à la révision des Règlements,

la République Populaire Hongroise étant en désaccord avec la résolution No. 30 prise par la Conférence de plénipotentiaires, se réserve le droit de considérer les questions de l'adoption du Règlement des radiocommunication et celle relative à l'I.F.R.B. comme des questions ouvertes.

La délégation de la République Populaire Hongroise, au moment de la signature de la Convention internationale des télécommunications fait la déclaration suivante:

1. La décision de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, d'octroyer le droit de signer la Convention aux représentants du Kuomintang est illégale, car les seuls représentants légitimes sont ceux nommés par le Gouvernement central populaire de la République populaire de Chine et eux seuls ont le droit de signer au nom de la Chine.

2. Les soi-disant représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud ne représentent pas en réalité le Viêt-Nam et la Corée et, de ce fait, leur participation aux travaux de la Conférence ainsi que la décision de les autoriser à signer la Convention internationale des télécommunications sont illégales.

3. Le Gouvernement de la République Démocratique d'Allemagne, ayant adhéré à la Convention internationale des télécommunications d'Atlantic City, conformément à la procédure prévue, est sans contestation Membre de plein droit de l'Union.

X

Für die Vereinigten Staaten von Amerika:

Die Unterzeichnung dieses Vertrags für die Vereinigten Staaten von Amerika und in ihrem Namen ist nach den Vorschriften der Verfassung auch für alle Territorien der Vereinigten Staaten von Amerika gültig.

Die Vereinigten Staaten von Amerika erklären förmlich, daß sie durch die Unterzeichnung dieses Vertrags keine Verpflichtung aus der Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst oder der Zusatz-Vollzugsordnung für den Funkdienst, die im Artikel 12 des Vertrags von Buenos Aires angeführt sind, übernehmen.

XI

Für Griechenland:

Die griechische Delegation erklärt förmlich, daß sie bei der Unterzeichnung dieses Vertrags die Vorbehalte aufrechterhält, die Griechenland bei der Unterzeichnung der im Artikel 12 des Vertrags von Buenos Aires genannten Vollzugsordnungen gemacht hat.

XII

Für Guatemala:

Die Tatsache der Unterzeichnung dieses Vertrages im Namen der Republik Guatemala verpflichtet meine Regierung nicht, ihn in seiner Gesamtheit (endgültige Fassung und Anwendung) zu ratifizieren, da der nationale Kongreß meines Landes die Vorbehalte machen kann, die er zur Zeit der Ratifizierung für nötig hält.

Ich erkläre im Namen meiner Regierung, daß sie keine finanzielle Belastung annehmen wird, die sich aus den Vorbehalten der an dieser Konferenz teilnehmenden Länder ergeben könnte.

XIII

Für die Ungarische Volksrepublik:

Bei der Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags erklärt die Delegation der Ungarischen Volksrepublik folgendes:

In Erwägung dessen, daß die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires eine Entschließung angenommen hat, nach der die rechtswidrigen Beschlüsse der Außerordentlichen Funkverwaltungskonferenz die Bestimmungen des Vertrags über die Änderung der Vollzugsordnungen ersetzen,

behält sich die Ungarische Volksrepublik, da sie mit der Entschließung Nr. 30 der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten nicht einverstanden ist, das Recht vor, die mit der Annahme der Vollzugsordnung für den Funkdienst und mit dem I.F.R.B. zusammenhängenden Fragen als offene Fragen zu betrachten.

Die Delegation der Ungarischen Volksrepublik erklärt bei der Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags folgendes:

1. Der Beschluß der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires, das Recht zur Unterzeichnung des Vertrags den Vertretern der Kuomintang zuzuerkennen, ist rechtswidrig, denn die rechtmäßigen Vertreter sind allein diejenigen, die von der Zentralen Volksregierung der Volksrepublik China ernannt wurden, und sie allein haben das Recht, den Vertrag im Namen Chinas zu unterzeichnen.

2. Die sogenannten Vertreter Bao-Dai-Vietnams und Südkoreas vertreten in Wirklichkeit Vietnam und Südkorea nicht. Infolgedessen sind ihre Teilnahme an den Arbeiten der Konferenz und der Beschluß, sie zur Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags zu ermächtigen, rechtswidrig.

3. Die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik, die dem Internationalen Fernmeldevertrag von Atlantic City nach dem vorgesehenen Verfahren beigetreten ist, ist zweifellos vollberechtigtes Ordentliches Vereinsmitglied.

Les autorités de Bonn ne représentent pas toute l'Allemagne, et, par conséquent, la signature de la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires par les représentants de ces autorités est illégale.

XIV

Pour la République d'Indonésie:

En signant la présente Convention au nom du Gouvernement de la République d'Indonésie, la délégation indonésienne à la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires réserve ses droits pour ce qui est de la mention, dans les documents de l'U.I.T. et dans l'annexe 1 à la présente Convention, du nom de la Nouvelle-Guinée à la suite et au-dessous du nom des Pays-Bas, étant donné que la Nouvelle-Guinée (occidentale) est toujours un territoire contesté.

XV

Pour l'Iraq:

La délégation de l'Iraq fait les réserves suivantes:

1. Elle réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non le Règlement téléphonique, le Règlement télégraphique et le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

2. Elle réserve le droit de son Gouvernement d'accepter de participer, ou de refuser d'être associé, à tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 5, paragraphe 12, alinéa b) 1° et de l'article 9, paragraphe 1, alinéa g).

XVI

Pour l'Etat d'Israël:

La délégation de l'Etat d'Israël ne peut pas accepter la réserve faite par les délégations de l'Afghanistan, de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte, de l'Iraq, de la Jordanie, du Liban, du Pakistan, de la Syrie et du Yémen au sujet d'Israël, et réserve le droit de son Gouvernement de prendre toutes les mesures appropriées qu'il pourra juger utiles pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat d'Israël à l'occasion de l'application de la présente Convention et des Règlements qui lui sont annexés en tant qu'il s'agit des pays Membres ci-dessus.

XVII

Pour l'Italie et l'Autriche:

L'Italie et l'Autriche se réservent le droit de prendre toutes mesures qu'elles estimeront nécessaires pour assurer leurs intérêts si des Membres ou des Membres associés ne contribuent pas aux dépenses de l'Union sur la base des dispositions de la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires (1952) et si les réserves d'autres pays peuvent compromettre leurs services de télécommunication.

XVIII

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie:

La délégation du Royaume Hachémite de Jordanie fait les réserves suivantes:

1. Elle réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non le Règlement téléphonique, le Règlement télégraphique et le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

2. Elle réserve le droit de son Gouvernement d'accepter de participer, ou de refuser d'être associé, à tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 5, paragraphe 12, alinéa b) 1° et de l'article 9, paragraphe 1, alinéa g).

Die Bonner Behörden vertreten nicht Gesamtdeutschland. Infolgedessen ist die Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags von Buenos Aires durch die Vertreter dieser Behörden rechtswidrig.

XIV

Für die Republik Indonesien:

Bei der Unterzeichnung dieses Vertrags im Namen der Regierung der Republik Indonesien behält sich die indonesische Delegation auf der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires ihre Rechte vor, soweit es sich um die Aufführung „Neuguineas" nach und unter „Niederlande" in den Vereinsdokumenten und im Anhang 1 zu diesem Vertrag handelt, weil das (westliche) Neuguinea immer noch ein umstrittenes Gebiet ist.

XV

Für Irak:

Die Delegation Iraks macht folgende Vorbehalte:

1. Sie behält ihrer Regierung das Recht vor, die Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst, die Vollzugsordnung für den Telegraphendienst und die Zusatz-Vollzugsordnung für den Funkdienst, die im Artikel 12 des Vertrags von Buenos Aires genannt werden, anzunehmen oder nicht anzunehmen.

2. Sie behält ihrer Regierung das Recht vor, die Beteiligung an jeder vom Verwaltungsrat auf Grund der Bestimmungen des Artikels 5 Abs. 12 b) Nr. 1 und des Artikels 9 Abs. 1 g) getroffenen vorläufigen Vereinbarung anzunehmen oder zu verweigern.

XVI

Für den Staat Israel:

Die Delegation des Staates Israel kann den Vorbehalt der Delegationen Afghanistans, Saudi-Arabiens, Ägyptens, Iraks, Jordaniens, Libanons, Pakistans, Syriens und Jemens bezüglich Israels nicht annehmen. Sie behält ihrer Regierung das Recht vor, alle von ihr für zweckmäßig gehaltenen geeigneten Maßnahmen zu ergreifen, um die Belange des Staates Israel bei der Anwendung dieses Vertrags und der zugehörigen Vollzugsordnungen zu wahren, soweit es sich um die vorstehend genannten Migliedsländer handelt.

XVII

Für Italien und Österreich:

Italien und Österreich behalten sich das Recht vor, alle von ihnen für nötig gehaltenen Maßnahmen zur Wahrung ihrer Belange zu ergreifen, wenn Ordentliche oder Außerordentliche Mitglieder nicht zu den Vereinsausgaben auf Grund der Bestimmungen des Internationalen Fernmeldevertrags von Buenos Aires (1952) beitragen und wenn die Vorbehalte anderer Länder ihre Fernmeldedienste beeinträchtigen sollten.

XVIII

Für das Hachemitische Königreich Jordanien:

Die Delegation des Hachemitischen Königreichs Jordanien macht folgende Vorbehalte:

1. Sie behält ihrer Regierung das Recht vor, die Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst, die Vollzugsordnung für den Telegraphendienst und die Zusatz-Vollzugsordnung für den Funkdienst, die im Artikel 12 des Vertrags von Buenos Aires genannt werden, anzunehmen oder nicht anzunehmen.

2. Sie behält ihrer Regierung das Recht vor, die Beteiligung an jeder vom Verwaltungsrat auf Grund der Bestimmungen des Artikels 5 Abs. 12 b) Nr. 1 und des Artikels 9 Abs. 1 g) getroffenen vorläufigen Vereinbarung anzunehmen oder zu verweigern.

XIX

Pour le Mexique:

En signant la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires, la délégation du Mexique déclare ce qui suit:

1. Cette signature n'impose à son Gouvernement aucune obligation en ce qui concerne le Règlement télégraphique, le Règlement téléphonique, ni le Règlement additionnel des radiocommunications visés à l'article 12, paragraphe 2, alinéas (1) et (2) de ladite Convention.

2. Elle n'accepte de la part d'aucun pays aucune réserve pouvant entraîner directement ou indirectement une augmentation de la contribution du Mexique au-delà de ce qui a été établi dans la Convention.

XIX

Für Mexiko:

Bei der Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags von Buenos Aires erklärt die Delegation Mexikos folgendes:

1. Diese Unterzeichnung verpflichtet ihre Regierung in keiner Weise in bezug auf die Vollzugsordnung für den Telegraphendienst, die Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst und die Zusatz-Vollzugsordnung für den Funkdienst, die im Artikel 12 Abs. 2 (1) und (2) dieses Vertrags aufgeführt sind.

2. Sie nimmt keinen Vorbehalt irgendeines Landes an, der unmittelbar oder mittelbar eine Erhöhung des Beitrags Mexikos über das hinaus zur Folge hat, was im Vertrag festgelegt worden ist.

XX

Pour le Pakistan:

En signant la présente Convention au nom de son pays, la délégation du Pakistan déclare formellement que le Pakistan ne peut accepter aucune obligation dérivant du Règlement téléphonique mentionné dans l'article 12 de la Convention de Buenos Aires.

D'autre part, elle réserve de droit de son Gouvernement d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions de la Convention relatives à l'I.F.R.B.

XX

Für Pakistan:

Bei der Unterzeichnung dieses Vertrags im Namen ihres Landes erklärt die Delegation Pakistans förmlich, daß Pakistan keine Verpflichtung übernehmen kann, die aus der im Artikel 12 des Vertrags von Buenos Aires erwähnten Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst hergeleitet wird.

Außerdem behält sie ihrer Regierung das Recht vor, die Bestimmungen des Vertrags über den I.F.R.B. anzunehmen oder nicht anzunehmen.

XXI

Pour la République des Philippines:

En signant la présente Convention, la République des Philippines déclare formellement qu'elle ne peut, actuellement, accepter d'être liée par les Règlements téléphonique et télégraphique visés au paragraphe 2 de l'article 12 de ladite Convention.

XXI

Für die Republik der Philippinen:

Bei der Unterzeichnung dieses Vertrags erklärt die Republik der Philippinen förmlich, daß sie zur Zeit keine Bindung durch die Vollzugsordnungen für den Fernsprechdienst und für den Telegraphendienst, die im Absatz 2 des Artikels 12 dieses Vertrags genannt werden, annehmen kann.

XXII

Pour la République Populaire de Pologne:

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications établie à Buenos Aires, la délégation de la République Populaire de Pologne est autorisée à déclarer ce qui suit:

1. La délégation de la République Populaire de Pologne considère comme illégal que les représentants des gens du Kuomintang participent aux travaux de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires et que le droit de signer la Convention des télécommunications leur soit accordé, car les seuls représentants légitimes de la Chine sont ceux qui ont été nommés par le Gouvernement central du peuple de la République Populaire de Chine.

De même sont illégales la participation à la Conférence et l'autorisation de signer la Convention accordées aux représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud, car, en réalité, ceux-ci ne représentent pas le Viêt-Nam et la Corée.

2. La délégation de la République Populaire de Pologne considère également comme illégales la participation à la Conférence et l'autorisation de signer la Convention accordées aux représentants des autorités de Bonn, qui ne représentent pas toute l'Allemagne et, par conséquent, n'ont pas le droit d'agir en son nom.

Le droit de signer la Convention de Buenos Aires doit être également accordé aux représentants de la République Démocratique d'Allemagne, qui est partie de la Convention d'Atlantic City et Membre de l'U.I.T.

3. Au moment de signer la Convention des télécommunications de Buenos Aires, la question de l'adoption du Règlement des radiocommunications reste en suspens pour la République Populaire de Pologne.

XXII

Für die Volksrepublik Polen:

Die Delegation der Volksrepublik Polen ist ermächtigt, bei der Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags von Buenos Aires folgendes zu erklären:

1. Die Delegation der Volksrepublik Polen sieht es als rechtswidrig an, daß die Vertreter der Kuomintang an den Arbeiten der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires teilnehmen und daß ihnen das Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags gewährt ist; denn nur die von der Zentralen Volksregierung der Volksrepublik China ernannten Vertreter sind die rechtmäßigen Vertreter Chinas.

Ebenso sind die den Vertretern Bao-Dai-Vietnams und Südkoreas zugestandene Teilnahme an der Konferenz und die ihnen zugestandene Berechtigung zur Unterzeichnung des Vertrags rechtswidrig; denn sie vertreten in Wirklichkeit nicht Vietnam und Korea.

2. Die Delegation der Volksrepublik Polen sieht auch die den Vertretern der Bonner Behörden zugestandene Teilnahme an der Konferenz und die ihnen zugestandene Berechtigung zur Unterzeichnung des Vertrags als rechtswidrig an, da sie nicht Gesamtdeutschland vertreten und daher nicht das Recht haben, in seinem Namen zu handeln.

Das Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags von Buenos Aires muß gleichfalls den Vertretern der Deutschen Demokratischen Republik zugestanden werden, die Vertragspartei des Vertrags von Atlantic City und Ordentliches Vereinsmitglied ist

3. Bei der Unterzeichnung des Fernmeldevertrags von Buenos Aires bleibt die Frage unentschieden, ob die Volksrepublik Polen die Vollzugsordnung für den Funkdienst annimmt.

4. La délégation de la République Populaire de Pologne ne peut pas être d'accord sur la teneur de l'article 6 de la Convention de Buenos Aires, ni sur le fait que l'I.F.R.B. soit chargé de nouvelles fonctions.

Jusqu'à ce que cette question soit définitivement examinée et réglée par la prochaine Conférence des radiocommunications, la République Populaire de Pologne laisse en suspens la question d'accepter l'article 6 de la Convention internationale des télécommunications.

5. La République Populaire de Pologne ne se considérera pas liée par les dispositions de l'article 5, paragraphe 12, alinéa b) 1°, si, sur la base des dispositions de cet article, le Conseil d'administration de l'U.I.T. conclut avec des organisations internationales un accord quelconque contraire aux intérêts de la République Populaire de Pologne.

6. En signant la présente Convention des télécommunications, la délégation de la République Populaire de Pologne réserve à son Gouvernement le droit de présenter ultérieurement toutes les réserves supplémentaires qu'il jugera nécessaires au sujet de la teneur de la Convention et de toutes ses annexes, avant sa ratification finale par la République Populaire de Pologne.

XXIII

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Quant aux réserves de quelques délégations concernant l'Allemagne, la délégation de la République Fédérale d'Allemagne déclare formellement que le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne est le seul gouvernement légalement constitué pouvant parler au nom de l'Allemagne et représenter le peuple allemand dans les affaires internationales.

XXIV

Pour la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine:

Tenant compte

de ce que sur la base de l'article 47 du Règlement des radiocommunications qui complète la Convention des télécommunications, l'entrée en vigueur de la partie la plus importante de ce Règlement est subordonnée aux décisions de la future Conférence administrative spéciale mentionnée dans cet article;

ayant en vue

que, lors de l'adoption des décisions de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications (C.A.E.R.) en 1951 les dispositions de l'article 47 du Règlement des radiocommunications ont été violées et que par conséquent les décisions ci-dessus de la C.A.E.R. sont illégales;

prenant de même en considération

le fait que la Conférence de plénipotentiaires de 1952, en adoptant la résolution selon laquelle ces décisions illégales de la C.A.E.R. sont considérées comme remplaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications, a violé par cela les dispositions de l'article 13 de la Convention des télécommunications relatives au caractère obligatoire des Règlements,

la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, dans ces conditions, laisse ouverte la question d'accepter les dispositions de la Convention des télécommunications relatives au Comité international d'enregistrement des fréquences ainsi que la question d'adopter le Règlement des radiocommunications.

XXV

Pour la République populaire Roumaine:

En signant la présente Convention, la délégation de la République populaire Roumaine déclare ce qui suit:

1. 1) La Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires a illégalement décidé de donner le droit de signer la Convention des télécommunications à la soi-disant délégation de la Chine, envoyée par le Kuomintang.

Les seuls représentants légitimes de la Chine, ayant droit de signer la Convention des télécommunications sont les représentants désignés par le Gouvernement central populaire de la République populaire de Chine.

4. Die Delegation der Volksrepublik Polen kann sich weder mit dem Inhalt des Artikels 6 des Vertrags von Buenos Aires noch damit einverstanden erklären, daß der I.F.R.B. mit neuen Aufgaben betraut wird.

Bis diese Frage durch die nächste Funkkonferenz endgültig geprüft und geregelt ist, läßt die Volksrepublik Polen die Frage unentschieden, ob sie den Artikel 6 des Internationalen Fernmeldevertrags annimmt.

5. Die Volksrepublik Polen betrachtet sich durch die Bestimmungen des Artikels 5 Abs. 12 b) Nr. 1 nicht als gebunden, wenn der Verwaltungsrat auf Grund der Bestimmungen des genannten Artikels mit internationalen Organisationen irgendeine Vereinbarung trifft, die den Belangen der Volksrepublik Polen entgegensteht.

6. Bei der Unterzeichnung dieses Fernmeldevertrags behält die Delegation der Volksrepublik Polen ihrer Regierung das Recht vor, nachträglich alle zusätzlichen Vorbehalte zu machen, die sie in bezug auf den Inhalt des Vertrags und aller seiner Anhänge vor seiner endgültigen Ratifizierung durch die Volksrepublik Polen für nötig halten wird.

XXIII

Für die Bundesrepublik Deutschland:

Die Delegation der Bundesrepublik Deutschland erklärt zu den Deutschland betreffenden Vorbehalten einiger Delegationen förmlich, daß die Regierung der Bundesrepublik Deutschland die einzige rechtmäßig gebildete Regierung ist, die im Namen Deutschlands sprechen und das deutsche Volk in den Internationalen Angelegenheiten vertreten kann.

XXIV

Für die Ukrainische Sozialistische Sowjet-Republik:

Unter Berücksichtigung dessen, daß auf Grund des Artikels 47 der Vollzugsordnung für den Funkdienst, die den Fernmeldevertrag ergänzt, das Inkrafttreten des wichtigsten Teils dieser Vollzugsordnung von den Beschlüssen der künftigen in diesem Artikel erwähnten besonderen Verwaltungskonferenz abhängig gemacht wird;

in Anbetracht dessen, daß bei der Annahme der Beschlüsse der Außerordentlichen Funkverwaltungskonferenz von 1951 (C.A.E.R.) gegen die Bestimmungen des Artikels 47 der Vollzugsordnung für den Funkdienst verstoßen worden ist und daß infolgedessen diese Beschlüsse der C.A.E.R. rechtswidrig sind;

ferner mit Rücksicht auf die Tatsache, daß die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von 1952 durch die Annahme der Entschließung, nach der diese rechtswidrigen Beschlüsse der C.A.E.R. als Ersatz für die Bestimmungen der Vollzugsordnung für den Funkdienst angesehen werden sollen, die Bestimmungen des Artikels 13 des Fernmeldevertrags über den verpflichtenden Charakter der Vollzugsordnungen verletzt hat,

läßt die Ukrainische Sozialistische Sowjet-Republik unter diesen Umständen die Fragen offen, ob sie die Bestimmungen des Fernmeldevertrags über den Internationalen Ausschuß zur Frequenzregistrierung und die Vollzugsordnung für den Funkdienst annimmt.

XXV

Für die Rumänische Volksrepublik:

Die Delegation der Volksrepublik Rumänien erklärt bei der Unterzeichnung dieses Vertrags folgendes:

1. 1) Die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires hat rechtswidrig beschlossen, der von der Kuomintang entsandten sogenannten Delegation Chinas das Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags zuzugestehen.

Die einzigen rechtmäßigen Vertreter Chinas, die das Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags haben, sind die von der Zentralen Volksregierung der Volksrepublik China bestimmten Vertreter.

2) Le Gouvernement de la République Démocratique d'Allemagne a adhéré légalement à la Convention des télécommunications d'Atlantic City de 1947, et ainsi il est partie à la Convention des télécommunications de 1947 et jouit de tous les droits des Membres de l'Union.

Les autorités de Bonn ne représentent pas toute l'Allemagne et, par conséquent, la décision de la Conférence qui a donné le droit à ses représentants de signer la Convention des télécommunications est illégale.

3) Le droit de signer la Convention des télécommunications de Buenos Aires attribué aux représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud est illégal étant donné qu'ils sont envoyés par des gouvernements fantoches qui ne représentent pas en réalité le Viêt-Nam et la Corée.

2. La Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires de 1952, ayant violé la procédure établie par la Convention en vigueur relative à la révision des Règlements, a adopté une résolution selon laquelle les décisions illégales de la Conference administrative extraordinaire des radiocommunications de 1951 — prises en violation de l'article 47 du Règlement des radiocommunications qui complète la Convention — remplacent les dispositions de ce Règlement.

La délégation de la République populaire Roumaine, dans ces conditions, réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non le Règlement des radiocommunications, l'article 6 de la Convention et autres dispositions relatives à l'I.F.R.B.

Elle réserve également le droit de ne pas prendre en considération la résolution N° 30 de la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires.

XXVI

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:

Nous déclarons que nos signatures en ce qui concerne le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord s'appliquent aux Iles Anglo-Normandes et à l'Ile de Man, ainsi qu'à l'Afrique orientale britannique.

XXVII

Pour la Tchécoslovaquie:

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications, la délégation tchécoslovaque déclare formellement ce que suit:

1. La présence des représentants du Kuomintang à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Buenos Aires et la signature de la Convention internationale des télécommunications par les représentants du Kuomintang au nom de la Chine ne sont pas légales vu que les seuls représentants légitimes de la Chine ayant le droit de signer la susdite Convention au nom de la Chine sont les représentants désignés par le Gouvernement populaire central de la République populaire de Chine.

La Tchécoslovaquie conteste également le droit de signer la présente Convention internationale des télécommunications aux représentants de la Corée du Sud et du Viêt-Nam de Bao-Daï au nom des pays de Corée et de Viêt-Nam, respectivement, vu qu'ils ne représentent pas, en effet, ces pays.

La Tchécoslovaquie n'accepte pas la signature de la Convention internationale des télécommunications par les représentants des autorités de Bonn au nom de l'ensemble de l'Allemagne et elle déclare que la République Démocratique d'Allemagne qui a dûment adhéré à la Convention internationale des télécommunications d'Atlantic City, 1947, doit être considérée comme Membre de l'Union internationale des télécommunications de plein droit.

2. La Tchécoslovaquie n'accepte pas les décisions de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Buenos Aires relatives à l'Accord de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications de Genève, 1951, vu que ces déci-

2) Die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik ist dem Fernmeldevertrag von Atlantic City (1947) rechtmäßig beigetreten. Sie ist somit Vertragspartei des Fernmeldevertrags von Atlantic City (1947) und genießt alle Rechte der Ordentlichen Vereinsmitglieder.

Die Bonner Behörden vertreten nicht Gesamtdeutschland; daher ist der Konferenzbeschluß rechtswidrig, durch den ihren Vertretern das Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags zugestanden worden ist.

3) Das den Vertretern Bao-Dai-Vietnams und Südkoreas zuerkannte Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags von Buenos Aires ist rechtswidrig, da sie von Marionettenregierungen, die in Wirklichkeit Vietnam und Korea nicht vertreten, entsandt worden sind.

2. Die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires 1952 hat gegen die Bestimmungen verstoßen, die durch den in Kraft befindlichen Vertrag für die Änderung der Vollzugsordnungen festgelegt sind, und eine Entschließung angenommen, nach der die Bestimmungen der Vollzugsordnung für den Funkdienst durch die rechtswidrigen Beschlüsse der Außerordentlichen Funkverwaltungskonferenz von 1951 ersetzt werden, die unter Verletzung der Bestimmungen des Artikels 47 der den Vertrag ergänzenden Vollzugsordnung für den Funkdienst gefaßt worden sind.

Unter diesen Umständen behält die Delegation der Rumänischen Volksrepublik ihrer Regierung das Recht vor, die Vollzugsordnung für den Funkdienst, den Artikel 6 des Vertrags und die anderen Bestimmungen über den I.F.R.B. anzunehmen oder nicht anzunehmen.

Sie behält sich des weiteren das Recht vor, die Entschließung Nr. 30 der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires nicht zu berücksichtigen.

XXVI

Für das Vereinigte Königreich Großbritannien und Nordirland:

Wir erklären, daß unsere Unterschriften, die sich auf das Vereinigte Königreich Großbritannien und Nordirland beziehen, für die Britisch-Normannischen Inseln und die Insel Man sowie für Britisch-Ostafrika gelten.

XXVII

Für die Tschechoslowakei:

Die tschechoslowakische Delegation erklärt bei der Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags förmlich folgendes:

1. Die Anwesenheit der Vertreter der Kuomintang auf der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten des Internationalen Fernmeldevereins in Buenos Aires und die Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags durch die Vertreter der Kuomintang im Namen Chinas sind rechtswidrig, weil die alleinigen rechtmäßigen Vertreter Chinas, die das Recht zur Unterzeichnung des genannten Vertrags im Namen Chinas haben, die von der Zentralen Volksregierung der Volksrepublik China bestimmten Vertreter sind.

Die Tschechoslowakei bestreitet auch den Vertretern Südkoreas und Bao-Dai-Vietnams das Recht zur Unterzeichnung dieses Internationalen Fernmeldevertrags im Namen der Länder Korea und Vietnam, da sie diese Länder tatsächlich nicht vertreten.

Die Tschechoslowakei erkennt die Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags durch die Vertreter der Bonner Behörden im Namen Gesamtdeutschlands nicht an; sie erklärt, daß die Deutsche Demokratische Republik, die dem Internationalen Fernmeldevertrag von Atlantic City, 1947, ordnungsmäßig beigetreten ist, als vollberechtigtes Ordentliches Mitglied des Internationalen Fernmeldevereins anzusehen ist.

2. Die Tschechoslowakei erkennt die Beschlüsse der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten des Internationalen Fernmeldevereins von Buenos Aires über das Abkommen der Außerordentlichen Funkverwaltungskonferenz von Genf, 1951, nicht an, da diese Beschlüsse die

sions tendent à légaliser ledit Accord qui est en contradiction avec l'article 47 du Règlement des radiocommunications d'Atlantic City, 1947, et elle se réserve le droit de se conformer strictement aux dispositions de l'article 47 de ce Règlement.

3. La Tchécoslovaquie n'est pas d'accord avec les décisions de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Buenos Aires relatives au Comité international d'enregistrement des fréquences et elle se réserve le droit d'accepter ou de ne pas accepter l'article 6 de la Convention internationale des télécommunications, soit dans son ensemble, soit en partie.

XXVIII

Pour la Turquie:

1. Vu les dispositions de l'article 12 de la nouvelle Convention de Buenos Aires, je tiens à déclarer formellement au nom de ma délégation que les réserves faites antérieurement au nom du Gouvernement turc concernant les Règlements énumérés dans cet article doivent continuer à produire leurs effets.

2. Au moment de signer les Actes finals de la Convention de Buenos Aires, je déclare formellement au nom du Gouvernement de la République de Turquie que mon Gouvernement ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait résulter des réserves ou contre réserves qui seraient éventuellement faites par n'importe quelle autre délégation participant à la présente Conférence.

XXIX

Pour l'Union de l'Afrique du Sud et le territoire de l'Afrique du Sud-Ouest:

La délégation de l'Union de l'Afrique du Sud et du territoire de l'Afrique du Sud-Ouest déclare que la signature de la présente Convention par l'Union de l'Afrique du Sud et le territoire de l'Afrique du Sud-Ouest est donnée sous réserve que l'Union de l'Afrique du Sud et le territoire de l'Afrique du Sud-Ouest n'acceptent pas d'être liés par le Règlement téléphonique visé à l'article 12 de ladite Convention.

XXX

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Tenant compte
de ce que, sur la base de l'article 47 du Règlement des radiocommunications qui complète la Convention des télécommunications, l'entrée en vigueur de la partie la plus importante de ce Règlement est subordonnée aux décisions de la future Conférence administrative spéciale mentionnée dans cet article;

ayant en vue
que, lors de l'adoption des décisions de la Conférence administrative extraordinaire des radiocommunications (C.A.E.R.) en 1951, les dispositions de l'article 47 du Règlement des radiocommunications ont été violées et que, par conséquent, les décisions ci-dessus de la C.A.E.R. sont illégales;

prenant de même en considération
le fait que la Conférence de plénipotentiaires de 1952, en adoptant la résolution selon laquelle ces décisions illégales de la C.A.E.R. sont considérées comme remplaçant les dispositions du Règlement des radiocommunications, a violé par cela les dispositions de l'article 13 de la Convention des télécommunications relatives au caractère obligatoire des Règlements,

l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, dans ces conditions, laisse ouverte la question d'accepter les dispositions de la Convention des télécommunications relatives au Comité international d'enregistrement des fréquences ainsi que la question d'adopter le Règlement des radiocommunications.

rechtliche Anerkennung des besagten Abkommens bezwecken, das in Widerspruch zu Artikel 47 der Vollzugsordnung für den Funkdienst von Atlantic City (1947) steht. Die Tschechoslowakei behält sich das Recht vor, sich genau nach den Bestimmungen des Artikels 47 dieser Vollzugsordnung zu richten.

3. Die Tschechoslowakei ist mit den Beschlüssen der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten des Internationalen Fernmeldevereins von Buenos Aires über den Internationalen Ausschuß zur Frequenzregistrierung nicht einverstanden; sie behält sich daher das Recht vor, den Artikel 6 des Internationalen Fernmeldevertrags insgesamt oder teilweise anzunehmen oder nicht anzunehmen.

XXVIII

Für die Türkei:

1. In Anbetracht der Bestimmungen des Artikels 12 des neuen Vertrags von Buenos Aires lege ich Wert darauf, im Namen meiner Delegation förmlich zu erklären, daß die früheren, im Namen der türkischen Regierung gemachten Vorbehalte, die sich auf die in diesem Artikel genannten Vollzugsordnungen beziehen, wirksam bleiben müssen.

2. Bei der Unterzeichnung der endgültigen Fassung des Vertrags von Buenos Aires erkläre ich im Namen der Regierung der Republik Türkei förmlich, daß meine Regierung keine finanzielle Belastung übernehmen kann, die sich aus den Vorbehalten oder Gegen-Vorbehalten ergeben könnte, die möglicherweise von irgendeiner an dieser Konferenz teilnehmenden Delegation gemacht werden.

XXIX

Für die Südafrikanische Union und das Gebiet von Südwestafrika:

Die Delegation der Südafrikanischen Union und des Gebiets von Südwestafrika erklärt, daß die Südafrikanische Union und das Gebiet von Südwestafrika diesen Vertrag unter dem Vorbehalt unterzeichnen, daß die Südafrikanische Union und das Gebiet von Südwestafrika keine Bindung durch die im Artikel 12 des genannten Vertrags vorgesehene Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst annehmen.

XXX

Für die Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken:

Unter Berücksichtigung dessen, daß auf Grund des Artikels 47 der Vollzugsordnung für den Funkdienst, die den Fernmeldevertrag ergänzt, das Inkrafttreten des wichtigsten Teils dieser Vollzugsordnung von den Beschlüssen der künftigen, in diesem Artikel erwähnten besonderen Verwaltungskonferenz abhängig gemacht wird;

in Anbetracht dessen, daß bei der Annahme der Beschlüsse der Außerordentlichen Funkverwaltungskonferenz von 1951 (C.A.E.R.) gegen die Bestimmungen des Artikels 47 der Vollzugsordnung für den Funkdienst verstoßen worden ist und daß infolgedessen diese Beschlüsse der C.A.E.R. rechtswidrig sind;

ferner mit Rücksicht auf die Tatsache, daß die Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von 1952 durch die Annahme der Entschließung, nach der diese rechtswidrigen Beschlüsse der C.A.E.R. als Ersatz für die Bestimmungen der Vollzugsordnung für den Funkdienst angesehen werden sollen, die Bestimmungen des Artikels 13 des Fernmeldevertrags über den verpflichtenden Charakter der Vollzugsordnungen verletzt hat,

läßt die Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken unter diesen Umständen die Fragen offen, ob sie die Bestimmungen des Fernmeldevertrags über den Internationalen Ausschuß zur Frequenzregistrierung und die Vollzugsordnung für den Funkdienst annimmt.

XXXI

Pour l'Etat du Viêt-Nam:

En signant la présente Convention au nom de l'Etat du Viêt-Nam la délégation du Viêt-Nam réserve le droit de son Gouvernement d'accepter ou non:

— toute obligation ayant trait au Règlement téléphonique visé à l'article 12 et, en particulier, au cas où ce Règlement serait étendu au régime extra-européen;

— tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration avec les organisations internationales qu'il considère comme contraire à ses intérêts.

En outre, elle considère formellement comme sans fondement du point de vue juridique et en contradiction flagrante avec la Convention, les déclarations faites par les délégations de:

— la République populaire de Bulgarie
— la République populaire Hongroise
— la République populaire Roumaine
— la République populaire d'Albanie
— la République populaire de Pologne
— la République Socialiste Soviétique de Biélorussie
— la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
— la Tchécoslovaquie
— l'U.R.S.S.

contestant le droit du représentant du Gouvernement du Viêt-Nam, présent à cette assemblée, de signer, en parfaite légalité, la Convention internationale des télécommunications, conformément à la décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires.

XXXI

Für den Staat Vietnam:

Bei der Unterzeichnung dieses Vertrags im Namen des Staates Vietnam behält die Delegation Vietnams ihrer Regierung das Recht vor, anzunehmen oder nicht anzunehmen

jede Verpflichtung in bezug auf die im Artikel 12 genannte Vollzugsordnung für den Fernsprechdienst, besonders, wenn diese Vollzugsordnung auf den außereuropäischen Vorschriftenbereich ausgedehnt wird;

jede vom Verwaltungsrat mit den internationalen Organisationen getroffene vorläufige Vereinbarung, die sie als ihren Belangen entgegenstehend ansieht.

Des weiteren betrachtet die Delegation Vietnams ausdrücklich die Erklärungen als rechtlich unbegründet und dem Vertrag offensichtlich widersprechend, welche die Delegationen der

Volksrepublik Bulgarien
Volksrepublik Ungarn
Volksrepublik Rumänien
Volksrepublik Albanien
Volksrepublik Polen
Weißrussischen Sozialistischen Sowjet-Republik
Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik
Tschechoslowakei
Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken

abgegeben haben und in denen dem auf dieser Konferenz anwesenden Vertreter der Regierung Vietnams das Recht bestritten wird, den Internationalen Fernmeldevertrag gemäß dem Beschluß der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten von Buenos Aires völlig rechtsgültig zu unterzeichnen.

XXXII

Pour la Belgique, le Royaume du Cambodge, la Chine, la République de Colombie, le Congo Belge et territoire du Ruanda-Urundi, Costa Rica, Cuba, l'Egypte, la France, la Grèce, la République de l'Inde, l'Iran, l'Iraq, l'Etat d'Israël, le Japon, le Royaume Hachémite de Jordanie, le Liban, Monaco, le Portugal, les Protectorats français du Maroc et de la Tunisie, la République Fédérale d'Allemagne, la République fédérative populaire de Yougoslavie, la Suède, la Confédération Suisse, la République Syrienne, les Territoires d'outre-mer de la République Française et territoires administrés comme tels, les Territoires portugais d'outre-mer, l'Etat du Viêt-Nam:

Les délégations sous-signées déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves ayant pour objet l'augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Belgique
Cambodge (Royaume du)
Chine
Colombie (République de)
Congo Belge et territoire du Ruanda-Urundi
Costa Rica
Cuba
Egypte
France
Grèce
Inde (République de l')
Iran
Iraq
Israël (Etat d')
Japon
Jordanie (Royaume Hachémite de)
Liban
Monaco
Portugal
Protectorats français du Maroc et de la Tunisie
République Fédérale d'Allemagne
République fédérative populaire de Yougoslavie
Suède
Suisse (Confédération)
Syrienne (République)
Territoires d'outre-mer de la République Française et territoires administrés comme tels
Territoires portugais d'outre-mer
Viêt-Nam (Etat du)

XXXII

Für Belgien, das Königreich Kambodscha, China, die Republik Kolumbien, Belgisch-Kongo und das Gebiet Ruanda-Urundi, Costa Rica, Kuba, Ägypten, Frankreich, Griechenland, die Republik Indien, Iran, Irak, den Staat Israel, Japan, das Hachemitische Königreich Jordanien, Libanon, Monaco, Portugal, die französischen Protektorate Marokko und Tunis, die Bundesrepublik Deutschland, die Föderative Volksrepublik Jugoslawien, Schweden, die Schweizerische Eidgenossenschaft, die Syrische Republik, die überseeischen Gebiete der französischen Republik und die wie diese verwalteten Gebiete, die portugiesischen überseeischen Gebiete, den Staat Vietnam:

Die unterzeichneten Delegationen erklären im Namen ihrer Regierungen, daß sie keine Folgen aus Vorbehalten anerkennen, die ihren Beitragsanteil an den Vereinsausgaben erhöhen.

Belgien
Königreich Kambodscha
China
Republik Kolumbien
Belgisch-Kongo und Gebiet Ruanda-Urundi
Costa Rica
Kuba
Ägypten
Frankreich
Griechenland
Republik Indien
Iran
Irak
Staat Israel
Japan
Hachemitisches Königreich Jordanien
Libanon
Monaco
Portugal
Französische Protektorate Marokko und Tunis
Bundesrepublik Deutschland
Föderative Volksrepublik Jugoslawien
Schweden
Schweizerische Eidgenossenschaft
Syrische Republik
Überseeische Gebiete der Französischen Republik und wie diese verwalteten Gebiete
Portugiesische überseeische Gebiete
Staat Vietnam

XXXIII

Pour l'Afghanistan, le Royaume de l'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, le Liban, le Pakistan, la République Syrienne et le Yémen:

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention de Buenos Aires ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

XXXIV

Pour l'Egypte et la République Syrienne:

Les délégations de l'Egypte et de la République Syrienne déclarent, au nom de leurs Gouvernements, qu'elles s'opposent au paragraphe 12, alinéa b) 1°, de l'article 5, ainsi qu'au paragraphe 1, alinéa g), de l'article 9, qui autorisent le Conseil d'administration à conclure au nom de l'Union des accords provisoires avec des organisations internationales. Leurs Gouvernements ne seront pas liés par de tels accords s'ils les considèrent comme contraires à leurs intérêts.

XXXV

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, pour la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Au moment de signer la Convention des télécommunications, les délégations de l'U.R.S.S., de la R.S.S. de l'Ukraine et de la R.S.S. de Biélorussie déclarent ce qui suit:

1. La décision de la Conférence de plénipotentiaires d'accorder aux gens du Kuomintang le droit de signer la Convention des télécommunications est illégale, étant donné que les seuls représentants légitimes de la Chine sont les représentants nommés par le Gouvernement central populaire de la République populaire de Chine et qu'eux seuls ont le plein droit de signer la Convention des télécommunications au nom de la Chine;

2. Les représentants du Viêt-Nam de Bao-Daï et de la Corée du Sud ne représentent pas en réalité le Viêt-Nam et la Corée; c'est pourquoi leur participation aux travaux de la Conférence de plénipotentiaires et le fait de leur octroyer le droit de signer la Convention des télécommunications au nom du Viêt-Nam et de la Corée sont illégaux;

3. Le Gouvernement de la République Démocratique d'Allemagne a adhéré à la Convention des télécommunications (Atlantic City, 1947) conformément à la procédure prévue au Protocole additionnel II à cette Convention; par conséquent, la République Démocratique d'Allemagne est partie à la Convention des télécommunications de 1947 et Membre de plein droit de l'U.I.T. Les autorités de Bonn ne représentent pas et ne peuvent pas représenter toute l'Allemagne; en conséquence de quoi la signature par les dites autorités, de la Convention des télécommunications adoptée par la Conférence de plénipotentiaires de Buenos Aires, est illégale.

XXXVI

Pour la Fédération de l'Australie, le Canada, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la République de l'Inde, l'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:

Etant donné que certains pays se sont réservé le droit d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions de l'article 6 de la Convention, les pays dont les noms suivent se réservent le droit de prendre toutes mesures nécessaires et, s'il y a lieu, conjointement avec d'autres Membres de l'Union, pour assurer le bon fonctionnement

XXXIII

Für Afganistan, das Königreich Saudi-Arabien, Ägypten, Irak, das Hachemitische Königreich Jordanien, Libanon, Pakistan, die Syrische Republik, Jemen:

Die Delegationen der oben genannten Länder erklären, daß die Unterzeichnung des Vertrags von Buenos Aires durch sie und die etwaige spätere Ratifizierung dieses Vertrags durch ihre Regierungen nicht gegenüber dem Mitglied gelten, das im Anhang 1 dieses Vertrags unter dem Namen „Israel" verzeichnet ist, und keinesfalls dessen Anerkennung umfassen.

XXXIV

Für Ägypten und die Syrische Republik:

Die Delegationen Ägyptens und der Syrischen Republik erklären im Namen ihrer Regierungen, daß sie sich dem Absatz 12 b) Nr. 1 des Artikels 5 und dem Absatz 1 g) des Artikels 9 widersetzen, die den Verwaltungsrat ermächtigen, im Namen des Vereins vorläufige Vereinbarungen mit internationalen Organisationen zu treffen. Ihre Regierungen werden durch solche Vereinbarungen nicht gebunden sein, falls sie die Vereinbarungen als ihren Belangen entgegenstehend ansehen.

XXXV

Für die Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken und die Ukrainische und Weißrussische Sozialistische Sowjet-Republik:

Bei der Unterzeichnung des Fernmeldevertrags erklären die Delegation der Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken und die Delegationen der Ukrainischen und Weißrussischen Sozialistischen Sowjet-Republik folgendes:

1. Der Beschluß der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten, der Kuomintang das Recht zur Unterzeichnung des Fernmeldevertrags zuzugestehen, ist rechtswidrig, da allein die von der Zentralen Volksregierung der Volksrepublik China ernannten Vertreter die rechtmäßigen Vertreter Chinas sind und nur sie das Recht haben, den Fernmeldevertrag im Namen Chinas zu unterzeichnen.

2. Die Vertreter Bao-Dai-Vietnams und Süd-Koreas vertreten in Wirklichkeit nicht Vietnam und Korea; ihre Teilnahme an den Arbeiten der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten und das ihnen zuerkannte Recht, den Fernmeldevertrag im Namen Vietnams und Koreas zu unterzeichnen, sind deshalb rechtswidrig.

3. Die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik ist dem Fernmeldevertrag (Atlantic City, 1947) gemäß dem Verfahren beigetreten, das im Zusatzprotokoll II zum genannten Vertrag angegeben ist; infolgedessen ist die Deutsche Demokratische Republik Vertragspartei des Fernmeldevertrags von 1947 und vollberechtigtes Ordentliches Mitglied des Internationalen Fernmeldevereins. Die Bonner Behörden vertreten nicht Gesamtdeutschland und können es nicht vertreten; daher ist die Unterzeichnung des von der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten angenommenen Fernmeldevertrags durch die genannten Behörden rechtswidrig.

XXXVI

Für den Australischen Bund, Kanada, China, die Vereinigten Staaten von Amerika, die Republik Indien, Irak, das Hachemitische Königreich Jordanien, Mexiko, Neuseeland, die Niederlande und das Vereinigte Königreich Großbritannien und Nordirland:

Da gewisse Länder sich das Recht vorbehalten haben, die Bestimmungen des Artikels 6 des Vertrags anzunehmen oder nicht anzunehmen, behalten sich die nachstehend genannten Länder das Recht vor, alle erforderlichen Maßnahmen, gegebenenfalls im Benehmen mit anderen Vereinsmitgliedern, zu ergreifen, um das rei-

de l'I.F.R.B., pour le cas où les pays ayant formulé des réserves viendraient à ne pas accepter les dispositions de l'article 6 de la Convention.

Fédération de l'Australie
Canada
Chine
Etats-Unis d'Amérique
République de l'Inde
Iraq
Royaume Hachémite de Jordanie
Mexique
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas, Surinam, Antilles néerlandaises, Nouvelle-Guinée
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives du Gouvernement de la République Argentine et une copie en sera remise à chaque gouvernement signataire.

FAIT à Buenos Aires, le 22 décembre 1952.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention)

bungslose Arbeiten des I.F.R.B. zu gewährleisten, falls die Länder, die Vorbehalte gemacht haben, die Bestimmungen des Artikels 6 des Vertrags nicht annehmen sollten.

Australischer Bund
Kanada
China
Vereinigte Staaten von Amerika
Republik Indien
Irak
Hachemitisches Königreich Jordanien
Mexiko
Neuseeland
Niederlande, Surinam, Niederländische Antillen, Neuguinea
Vereinigtes Königreich Großbritannien und Nordirland

URKUNDLICH DESSEN haben die Regierungsbevollmächtigten dieses Schlußprotokoll in je einer englischen, chinesischen, spanischen, französischen und russischen Ausfertigung unterzeichnet. Dieses Protokoll verbleibt im Archiv der Regierung der Argentinischen Republik; eine Abschrift wird jeder Regierung, die unterzeichnet hat, zugestellt.

GESCHEHEN zu Buenos Aires, am 22. Dezember 1952.

(Es folgen die gleichen Unterschriften wie beim Vertrag)

Protocoles Additionnels à la Convention internationale des télécommunications (Buenos Aires, 1952)

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires, les plénipotentiaires soussignés ont signé les Protocoles additionnels suivants:

I

Protocole

Procédure à suivre par les Membres et Membres associés en vue du choix de leur classe de contribution

1. Tout Membre et Membre associé devra, avant le 1er juillet 1953, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contributions figurant à l'article 13, paragraphe 4, de la Convention internationale des télécommunications de Buenos Aires.

2. Les Membres et Membres associés qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1er juillet 1953, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souscrit par eux sous le régime de la Convention d'Atlantic City.

II

Protocole

Fusion éventuelle du Comité consultatif international télégraphique et du Comité consultatif international téléphonique

1. La conférence administrative télégraphique et téléphonique dont la réunion est prévue pour 1954 est autorisée à approuver la fusion du C.C.I.T. et du C.C.I.F. en un organisme permanent unique de l'Union, si elle estime que cette mesure sert au mieux les intérêts de l'Union dans son ensemble. En prenant sa décision, elle sera guidée par les avis des assemblées plénières du C.C.I.T. et du C.C.I.F. à ce sujet, qui, conformément aux dispositions de la resolution N° 2, lui seront soumis.

2. Si cette conférence décide que la fusion du C.C.I.T. et du C.C.I.F. doit être réalisée:

a) cette fusion prendra effet à une date que cette conférence devra déterminer et qui ne sera pas antérieure au 1er janvier 1955;

b) les dispositions de l'article 4, alinéas 3° d) et 3° e) de la Convention internationale des télécommunications seront considérées comme ayant été modifiées, avec effet à partir de la date fixée par cette conférence, pour ne plus former qu'un seul alinéa, rédigé comme suit:

« 3° . . .

d) le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.); »

c) les dispositions de l'article 7, alinéas 1 (1) et 1 (2), de la Convention internationale des télécommunications seront considérées comme ayant été modifiées avec effet à partir de la même date, pour ne former qu'un seul alinéa, rédigé comme suit:

« 1. (1) le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie, les fac-similés et la téléphonie; »

Zusatzprotokolle zum Internationalen Fernmeldevertrag Buenos Aires, 1952

Bei der Unterzeichnung des Internationalen Fernmeldevertrags von Buenos Aires haben die Bevollmächtigten die folgenden Zusatzprotokolle vollzogen:

I

Protokoll

Verfahren für die Wahl der Beitragsklasse durch die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder

1. Jedes Ordentliche und Außerordentliche Mitglied muß dem Generalsekretär vor dem 1. Juli 1953 die Beitragsklasse mitteilen, die es nach der Tabelle der Beitragsklassen im Artikel 13 Abs. 4 des Internationalen Fernmeldevertrags von Buenos Aires gewählt hat.

2. Die Ordentlichen und Außerordentlichen Mitglieder, die es unterlassen haben, ihre Entscheidung nach den Vorschriften des vorstehenden Absatzes 1 vor dem 1. Juli 1953 bekanntzugeben, müssen ihren Beitrag nach der Anzahl der Einheiten leisten, die sie nach den Vorschriften des Vertrages von Atlantic City gewählt haben.

II

Protokoll

Etwa vorzunehmende Verschmelzung des Internationalen Beratenden Ausschusses für den Telegraphendienst und des Internationalen Beratenden Ausschusses für den Fernsprechdienst

1. Die Telegraphen- und Fernsprechverwaltungskonferenz, deren Zusammentritt für 1954 vorgesehen ist, wird ermächtigt, die Verschmelzung des C.C.I.T. und des C.C.I.F. zu einem einzigen ständigen Organ des Vereins zu genehmigen, wenn diese Maßnahme nach ihrer Ansicht den Belangen des Vereins in seiner Gesamtheit zum Besten dient. Bei diesem Beschluß soll sie sich von den einschlägigen Empfehlungen der Vollversammlungen des C.C.I.T. und des C.C.I.F. leiten lassen, die ihr nach den Bestimmungen der Entschließung Nr. 2 unterbreitet werden.

2. Beschließt die genannte Konferenz die Verschmelzung des C.C.I.T. und des C.C.I.F., so

a) wird diese Verschmelzung zu einem Zeitpunkt wirksam, den die genannte Konferenz festsetzen muß und der nicht vor dem 1. Januar 1955 liegen soll;

b) werden die Bestimmungen des Artikels 4 Abs. 3 d) und 3 e) des Internationalen Fernmeldevertrags von dem durch die genannte Konferenz festgesetzten Zeitpunkt an als geändert angesehen, so daß sie nur noch einen Absatz mit folgendem Wortlaut bilden:

„3. . . . . . .

d) der Internationale Beratende Ausschuß für den Telegraphen- und Fernsprechdienst (C.C.I.T.)";

c) werden die Bestimmungen des Artikels 7 Abs. 1 (1) und 1 (2) des Internationalen Fernmeldevertrags von demselben Zeitpunkt an als geändert angesehen, so daß sie nur noch einen Absatz mit folgendem Wortlaut bilden:

„1. (1) Der Internationale Beratende Ausschuß für den Telegraphen- und Fernsprechdienst (C.C.I.T.) ist beauftragt, über technische Fragen sowie Betriebs- und Gebührenfragen der Telegraphie, der Bildtelegraphie und des Fernsprechdienstes Studien durchzuführen und Empfehlungen herauszugeben";

d) les commissions d'études et les secrétariats spécialisés du C.C.I.T. et du C.C.I.F. seront remplacés par des commissions d'études et un secrétariat spécialisé unique de l'organisme fusionné selon des modalités à déterminer par la conférence administrative télégraphique et téléphonique en tenant compte des avis exprimés par les assemblées plénières du C.C.I.T. et du C.C.I.F.

3. Si la réunion de la conférence administrative télégraphique et téléphonique est remise à une date postérieure à l'année 1954, le Conseil d'administration est autorisé, après consultation des Membres de l'Union, à exercer les mêmes pouvoirs que ceux conférés à la conférence administrative télégraphique et téléphonique aux termes des paragraphes 1 et 2 du présent protocole.

4. Si la fusion du C.C.I.T. et du C.C.I.F. n'est pas décidée et réalisée conformément aux dispositions ci-dessus, et tant qu'elle ne le sera pas, le secrétaire général adjoint chargé de la division télégraphique et téléphonique du Secrétariat général continuera à assumer la responsabilité du fonctionnement du C.C.I.T., conformément à la Résolution 172/CA5 du Conseil d'administration et en dérogation aux dispositions de l'article 7, alinéa 4 c) de la Convention internationale des télécommunications.

III

Protocole

Budget ordinaire de l'Union pour l'année 1953

Le budget ordinaire de l'Union pour l'année 1953 est fixé suivant le résumé ci-après des recettes et des dépenses.

Recettes	Francs suisses
Solde reporté de 1952	415.000
Parts contributives 680 unités à 7.560 fr.	5.140.800
Prélèvement du Fonds de provision du C.C.I.F.	20.000
Remboursement du budget annexe des publications	245.000
Intérêts	350.000
Imprévu	6.555
	6.177.355

Dépenses	Francs suisses
Conseil d'administration	200.000
Secrétariat général	2.096.400
I.F.R.B.	1.917.500
C.C.I.F.	459.750
C.C.I.T.	78.900
C.C.I.R.	488.600
	5.241.150
Dépenses résultant des décisions de la Conférence de plénipotentiaires (Voir détails ci-dessous)	446.205
	5.707.355
Intérêts	250.000
	5.957.355
Solde à reporter en 1954	220.000
	6.177.355

Le Conceil d'administration, au cours de la session ordinaire de 1953, mettra au point dans le détail ce budget sur la base des chiffres ci-dessus.

d) werden die Studienkommissionen und die Fachsekretariate des C.C.I.T. und des C.C.I.F. durch Studienkommissionen und ein einziges Fachsekretariat des verschmolzenen Organs nach dem Verfahren ersetzt, das von der Telegraphen- und Fernsprechverwaltungskonferenz unter Berücksichtigung der Empfehlungen der Vollversammlungen des C.C.I.T. und des C.C.I.F. festzulegen ist.

3. Sollte der Zusammentritt der Telegraphen- und Fernsprechverwaltungskonferenz auf einen Zeitpunkt nach dem Jahre 1954 verschoben werden, so ist der Verwaltungsrat nach Befragung der Ordentlichen Vereinsmitglieder befugt, die gleichen Rechte auszuüben, wie sie der Telegraphen- und Fernsprechverwaltungskonferenz in den Absätzen 1 und 2 dieses Protokolls übertragen sind.

4. Wenn die Verschmelzung des C.C.I.T. und des C.C.I.F. nach den obigen Bestimmungen nicht beschlossen und verwirklicht wird und solange dies nicht der Fall ist, soll der stellvertretende Generalsekretär, dem die Telegraphen- und Fernsprechabteilung des Generalsekretariats übertragen ist, die Verantwortung für die Tätigkeit des C.C.I.T. nach Entschließung 172/CA 5 des Verwaltungsrats — abweichend von den Bestimmungen des Artikels 7 Abs. 4c) des Internationalen Fernmeldevertrags — weiterhin tragen.

III

Protokoll

Ordentlicher Haushaltsplan des Vereins für das Jahr 1953

Der ordentliche Haushalt des Vereins für das Jahr 1953 wird gemäß der nachstehenden Zusammenstellung über die Einnahmen und Ausgaben festgesetzt.

Einnahmen	Schweizer Franken
Saldoübertrag von 1952	415 000
Beitragsanteile 680 Einheiten zu je 7 560 Fr.	5 140 800
Vorschuß aus dem Reservefonds des C.C.I.F.	20 000
Rückerstattung vom Zusatz-Haushalt für Druckerzeugnisse	245 000
Zinsen	350 000
Unvorhergesehenes	6 555
	6 177 355

Ausgaben	Schweizer Franken
Verwaltungsrat	200 000
Generalsekretariat	2 096 400
I.F.R.B.	1 917 500
C.C.I.F.	459 750
C.C.I.T.	78 900
C.C.I.R.	488 600
	5 241 150
Ausgaben auf Grund der Beschlüsse der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten (Einzelheiten s. nächste Seite)	446 205
	5 707 355
Zinsen	250 000
	5 957 355
Saldoübertrag für 1954	220 000
	6 177 355

Der Verwaltungsrat wird während seiner ordentlichen Tagung im Jahre 1953 die Einzelheiten dieses Haushaltsplans auf der Grundlage der obigen Zahlen aufstellen.

Détail des dépenses résultant des décisions de la Conférence de plénipotentiaires

	Francs suisses
1) Répercussion de la nouvelle échelle des traitements pour la classe 8	6.000.—
2) Indemnité temporaire pour l'ajustement provisoire des traitements à l'augmentation du coût de la vie (classes 1 à 8, 3 %)	66.000.—
3) Reclassement de certains emplois de l'Union:	
traitements	52.356.—
assurances	47.644.—
4) Indemnité pour frais d'études des enfants	52.000.—
5) Assainissement du Fonds de pensions	100.000.—
6) Majoration des contributions uniques des fonctionnaires de plus de 40 ans	30.000.—
7) Liquidation des comptes en souffrance (10 % de 372.050.—)	37.205.—
Intérêts sur ces sommes	13.000.—
8) Indemnité de cherté de vie aux retraités	12.000.—
9) Subvention au Service des publications pour les documents déficitaires	80.000.—
Total	496.205.—
Indemnités d'expatriation (à déduire) (correction des prévisions)	30.000.—
Total général	466.205.—

Einzelheiten über die Ausgaben, die auf Grund der Beschlüsse der Konferenz der Regierungsbevollmächtigten entstehen

	Schweizer Franken
1) Auswirkung der neuen Gehaltsstufen für Klasse 8	6 000,—
2) Zeitweilige Zulagen zur vorläufigen Anpassung der Gehälter an die gestiegenen Lebenshaltungskosten (Klassen 1 bis 8; 3 vom Hundert)	66 000,—
3) Neueinstufung gewisser Dienstposten des Vereins:	
Gehälter	52 356,—
Versicherungen	47 644,—
4) Beihilfen zu den Ausbildungskosten der Kinder	52 000,—
5) Sanierung des Pensionsfonds	100 000,—
6) Erhöhung der einmaligen Beiträge für die über 40 Jahre alten Angestellten	30 000,—
7) Abwicklung der rückständigen Rechnungen (10 vom Hundert von 372 050,—)	37 205,—
Zinsen für diese Beträge	13 000,—
8) Teuerungszulagen für Ruhegehaltsempfänger	12 000,—
9) Unterstützung des Verlagsdienstes für Druckwerke, die mit einem Defizit belastet sind	80 000,—
Summe	496 205,—
abzusetzen Auslandsaufenthaltszulagen (Berichtigung des veranschlagten Betrages)	30 000,—
Schlußsumme	466 205,—

IV

Protocole

Dépenses ordinaires de l'Union pour la période 1954 à 1958

1. Le Conseil d'administration est autorisé à arrêter le budget annuel de l'Union de telle sorte que le plafond des dépenses ordinaires de l'Union, non compris les intérêts moratoires payés à la Confédération suisse, ne dépasse pas les sommes ci-après pour les années 1954 à 1958:

5.890.000 francs suisses pour l'année 1954
5.995.000 francs suisses pour l'année 1955
5.965.000 francs suisses pour l'année 1956
6.085.000 francs suisses pour les années 1957 et 1958.

2. Cependant, dans des cas tout à fait exceptionnels, le Conseil d'administration est autorisé à disposer de crédits dépassant au maximum de 3 % les chiffres fixés comme plafond au paragraphe 1. Dans ce cas, il devra prendre une résolution spéciale indiquant les motifs précis d'une telle mesure.

3. D'autre part, et en plus des dépassements autorisés au paragraphe 2, le Conseil pourra inscrire

a) à chacun des budgets de 1955 à 1958 une somme supplémentaire maximum de 60.000 francs suisses pour faire face à une augmentation éventuelle du prix du loyer des locaux de l'Union dans les conditions prévues par la résolution N° 8;

b) à chacun des budgets de 1954 à 1958 une somme supplémentaire maximum de 200.000 francs suisses pour faire face à l'octroi éventuel au personnel d'indemnités de cherté de vie dans les conditions prévues par la résolution N° 20.

4. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles de façon à ramener les dépenses au niveau le plus faible possible.

IV

Protokoll

Ordentliche Ausgaben des Vereins für den Zeitraum von 1954 bis 1958

1. Der Verwaltungsrat wird ermächtigt, den jährlichen Vereinshaushalt so aufzustellen, daß der Höchstbetrag der ordentlichen Vereinsausgaben — ohne Berücksichtigung der an die Schweizerische Eidgenossenschaft zu zahlenden Verzugszinsen — in den Jahren 1954 bis 1958 die nachstehenden Beträge nicht übersteigt:

5 890 000 Schweizer Franken für das Jahr 1954
5 995 000 Schweizer Franken für das Jahr 1955
5 965 000 Schweizer Franken für das Jahr 1956
6 085 000 Schweizer Franken für die Jahre 1957 und 1958

2. Der Verwaltungsrat wird indessen ermächtigt, in ganz besonderen Ausnahmefällen über Mittel zu verfügen, die die im Absatz 1 festgesetzten Höchstbeträge um höchstens 3 v. H. übersteigen. In diesem Fall muß er einen besonderen Beschluß mit genauer Begründung dieser Maßnahme fassen.

3. Außerdem darf der Verwaltungsrat über die im Absatz 2 zugelassene Überschreitung hinaus einsetzen:

a) in jeden Haushaltsplan von 1955 bis 1958 einen Mehrbetrag von höchstens 60 000 Schweizer Franken, um gegebenenfalls einer Erhöhung des Mietpreises für Geschäftsräume des Vereins unter den in der Entschließung Nr. 8 vorgesehenen Bedingungen Rechnung zu tragen;

b) in jeden Haushaltsplan von 1954 bis 1958 einen Mehrbetrag von höchstens 200 000 Schweizer Franken, um gegebenenfalls der Bewilligung von Teuerungszulagen an das Personal unter den in der Entschließung Nr. 20 vorgesehenen Bedingungen Rechnung zu tragen.

4. Der Verwaltungsrat soll jede mögliche Sparsamkeit walten lassen, um die Ausgaben so niedrig wie möglich zu halten.

5. En dehors des cas prévus aux paragraphes 2 et 3 précédents, le Conseil d'administration n'est autorisé à prendre de décisions susceptibles de provoquer un dépassement direct ou indirect du plafond fixé pour chaque année au paragraphe 1 ci-dessus qu'en appliquant strictement les dispositions prévues au paragraphe suivant.

6. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser, en application des dispositions des paragraphes 1 à 3 précités, s'avèrent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un comité consultatif ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses ordinaires au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 3 ou dans les conditions prévues au paragraphe 6.

8. Au moment de prendre des décisions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives et les assemblées plénières des comités consultatifs doivent procéder à une estimation exacte des dépenses supplémentaires qui peuvent en résulter.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de la République Argentine, et dont une copie sera remise à chaque gouvernement signataire.

FAIT à Buenos Aires, le 22 décembre 1952.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention)

5. Abgesehen von den in den vorstehenden Absätzen 2 und 3 erwähnten Fällen darf der Verwaltungsrat Beschlüsse, die eine unmittelbare oder mittelbare Überschreitung des im vorstehenden Absatz 1 für jedes Jahr festgesetzten Höchstbetrags zur Folge haben, nur bei genauester Anwendung der im folgenden Absatz enthaltenen Bestimmungen fassen.

6. Wenn sich die Mittel, über die der Verwaltungsrat in Anwendung der Bestimmungen der Absätze 1 bis 3 verfügen darf, als unzureichend für das reibungslose Arbeiten des Vereins erweisen, darf der Verwaltungsrat diese Mittel nur mit Zustimmung der Mehrheit der ordnungsmäßig befragten Ordentlichen Vereinsmitglieder überschreiten. Jede Befragung der Vereinsmitglieder muß eine vollständige Darlegung der Tatsachen enthalten, die ein solches Ersuchen rechtfertigen.

7. Es soll auf keinen Beschluß einer Verwaltungskonferenz oder einer Vollversammlung eines Beratenden Ausschusses eingegangen werden, der eine unmittelbare oder mittelbare Erhöhung der ordentlichen Ausgaben über die Mittel hinaus zur Folge hat, über die der Verwaltungsrat nach den Absätzen 1 bis 3 oder unter den im Absatz 6 enthaltenen Bedingungen verfügen kann.

8. Die Verwaltungskonferenzen und die Vollversammlungen der Beratenden Ausschüsse müssen bei ihren Beschlüssen, die finanzielle Auswirkungen haben können, die gegebenenfalls entstehenden Mehrkosten jeweils genau veranschlagen.

URKUNDLICH DESSEN haben die Regierungsbevollmächtigten diese Zusatzprotokolle in je einer englischen, chinesischen, spanischen, französischen und russischen Ausfertigung unterzeichnet, die im Archiv der Regierung der Argentinischen Republik verbleibt; eine Abschrift wird jeder Regierung, die unterzeichnet hat, zugestellt.

GESCHEHEN zu Buenos Aires, am 22. Dezember 1952.

(Es folgen die gleichen Unterschriften wie beim Vertrag)

Bekanntmachung über die Wiederanwendung des Internationalen Abkommens über das Verbot der Verwendung von weißem (gelbem) Phosphor zur Anfertigung von Zündhölzern.

Vom 26. Januar 1955.

Zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung von Australien ist Einverständnis darüber festgestellt worden, daß

> das in Bern am 26. September 1906 unterzeichnete Internationale Abkommen über das Verbot der Verwendung von weißem (gelbem) Phosphor zur Anfertigung von Zündhölzern (Reichsgesetzbl. 1911 S. 17)

im Verhältnis zwischen der Bundesrepublik Deutschland und Australien mit Wirkung vom 1. Juli 1954 gegenseitig wieder angewendet wird.

Diese Bekanntmachung ergeht im Anschluß an Nummer 3 der Bekanntmachung vom 13. März 1953 (Bundesgesetzbl. II S. 116).

Bonn, den 26. Januar 1955.

Der Bundesminister des Auswärtigen
In Vertretung
Hallstein

Bekanntmachung über die Wiederanwendung des Abkommens zur Vereinheitlichung von Regeln über die Beförderung im internationalen Luftverkehr.

Vom 8. Januar 1955.

Zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Königlich Norwegischen Regierung ist Einverständnis darüber festgestellt worden, daß das am 12. Oktober 1929 in Warschau unterzeichnete Abkommen zur Vereinheitlichung von Regeln über die Beförderung im internationalen Luftverkehr nebst Zusatzprotokoll (Reichsgesetzbl. 1933 II S. 1039) im Verhältnis zwischen der Bundesrepublik Deutschland und dem Königreich Norwegen wieder angewendet wird.

Diese Bekanntmachung ergeht im Anschluß an die Bekanntmachung vom 13. Dezember 1954 (Bundesgesetzbl. 1955 II S. 4).

Bonn, den 8. Januar 1955.

Der Bundesminister des Auswärtigen
In Vertretung
Hallstein

Bekanntmachung über das Inkrafttreten des Abkommens zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Italienischen Republik über Arbeitslosenversicherung.

Vom 20. Januar 1955.

Gemäß Artikel 2 des Gesetzes vom 28. April 1954 über das Abkommen zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Italienischen Republik über Arbeitslosenversicherung nebst Schlußprotokoll vom 5. Mai 1953 (Bundesgesetzbl. 1954 II S. 485) wird hiermit bekanntgemacht, daß das Abkommen nebst Schlußprotokoll nach seinem Artikel 28 Abs. 2 auf Grund des am 26. November 1954 in Bonn erfolgten Austausches der Ratifikationsurkunden am 1. Dezember 1954 in Kraft getreten ist.

Bonn, den 20. Januar 1955.

Der Bundesminister des Auswärtigen
In Vertretung
Hallstein

Der Bundesminister für Arbeit
Anton Storch

Bekanntmachung über die Wiederanwendung des Internationalen Abkommens zur Vereinfachung der Zollförmlichkeiten.

Vom 26. Januar 1955.

Zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und den Regierungen der nachstehend genannten Staaten ist Einverständnis darüber erzielt worden, daß

das in Genf am 3. November 1923 unterzeichnete Internationale Abkommen zur Vereinfachung der Zollförmlichkeiten nebst Protokoll (Reichsgesetzbl. 1925 II S. 672)

im Verhältnis zwischen der Bundesrepublik Deutschland und

Dänemark mit Wirkung vom 1. Oktober 1953,

Ägypten, Belgien, Iran, Italien, Luxemburg, der Südafrikanischen Union mit Wirkung vom 1. Dezember 1953,

Griechenland mit Wirkung vom 23. Januar 1954

und Jugoslawien mit Wirkung vom 1. Juli 1954

gegenseitig wieder angewendet wird.

Diese Bekanntmachung ergeht im Anschluß an Nummer 12 der Bekanntmachung vom 13. März 1953 (Bundesgesetzbl. II S. 116).

Bonn, den 26. Januar 1955.

Der Bundesminister des Auswärtigen
In Vertretung
Hallstein

Bekanntmachung über die Wiederanwendung der Internationalen Opiumabkommen.

Vom 20. Januar 1955.

I. Das Internationale Opiumabkommen vom 23. Januar 1912 (Reichsgesetzbl. 1921 S. 6) wird im Verhältnis zwischen der Bundesrepublik Deutschland und

Ägypten, Australien, Belgien (einschließlich Belgisch-Kongo und Ruanda-Urundi), Brasilien, Dänemark, der Dominikanischen Republik, Luxemburg, den Niederlanden, Norwegen, Pakistan, Panama, Österreich und der Südafrikanischen Union mit Wirkung vom 1. Januar 1954,

Griechenland mit Wirkung vom 2. Februar 1954 und

Italien mit Wirkung vom 1. Juli 1954

gegenseitig wieder angewendet.

II. Das Internationale Opiumabkommen vom 19. Februar 1925 (Reichsgesetzbl. 1929 II S. 407) wird im Verhältnis zwischen der Bundesrepublik Deutschland und

Ägypten, Australien, Belgien (einschließlich Belgisch-Kongo und Ruanda-Urundi), Brasilien, Dänemark, der Dominikanischen Republik, Luxemburg, den Niederlanden, Norwegen, Pakistan, Österreich und der Südafrikanischen Union mit Wirkung vom 1. Januar 1954,

Griechenland mit Wirkung vom 2. Februar 1954,

Italien mit Wirkung vom 1. Juli 1954 und

Jugoslawien mit Wirkung vom 15. Juni 1954

gegenseitig wieder angewendet.

Im Verhältnis zwischen der Bundesrepublik Deutschland und Ägypten, Australien, Dänemark, Griechenland, Italien, Jugoslawien, Luxemburg, den Niederlanden, Pakistan und der Südafrikanischen Union wird von den oben angegebenen Zeitpunkten an auch das Protokoll zu dem Abkommen gegenseitig wieder angewendet.

III. Das Internationale Abkommen zur Beschränkung der Herstellung und zur Regelung der Verteilung der Betäubungsmittel nebst Zeichnungsprotokoll vom 13. Juli 1931 (Reichsgesetzbl. 1933 II S. 319) wird im Verhältnis zwischen der Bundesrepublik Deutschland und

Ägypten, Australien, Belgien (einschließlich Belgisch-Kongo und Ruanda-Urundi), Brasilien, Dänemark, der Dominikanischen Republik, Iran, Luxemburg, den Niederlanden, Norwegen, Pakistan, Panama (ohne Zeichnungsprotokoll), Österreich und der Südafrikanischen Union mit Wirkung vom 1. Januar 1954,

Griechenland mit Wirkung vom 2. Februar 1954 und

Italien mit Wirkung vom 1. Juli 1954

gegenseitig wieder angewendet.

Diese Bekanntmachung ergeht im Anschluß an Nummern 7 und 14 der Bekanntmachung vom 13. März 1953 (Bundesgesetzbl. II S. 116) und Nummer 7 der Bekanntmachung vom 12. November 1953 (Bundesgesetzbl. II S. 593).

Bonn, den 20. Januar 1955.

Der Bundesminister des Auswärtigen
In Vertretung
Hallstein

Druckfehlerberichtigung zur Rheinschiffahrtpolizeiverordnung (Bundesgesetzbl. 1954 II S. 1411).

1. Auf Seite 1426 muß es in § 78 Zeile 2 richtig „Herannahen" heißen.
2. Auf Seite 1445 muß es im Text zu Bild 26 statt „bei Tag" richtig "bei **Nacht**" heißen.

Herausgeber: Der Bundesminister der Justiz — Verlag: Bundesanzeiger-Verlags-GmbH., Bonn/Köln — Druck: Bundesdruckerei, Bonn.
Das Bundesgesetzblatt erscheint in zwei gesonderten Teilen, Teil I und Teil II
Laufender Bezug nur durch die Post. Bezugspreis: vierteljährlich für Teil I = DM 4,—, für Teil II = DM 3,— (zuzüglich Zustellgebühr).
Einzelstücke je angefangene 24 Seiten DM 0,40 (zuzüglich Versandgebühren) — Zusendung einzelner Stücke per Streifband gegen Voreinsendung des erforderlichen Betrages auf Postscheckkonto „Bundesanzeiger-Verlags-GmbH.-Bundesgesetzblatt" Köln 399.
Preis dieser Ausgabe DM 1,60 zuzüglich Versandgebühren.